

ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Commission du logement, des affaires
foncières, de l'économie numérique,
de la communication et de l'artisanat

Papeete, le 31 JAN. 2018

150 14-2018

Document mis
en distribution

Le 31 JAN. 2018

RAPPORT

relatif à un projet de délibération portant approbation du compte financier de l'OPH pour l'exercice 2016 et affectation de son résultat

présenté au nom de la commission du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique, de la communication et de l'artisanat ;

par Madame la représentante Patricia AMARU

Monsieur le président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 8770/PR du 29 novembre 2017, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération portant approbation du compte financier de l'OPH pour l'exercice 2016 et affectation de son résultat.

1. – LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2016

✓ Une évolution des missions

Les missions de l'OPH ont été modifiées et complétées en 2016 afin de donner à l'établissement la possibilité d'intervenir en cas de sinistre ou de catastrophes naturelles qui nécessiteraient l'intervention d'un organisme de logement social.

Ainsi, outre ses missions habituelles, l'OPH peut réaliser les opérations de construction, de réhabilitation ou de réparation d'habitations collectives et individuelles détruites ou détériorées à la suite de calamités naturelles déclarées ainsi que des opérations de viabilisation de parcelles destinées à recevoir des logements d'habitation pour reloger les familles sinistrées.

Il peut également apporter des aides et secours aux personnes privées en réparation des dégâts causés à des biens immobiliers à usage d'habitation, dans le cadre de la réglementation sur les aides aux victimes des calamités.

✓ 7 684 demandes d'aides au logement valides

Au 31 décembre 2016, l'OPH recensait 7 684 dossiers valides¹ de demandes d'aides au logement, dont 3 164 en habitat groupé et 4 520 en habitat dispersé.

¹ Un dossier a une période de validité de 5 années et doit ensuite faire l'objet d'une réactualisation par les familles.

✓ Une hausse du niveau de livraison de logements

L'année 2016 a été marquée par une augmentation de 61 % du nombre de logements livrés :

Livraison de logements par l'OPH durant les 8 dernières années

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Habitat groupé	192	56	42	30	32	25	104	103
Habitat dispersé	213	198	93	21	1	37	121	259
TOTAL	405	254	135	51	33	62	225	362

✓ Un développement considérable de l'Aide à l'Amélioration de l'Habitat Individuel (AAHI)

Au total, ce sont 1 511 aides en matériaux qui ont été attribuées en 2016 par la Commission d'Attribution des Aides au Logement (CAL). Suite à ces attributions, 958 aides ont été délivrées en 2016, contre 781 en 2015.

✓ Une augmentation de la consommation des crédits du Contrat de projets

Le principal outil financier de l'OPH pour la réalisation de logements sociaux est le Contrat de projets (CDP) cofinancé par le Pays et l'État à hauteur de 80 % et par l'OPH pour le reliquat.

Un montant de 4,3 milliards de F CFP a été liquidé par l'OPH sur les opérations actives du CDP soit un taux de liquidation de 40 % sur les 11,5 milliards de F de subventions octroyées par le Pays et l'Etat pour le financement des opérations (CDP n°1 et n°2).

✓ Un taux de recouvrement qui continue à se dégrader

En 2016, ce sont 350 MF d'impayés supplémentaires (*loyers et charges*) qui viennent s'ajouter aux impayés déjà constatés pour atteindre 3,4 Milliard de F. Ces chiffres en nette augmentation mettent en lumière l'échec d'une politique basée sur des plans d'apurements. Une politique plus volontariste va être mise en place sur 2017 par le nouvel agent comptable tout en apurant comptablement cette dette, à travers des propositions d'admission en non valeurs.

Fin 2016, 178 occupants de logement se sont vus résilier leur bail mais n'ont pas été expulsés (*pour rappel, aucune expulsion n'a pu être menée à son terme en 2015*), réduisant ainsi l'effet comminatoire escompté sur les autres débiteurs.

En 2016, le taux de recouvrement global² s'établit à 82,22 % contre 82,53 % en 2015. Cette légère baisse résulte notamment des difficultés récurrentes rencontrées par l'OPH dans le recouvrement des loyers (*loyer souvent considéré par les locataires comme une dépense non obligatoire du foyer, mise en œuvre difficile des procédures d'expulsion, absence de paiements en masse dans certains lotissements, etc.*).

L'augmentation du recouvrement des loyers tant à la phase amiable que contentieuse est l'un des objectifs majeurs de l'OPH pour l'image donnée aux partenaires prêteurs de deniers, mais aussi pour sa propre santé financière puisque ces impayés provoquent un défaut de trésorerie.

✓ Une action contentieuse active

L'action contentieuse vise à faire constater par le tribunal, la clause résolutoire pour non paiement des loyers contenue dans le bail. Comme en 2014 et 2015, elle s'est poursuivie activement en 2016.

Comme le coût des procédures en contentieux est répercuté sur le locataire débiteur et que la probabilité de les recouvrer est faible, la relance des reconnaissances de dettes et des plans d'apurement a été maintenue en 2016. Cette action, interruptive de prescription selon le code civil, a été facilitée par la reprise des sorties des agents sur le terrain pour renouer le contact avec le locataire défaillant.

² Taux de recouvrement global : rapport entre le cumul des sommes encaissées et le cumul des sommes quittancées depuis l'origine et quelle que soit leur nature (participation personnelle, aide familiale au logement, admission en non valeur).

✓ Une réforme de l'aide familiale au logement (AFL) attendue

En l'absence d'un dispositif général d'aide personnalisée au logement, les revenus des ménages sont souvent insuffisants pour faire face au paiement des loyers du parc social de l'OPH. Pour y pallier, et dans l'attente de la mise en place de ce dispositif, l'OPH gère une aide appelée communément AFL, apportée par le budget du Pays. Cette aide est apportée aux ménages en fonction du niveau du revenu moyen mensuel (RMM) et de la moyenne économique journalière (MEJ).³

Ce dispositif avait été mis en place parallèlement à la mise en place du loyer d'équilibre pour le parc nouveau afin de maintenir la participation des ménages à un niveau compatible avec leurs facultés financières.

La réforme de l'AFL, indissociable de la réforme de la grille des loyers, devant permettre de limiter les effets de seuil, de mieux prendre en compte les situations personnelles et de concerner un plus grand nombre de locataires, est toujours en cours. En 2016, 764 bénéficiaires de l'aide ont perçu une aide mensuelle d'environ 29 000 F CFP pour le paiement de leur loyer. Ce dispositif a été subventionné par le Pays à hauteur de 269 M F CFP en 2016.

Selon le rapport d'activité de l'établissement, le transfert de la gestion de cette aide à la Caisse de Prévoyance Sociale permettrait d'évoluer d'un système déclaratif vers un système automatisé qui appréhendera l'ensemble de la population du parc OPH.

✓ L'accession à la propriété toujours en difficulté

En 2016, 11 lots ont été vendus :

- 3 logements de la résidence « Nahoata » ;
- 1 logement de la résidence « Teroma » ;
- 4 logements de la résidence « Petea » ;
- 2 logements de la résidence « Tepuhapa » ;
- 1 logement de la résidence « Taapuna ».

La mise en accession à la propriété des logements du programme social d'Erima (180 logements répartis en 3 zones) a été retardée à raison des difficultés administratives (obtention des permis de construire, des certificats de conformité ou encore la maîtrise des emprises foncières). La procédure de mise en accession de ces lotissements est également conditionnée par la réalisation de travaux de mise aux normes de ces logements ainsi que sur des ouvrages communs, la rétrocession par la commune des emprises foncières étant en cours.

Par ailleurs, un certain nombre de problématiques juridiques ont retardé depuis plusieurs années, la mise en œuvre de l'accession à la propriété du programme Tepuhapa situé dans la commune de Paea (52 logements). Certaines d'entre elles ayant été réglées, il a été possible de mettre en accession plusieurs logements depuis décembre 2014. En 2016, 2 locataires ont signé leur acte de vente et sont donc devenus propriétaires (contre 19 en 2015).

✓ Correction des erreurs comptables des années antérieures et préparation pour un changement de nomenclature comptable

Les points soulevés pour l'exercice précédent ont nécessité de passer pour l'année 2016 des écritures de correction. Ces écritures concernent :

- **La part acquisitive des loyers** de logements en catégorie « location-accession » qu'il convient désormais de comptabiliser dans un compte de dépôt et non plus en recette (au même titre que les loyers des logements en location simple).
- **Les ressources affectées** : un nouveau schéma d'écriture a été validé afin de prendre en compte les nouvelles procédures d'attribution et de réalisation des *fare*. En plus de la validation de ce nouveau schéma d'écriture, il a été nécessaire de toiletter et corriger de multiples écritures passées au cours des exercices précédents. Ce toilettage a été réalisé de manière rétroactive jusqu'à l'exercice 2012. L'année prochaine, les dernières corrections pour les années antérieures à 2012 seront réalisées.

³ MEJ = RMM / coefficient social fixé en fonction de la composition des ménages.

- **L'amortissement des subventions des immobilisations corporelles non amortissables** (les terrains, par exemple). Hors, depuis son origine, l'établissement n'a jamais amorti les subventions liées à ces terrains. Aussi, un travail de reprise des années précédentes, en fonction de la date d'acquisition des terrains a été réalisé. Toutefois, compte tenu des montants importants à intégrer (3 440 MF), il n'a pas été possible de valider cette écriture par manque de disponibilité budgétaire. Cette correction sera donc réalisée sur l'exercice suivant. Cette écriture n'impactera pas le résultat car les écritures seront passées au compte 110 (*report à nouveau*).

Toutefois, malgré ces écritures passées en 2016 ou à passer en 2017, il apparaît que d'autres modifications doivent encore être apportées, que ce soit à partir des recommandations du commissaire aux comptes de l'établissement, ou du besoin évident qui se dégage alors que la passation de certaines écritures sont actuellement compliquées.

Pour exemple, le commissaire aux comptes encourage l'établissement à passer à un suivi de son patrimoine bâti par composant plutôt que de manière groupé. Ce suivi a un impact direct sur la présentation des comptes d'immobilisation, mais également apporte une réponse différente dans le calcul de la provision pour Grosses Réparations. A ce sujet, la dotation actuelle est de 1,4 milliard, ce qui représente environ 280 MF de travaux à réaliser sur fonds propres pendant 5 ans.

Toutefois, une part considérable des travaux de Grosses Réparations est réalisée sur une programmation entièrement subventionnée par le Pays ou inscrite au Contrat de Projets n°2 (financé par l'Etat et la Pays). Ainsi, il semble qu'une telle dotation soit surévaluée compte tenu des besoins de rénovations et des budgets à mettre en place sur fonds propres par l'établissement. Ce travail de reclassement comptable doit donc être mené dans les meilleurs délais, et doit être mené en parallèle de l'élaboration technique d'un plan stratégique du patrimoine. Ce plan doit permettre de programmer à 5 et 10 ans les travaux nécessaires de Grosses Réparations et donc de revoir in fine la dotation nécessaire.

Aussi, il apparaît désormais indispensable de changer de nomenclature comptable. En effet, la nomenclature comptable, actuellement utilisée par l'établissement, donne un cadre pour les opérations budgétaires et comptables qui est celui des établissements publics. Les principes de cette nomenclature ont été adoptés à la création de l'établissement et s'appliquent toujours. Or, depuis deux ans les commissaires aux comptes (EDEC et KPMG) ont émis une série de réserves quant à certains modes de comptabilisation et n'ont pas été en mesure de certifier les comptes.

Les points soulevés au cours de ces deux derniers exercices ont déjà été évoqués par la Chambre Territoriale des Comptes dans le cadre de ces audits de 2002 et 2011 qui mentionne la nécessité d'adopter la nomenclature comptable M 31. Cette nomenclature a été spécialement élaborée pour répondre à l'activité des Organismes de Logements Sociaux. Aussi, l'OPH s'est fixé comme objectif de modifier ce cadre comptable au plus tôt, soit au 1^{er} janvier 2018.

2. – L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 2016

À la clôture de l'exercice 2016, le compte financier de l'Office polynésien de l'habitat se présente comme suit :

	Section I FONCTIONNEMENT	Section II OPÉRATIONS EN CAPITAL	TOTAL
RECETTES (en F CFP)	5 437 244 473	5 000 478 063	10 437 722 536
DÉPENSES (en F CFP)	5 908 853 973	4 220 632 241	10 129 486 214
RÉSULTAT	- 471 609 500	779 845 822	308 236 322

Après un résultat positif en 2015 (+23 MF), le résultat de l'année 2016 affiche un nouveau déficit de 471 MF.

2.1. Les recettes de fonctionnement

On constate une augmentation de 43,3 % des recettes de fonctionnement :

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Var. 2015/2014
Ressources propres	1 288 941 670	1 073 540 237	1 102 745 377	1 194 061 517	1 334 593 645	1 559 261 455	+ 16,8 %
Subventions	1 375 013 491	1 031 083 749	1 193 076 177	1 860 125 141	1 430 827 106	3 011 900 168	+ 110,5 %
Autres ressources	941 021 893	638 647 265	579 348 427	1 456 595 739	1 028 672 876	866 082 850	- 15,8 %
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	3 604 977 054	2 743 271 251	2 875 169 981	4 510 782 397	3 794 093 627	5 437 244 473	+ 43,3 %

2.1.1. Diminution des subventions d'exploitation

Une des principales ressources de l'établissement provient de la subvention du Pays accordée annuellement. De 2012 à 2017, cette subvention est passée de 978 MF à 600 MF, soit une diminution de 39% de la subvention.

La diminution de la subvention Pays de 210 MF entre 2015 et 2016 n'est pas entièrement compensée par l'augmentation de la RMO (+ 174 MF). En effet, il avait été décidé de diminuer la subvention de fonctionnement de l'établissement et d'augmenter ses crédits de paiement sur la section « investissement » afin de lui permettre de construire plus (en habitat groupé, ainsi qu'en habitat dispersé) afin de générer plus de revenus propres, ce qui doit correspondre à une ressource acquise par rapport au travail effectivement réalisé. De ce point de vue, la RMO a fait un bond considérable de + 77%, passant de 227 MF à 401 MF. Toutefois, malgré l'augmentation de l'activité de l'OPH, cette augmentation n'a pu venir compenser la diminution de la subvention.

A ce sujet, il est important de noter que pour absorber le surplus d'activité en habitat groupé, des chargés d'opération ont été embauchés en fin d'année, en remplacement de départs à la retraite d'agents d'autres services. Ainsi, pour pouvoir construire plus et générer plus de RMO, l'établissement a dû renforcer ses moyens humains, ce qui représente des dépenses supplémentaires. De même, ce surplus d'activité génère des dépenses supplémentaires dans le fonctionnement de l'établissement qui tendent à réduire la recette nette issue de la RMO. De ce fait, on constate que le taux de RMO de 7% appliqué à la gestion du dispositif AAHI n'est pas assez élevé pour prétendre dégager des recettes de cette activité.

2.1.1. La principale ressource de l'établissement repose sur les loyers quittancés (1 015 MF en 2016)

Les recettes relatives au quittancement ont légèrement diminué (- 66 MF) alors qu'elles auraient dû augmenter avec les nouvelles livraisons des lotissements et le quittancement en année pleine des lotissements livrés en 2015. Toutefois, dans le cadre des corrections comptables qu'il était nécessaire de mener, 69 MF ont été reclassés du compte de recettes 708 au compte de dépôt 165. En effet, il a été demandé à l'établissement de comptabiliser les parts acquises des loyers sur un compte de dépôt plutôt que sur le compte jusqu'alors utilisé pour l'ensemble des loyers.

Il est à noter que la révision annuelle du loyer n'est pas effectuée pour le parc ancien, ce qui engendre une absence de recette supplémentaire pour l'OPH. Il conviendrait donc, comme il est prévu dans les baux, de réviser le montant de ces loyers qui sont bloqués depuis une vingtaine d'années.

Surtout que dans leur grande majorité, ces loyers fixés à 18 310 F mensuels sont stipulés être toutes charges comprises. Les charges d'entretien et de petits travaux ne sont donc pas compensées par des recettes budgétaires devenues nécessaires. Ce qui implique que la gestion de ces logements qui représentent 60% du parc OPH (1 666 logements sur 2 734) est structurellement déficitaire. Les loyers quittancés à 18 310 F permettent à peine de compenser les frais de gestion et d'entretien de ces logements. Cette situation étant d'autant plus dégradée par un taux d'impayé très important (33,56% après versement de l'AFL sur une période de 12 mois glissants).

De manière plus marginale, on peut également noter l'absence de vente de fare au titre de l'activité commerciale, soit une diminution de 16,7 MF des recettes par rapport à 2015.

2.2. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement de l'OPH s'élèvent à 5 908 853 973 F CFP en 2016 et augmentent fortement par rapport à l'année précédente (+ 56 %).

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Achats	410 181 952	175 360 848	480 564 600	731 483 087	280 237 521	1 732 621 814
Services extérieurs	516 535 627	455 777 908	404 934 132	586 927 065	344 240 901	561 343 699
Autres services extérieurs	466 820 206	194 423 879	88 776 618	236 884 376	602 032 400	1 155 343 411
Impôts et taxes	319 993	45 807 110	-13 413 584	16 315 103	23 763 104	24 095 089
Charges de personnel	825 008 547	839 530 609	1 244 600 835	945 135 626	991 940 995	1 044 140 162
Autres charges de gestion courante	410 170 802	4 076 360	69 075	34 211 251	1 104 004	2 191 709
Charges financières	141 777 062	88 602 774	108 237 348	141 254 183	116 569 600	160 335 748
Charges exceptionnelles	106 721 367	38 828 776	90 568 649	903 845 187	208 779 269	183 983 878
Dotations aux amortissements	1 162 003 653	935 989 715	943 301 727	1 062 039 722	1 202 293 501	1 044 748 463
Impôt sur les bénéfices	1 099 034	- 363 327	50 000	30 000	100 000	50 000
TOTAL DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	4 040 638 243	2 778 034 652	3 347 689 400	4 658 125 600	3 771 061 295	5 908 853 973

Les charges financières ont considérablement augmenté (+ 37,6%) au cours de cet exercice. En effet, outre une nouvelle tranche d'emprunt tirée auprès de l'Agence Française de Développement pour le financement de l'opération Fariipiti, une convention de remboursement a été validée avec le Pays au titre des 825 MF payés pour rembourser en 2015 le prêt qui avait été consenti par DEXIA et dont les caractéristiques sont présentées au point précédent relatif au débouclage de l'opération Teueue-Teiato. Ainsi, les charges d'intérêts ont augmenté de 43,7 MF entre 2015 et 2016.

Un effort important a été mené sur l'entretien du parc en 2016, avec notamment la prise en charge des travaux de rénovation de la toiture du lotissement Teiato qui a été engagée (et donc comptabilisée en charges à payer) pour 116,2 MF. Cette augmentation de 68,3% des dépenses d'entretien et de Grosses Réparations représente une hausse de 172,4 MF entre 2015 et 2016. En complément, plusieurs régularisations de charges de copropriété ont été payées ce qui a engendré une augmentation de 36 MF supplémentaire du poste entre 2015 et 2016.

Le stock de fare, qui a été comptabilisé pour la première fois en 2015, a généré cette première année une charge négative de 320 MF, ce qui a représenté un résultat exceptionnel. En 2016, la comptabilisation du stock a engendré une écriture de charge de 22,5 MF, soit une charge supplémentaire de 342,5 MF par rapport à l'année précédente.

2.3. Les recettes d'investissement

Le montant des recettes d'investissement en 2016 est de 5 000 478 063 F CFP.

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Subventions d'investissement	467 393 797	554 891 051	995 000 023	1 942 611 059	3 247 908 313	2 392 878 632
Provisions pour charges d'exploitation	341 875 569	27 614 112	41 535 630	17 893 575	42 294 441	11 148 649
Emprunts	303 866 646	18 460 901	222 955 962	529 653 968	796 218 559	1 562 850 968
Immobilisations corporelles	17 112 489	11 577 067	12 446 520	4 031 659	15 370 624	-
Dépôts et cautionnement	-	-	-	26 626 959	-	-
Amortissements des immobilisations	724 670 774	775 317 627	751 982 743	746 958 840	916 097 772	1 033 599 814
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	1 854 919 275	1 387 860 758	2 023 920 878	3 267 776 060	5 017 889 709	5 000 478 063

En 2016, 2 393 M F CFP de subventions d'investissement ont été comptabilisés contre 3 248 M F CFP en 2015 et 1 942 M F CFP en 2014.

2.4. Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement s'établissent à 4 220 632 241 F CFP en 2016.

	2012	2013	2014	2015	2016
Subvention d'investissement	434 261 118	466 474 236	467 435 971	624 321 282	650 000 000
Provisions risques et charges	118 210 245	15 864 113	18 835 933	277 399 097	100 000 000
Emprunts et dettes assimilées	261 415 851	269 644 367	1 107 258 958	305 061 521	330 893 637
Immobilisations incorporelles	24 136 279	3 855 449	5 407 679	1 207 776	21 169 205
Immobilisations corporelles	61 821 388	- 40 123 327	117 059 386	389 269 822	547 989 394
Immobilisations en cours	642 818 712	1 254 545 023	1 691 332 389	2 902 827 829	2 570 580 005
Dépôts et cautionnements	26 968 000	-	2 200 000	-	-
TOTAL DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	1 569 631 593	1 970 259 861	3 409 530 316	4 500 087 327	4 220 632 241

3. – BILAN 2016

L'exercice 2016 a donc été marqué par une **forte augmentation de son activité** et les dépenses de fonctionnement de l'OPH ont donc logiquement suivi celle-ci sans qu'elles n'aient été compensées par une véritable hausse des produits de l'établissement.

L'année 2015 avait vu un résultat bénéficiaire exceptionnel pour des raisons multiples (*reprises de provisions exceptionnelles, variation du stock, etc.*).

La perte de 471 MF pour 2016 s'explique par :

- Une hausse des dépenses de fonctionnement de l'établissement lui-même, et de tous les postes de dépenses de la gestion locative (*charges, entretiens et réparations...*) ;
- Une forte augmentation des charges financières (*remboursement du prêt du Pays*) ;
- Une baisse des produits hors habitat dispersé (*chute de l'activité commerciale...*) ;
- Une diminution de l'aide du pays (*-200 MF de subvention d'exploitation*) non compensée par la RMO malgré l'augmentation de son indice de calcul ;
- La régularisation de la comptabilité de l'OPH (*parts acquissitives, subventions des biens non amortissables, ressources affectées, apurement des comptes de tiers...*), qui devrait se poursuivre sur 2017 (*insuffisance de crédits budgétaires sur 2016*).

Les dotations aux amortissements et des charges du personnel qui étaient les principaux foyers de dépenses de l'OPH en 2015 ne représentent plus en 2016 que 18% des dépenses de fonctionnement.

La gestion de l'habitat dispersé (*AAHI et surtout la construction de Fare*) représente en 2016 plus de 42% des dépenses totales de l'OPH.

Si on ne tient pas compte des dépenses de l'habitat dispersé, les charges de personnel qui représentaient en 2015, 31% des dépenses, représentent sur 2016, 30% des charges totales.

Enfin, il est à noter que le **fonds de roulement** a diminué sur 2016 (-268 MF) malgré l'augmentation des capitaux propres (+694 MF) et de la dette financière (+1 231 MF). Cette baisse s'explique par la diminution des provisions (-88MF) et l'augmentation des biens immobilisés (+2 106 MF).

Le fonds de roulement est un indicateur financier qui permet de vérifier un certain équilibre financier et notamment que les actifs immobilisés peuvent être financés par des ressources de long terme. Le fonds de roulement diminue, mais reste toujours largement excédentaire avec un montant de 2 216 MF, ce qui démontre une bonne santé financière de l'OPH.

4. – TRAVAUX EN COMMISSION

Le présent projet de délibération a été examiné par la commission du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique, de la communication et de l'artisanat lors de sa réunion du 29 janvier 2018.

Un point de situation sur l'habitat dispersé au niveau des archipels a été effectué. Ainsi, il est constaté que le nombre d'attribution n'a pas vraiment augmenté (*1 127 sur 2 048 dossiers enregistrés hors îles du Vent*) cependant l'OPH rencontre des difficultés au niveau de la construction des logements. En effet, bien que le souhait de l'établissement soit de servir autant les archipels que les îles du Vent, quelques problèmes pour couvrir certaines zones subsistent encore (*difficultés avec les entreprises détentrices des marchés correspondants et des difficultés au niveau du paiement de la participation de l'attributaire du logement*). Toutefois pour l'OPH, le nouveau code des marchés publics devrait résoudre ces difficultés puisque la couverture de zones plus larges sera rendu possible de par notamment la multi-attribution des allotissements.

Par ailleurs, pour ce qui concerne les aides en matériaux, 2 402 demandes ont été enregistrées (*1 053 sur les îles du Vent, 995 aux Tuamotu, 268 aux îles Sous-le-Vent, 55 aux Australes, 27 aux Marquises et 4 Gambier*). Il a été regretté néanmoins qu'un suivi ou un accompagnement des bénéficiaires de ces aides ne soit pas effectué par l'OPH afin d'éviter notamment que ces matériaux soient utilisés en dehors du cadre pour lequel ils ont été délivrés.

Sur le débouclage de l'opération VAIMARUIA–TEIATO pour 2019, il a été précisé que ces deux lotissements faisaient partie d'un même programme de défiscalisation. Au niveau des constructions du lotissement TEIATO, des malfaçons ont été constatées sur les charpentes ce qui occasionné du retard sur le calendrier fixé préalablement. Dans la mesure où sur la partie VAIMARUIA les constructions ont été finalisées, l'OPH va proposer que cette opération soit sortie du dispositif de défiscalisation.

Enfin, les membres de la commission ont été informés du fait que suite aux visites d'experts dans les différents archipels pour constater les vices de production au niveau de certains logements, un dispositif a été mis en place en 2017 pour la prise en charge et le remplacement soit des parties dégradées (*planchers, murs*) soit de l'ensemble de la construction. Aussi, les personnes concernées pourront dès lors se rapprocher de l'OPH et constituer leur dossier pour pouvoir bénéficier de cette prise en charge.

* * * * *

À l'issue des débats, le projet de délibération portant approbation du compte financier de l'OPH pour l'exercice 2016 et affectation de son résultat a recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission.

En conséquence, la commission du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique, de la communication et de l'artisanat propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de délibération ci-joint.

LE RAPPORTEUR

Patricia AMARU

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : OPH1700848DL

DÉLIBÉRATION N°

/APF

DU

portant approbation du compte financier de l'OPH
pour l'exercice 2016 et affectation de son résultat

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 79-22 AT du 1^{er} février 1979 modifiée relative à l'Office Polynésien de l'Habitat ;

Vu l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Office Polynésien de l'Habitat ;

Vu l'arrêté n° 2258 CM du 29 novembre 2017 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° /2018/APF/SG du portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° du de la commission du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique, de la communication et de l'artisanat ;

Dans sa séance du

A D O P T E :

Article 1^{er}.- Le montant définitif des recettes du compte financier de l'Office Polynésien de l'Habitat pour l'exercice 2016 est arrêté à la somme de dix milliards quatre cent trente-sept millions sept cent vingt-deux mille cinq cent trente-six francs (10 437 722 536 F CFP) se décomposant comme suit :

Section I de fonctionnement.....	5 437 244 473 F CFP
Section II d'investissement.....	5 000 478 063 F CFP
TOTAL.....	10 437 722 536 F CFP

Article 2.- Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'Office Polynésien de l'Habitat pour l'exercice 2016 est arrêté à la somme de dix milliards cent vingt-neuf millions quatre cent quatre-vingt-six mille deux cent quatorze francs (10 129 486 214 F CFP) se décomposant comme suit :

Section I de fonctionnement.....	5 908 853 973 F CFP
Section II d'investissement.....	4 220 632 241 F CFP
TOTAL.....	10 129 486 214 F CFP

Article 3.- Le compte financier de l'Office Polynésien de l'Habitat pour l'exercice 2016 annexé à la présente délibération, est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	Section I FONCTIONNEMENT	Section II OPÉRATIONS EN CAPITAL	TOTAL
RECETTES (en F CFP)	5 437 244 473	5 000 478 063	10 437 722 536
DÉPENSES (en F CFP)	5 908 853 973	4 220 632 241	10 129 486 214
RÉSULTAT	- 471 609 500	779 845 822	308 236 322

Article 4.- Le résultat d'exploitation de l'exercice 2016, soit un déficit de 471 609 500 F CFP est affecté au débit du compte :

- 119 : Report à nouveau (solde débiteur)..... 471 609 500 F CFP

Article 5.- Au 31 décembre de l'exercice 2016, le fonds de roulement de l'Office Polynésien de l'Habitat est de deux milliards deux cent seize millions huit cent trente et un mille neuf francs (2 216 831 009 F CFP).

Article 6.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,

Le président,

Loïs SALMON-AMARU

Marcel TUIHANI

COMPTE FINANCIER

EXERCICE

2016

Présenté à la Chambre Territoriale des Comptes de Polynésie Française par

Karim LAOUITI agent comptable du 1er janvier 2016 au 30 septembre 2016

Sébastien MARCHAND agent comptable du 1er octobre 2016 au 31 décembre 2016

EXECUTION BUDGETAIRE

EXERCICE

2016

OPERATIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES						
chap.	Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Mandats émis	Annulation de mandats	Charges nettes	Crédits inemployés
60	ACHATS	5 507 610 380	2 450 463 180	717 841 366	1 732 621 814	3 774 988 566
61	SERVICES EXTERIEURS	673 100 000	598 834 513	37 490 814	561 343 699	111 756 301
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	4 700 135 973	1 301 918 015	146 574 604	1 155 343 411	3 544 792 562
63	IMPOTS TAXES VERSEMENTS DIVERS	34 000 000	24 095 089	0	24 095 089	9 904 911
64	CHARGES DE PERSONNEL	1 064 000 000	1 099 414 453	55 274 291	1 044 140 162	19 859 838
65	AUTRES CHARGES GESTION COURANTE	98 400 000	87 982 550	85 790 841	2 191 709	96 208 291
66	CHARGES FINANCIERES	160 000 000	200 449 019	40 113 271	160 335 748	-335 748
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	294 000 000	723 994 590	540 010 712	183 983 878	110 016 122
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVIS	1 068 000 000	1 474 806 579	430 058 116	1 044 748 463	23 251 537
69	IMPOT SUR LES BENEFICES	2 000 000	100 000	50 000	50 000	1 950 000
	Virement à la section 2	2 301 589 043				
TOTAL DEPENSES Section 1		15 902 835 396	7 962 057 988	2 053 204 015	5 908 853 973	7 692 392 380

OPERATIONS BUDGETAIRES DE RECETTES						
chap.	Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Titres de recettes émis	Réduction de titres	Produits nets	Crédits inemployés
70	PRESTATIONS DIVERSES	1 134 504 400	1 243 710 069	222 255 526	1 021 454 543	113 049 857
72	PRESTATIONS DIVERSES	0	0	0	0	0
74	SUBVENTIONS	12 900 165 710	6 019 464 415	2 606 410 496	3 413 053 919	9 487 111 791
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	297 554 953	147 850 965	11 197 804	136 653 161	160 901 792
76	PRODUITS FINANCIERS	43 000 000	43 812 436	0	43 812 436	-812 436
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	705 000 000	1 634 757 896	944 814 511	689 943 385	15 056 615
78	REPRISES SUR PROVISIONS	545 000 000	513 597 740	381 270 711	132 327 029	412 672 971
	Virement de la section 2	277 610 333				
TOTAL RECETTES Section 1		15 902 835 396	9 603 193 521	4 165 949 048	5 437 244 473	10 187 980 590

Déficit de la section			-471 609 500	
-----------------------	--	--	--------------	--

OPERATIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES						
Chap.	Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Mandats Emis	Annulation de mandats	Dépenses nettes	Crédits à reporter
13	SUBVENTIONS	650 000 000	5 264 699 988	4 614 699 988	650 000 000	0
15	PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	100 000 000	481 270 711	381 270 711	100 000 000	0
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	359 000 000	330 893 637	0	330 893 637	0
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	65 619 167	22 050 605	881 400	21 169 205	44 449 962
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 204 449 970	913 139 394	365 150 000	547 989 394	1 656 460 576
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	17 161 848 096	2 649 292 860	78 712 855	2 570 580 005	14 591 268 091
26	PARTICIPATIONS	0	0	0	0	0
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	1 000 000	0	0	0	1 000 000
	Virement à la section 1	0				
	Augmentation du fonds de roulement	2 053 458 350				
TOTAL DEPENSES Section 2		22 595 375 583	9 661 347 195	5 440 714 954	4 220 632 241	16 293 178 629

OPERATIONS BUDGETAIRES DE RECETTES						
Chap.	Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Titres de recettes émis	Réduction de titres	Recettes nettes	Crédits à reporter
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	18 636 135 995	4 287 900 399	1 895 021 767	2 392 878 632	16 243 257 363
15	PROVISIONS POUR CHARGES D'EXPLOITATION	0	11 148 649	0	11 148 649	0
16	EMPRUNTS	1 135 260 878	2 403 090 816	840 239 848	1 562 850 968	-427 590 090
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	0	0	0	0
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0	0	0	0	0
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	0	0	0	0	0
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	800 000 000	1 035 874 737	2 274 923	1 033 599 814	0
	Virement de la section 1	2 023 978 710				
	Contraction du fonds de roulement	0				
TOTAL RECETTES Section 2		22 595 375 583	7 738 014 601	2 737 536 538	5 000 478 063	15 815 667 273

Excédent de la section				779 845 822
------------------------	--	--	--	-------------

OPERATIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES								
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CLASSE 6								
DEPENSES				Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Mandats Emis	Annulation de mandats	Charges nettes
Chap.	Art.	Par.	Ana.					
60				ACHATS	5 507 610 380	2 450 463 180	717 841 366	1 732 621 814
				Achats hors fare et AAHI	287 908 989	251 288 939	45 115 817	206 173 122
3 7				Variation de stocks	0	359 855 261	337 357 222	22 498 039
6 10				Fournitures non stockables eau	115 000 000	132 489 793	17 615 895	114 873 898
6 11				Fournitures non stockables électricité	70 000 000	77 416 152	12 711 388	64 704 764
6 12				Fournitures non stockables essence	7 000 000	6 902 452	1 125 787	5 776 665
6 30				Fournitures d'entretien et petit équipement	10 000 000	8 266 417	650 928	7 615 489
6 40				Fournitures de bureau	7 500 000	9 189 549	1 730 717	7 458 832
6 41				Fournitures informatiques	2 000 000	1 125 265	46 880	1 078 385
6 50				Vêtements de travail, linge	3 700 000	2 265 900	17 648	2 248 252
6 80				Autres matières et fournitures	10 000 000	2 015 154	353 714	1 661 440
7 1				Achat marchandises fare OPH	3 688 934 798	1 029 212 447	182 811 187	846 401 260
7 2				Achat marchandises AAHI	1 530 766 593	810 106 533	152 557 140	657 549 393
7 3				Achat marchandises Fare commerciaux	62 708 989	11 618 257	10 862 860	755 397
61				SERVICES EXTERIEURS	673 100 000	598 834 513	37 490 814	561 343 699
2 20				Crédit Bail Mobilier	300 000	634 425	422 950	211 475
3 20				Locations	40 000 000	36 801 394	254 152	36 547 242
3 50				Locations mobilières	100 000	0	0	0
4 00				Charges de copropriété	85 000 000	82 641 709	3 436 253	79 205 456
5 20				Entretien s/biens immobiliers	22 700 000	12 974 590	2 931 841	10 042 749
5 30				Entretien lotissements	250 000 000	250 597 296	23 801 887	226 795 409
5 31				Grosses réparations	240 000 000	180 715 418	3 480 733	177 234 685
5 50				Entretien s/biens mobiliers	3 500 000	4 132 657	675 210	3 457 447
5 60				Entretien véhicules	8 500 000	9 818 333	2 370 953	7 447 380
6 00				Primes d'assurances	22 000 000	20 137 854	47 892	20 089 962
8 10				Documentation générale	1 000 000	380 837	68 943	311 894
62				AUTRES SERVICES EXTERIEURS	4 700 135 973	1 301 918 015	146 574 604	1 155 343 411
				Autres services extérieurs hors fare	600 125 479	203 424 893	32 261 743	171 163 150
2 60				Honoraires	10 000 000	11 046 627	5 123 915	5 922 712
2 70				Frais d'acte et de contentieux	12 000 000	13 301 587	1 551 658	11 749 929
3 10				Annonces et insertions	14 000 000	7 522 080	463 563	7 058 517
3 3				Promotion de l'activité commerciale	1 500 000	458 229	0	458 229
3 8				Communication OPH	12 000 000	7 855 993	23 730	7 832 263
4 70				Transports collectifs du personnel	12 500 000	13 761 573	2 176 296	11 585 277
4 80				Transports divers	420 550 479	38 655 066	3 156 968	35 498 098
5 60				Frais de mission	10 000 000	9 602 163	952 079	8 650 084
5 70				Réception	5 000 000	3 862 809	90 162	3 772 647
6 00				Frais postaux et de télécommunications	15 000 000	13 186 741	1 656 362	11 530 379
8 10				Concours divers (cotisations)	2 000 000	1 937 221	0	1 937 221
8 20				Travaux et prestations exécutés par l'extérieur	75 000 000	78 462 669	15 741 510	62 721 159
8 21				Formation continue	10 575 000	3 772 135	1 325 500	2 446 635
8 25				Mise en œuvre fare OPH	4 100 010 494	1 098 493 122	114 312 861	984 180 261
8 26				Mise en œuvre fare commerciaux	0	0	0	0

63		IMPOTS TAXES VERSEMENTS DIVERS	34 000 000	24 095 089	0	24 095 089
5 12		Taxe foncière	0	0	0	0
7 8		Taxes diverses	34 000 000	24 095 089	0	24 095 089
64		CHARGES DE PERSONNEL	1 064 000 000	1 099 414 453	55 274 291	1 044 140 162
1 10		Rémunérations du personnel permanent	704 500 000	693 133 757	6 948 725	686 185 032
1 20		Congés payés	11 500 000	17 760 492	581 164	17 179 328
2 0		Rémunérations du personnel temporaire	22 000 000	21 275 996	45 157	21 230 839
5 00		Charges sociales	320 000 000	361 522 993	47 699 245	313 823 748
7 20		Comité entreprise	6 000 000	5 721 215	0	5 721 215
65		AUTRES CHARGES GESTION COURANTE	98 400 000	87 982 550	85 790 841	2 191 709
1 10		Redevances logiciels	8 400 000	2 191 709	0	2 191 709
4 10		Créances de l'exercice	0	0	0	0
4 40		Créances des exercices antérieurs	10 000 000	85 790 841	85 790 841	0
8		Charges gestion ressources affectées	80 000 000	0	0	0
66		CHARGES FINANCIERES	160 000 000	200 449 019	40 113 271	160 335 748
1		Charges d'intérêts	160 000 000	200 449 019	40 113 271	160 335 748
67		CHARGES EXCEPTIONNELLES	294 000 000	723 994 590	540 010 712	183 983 878
1 20		Annulation OR exercices antérieurs	130 000 000	684 057 241	536 505 802	147 551 439
1 50		Subventions accordée au collectifs sociaux	0	0	0	0
1 80		Reversements de trop perçus et impayés	20 000 000	2 610 294	0	2 610 294
1 85		Indemnités exceptionnelles	20 000 000	1 508 526	0	1 508 526
2 00		Autres charges exercices antérieurs	44 000 000	35 818 529	0	35 818 529
5 20		Valeur comptable des actifs cédés	70 000 000	0	0	0
8 80		Charges exceptionnelles diverses	10 000 000	0	3 504 910	-3 504 910
68		DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 068 000 000	1 474 806 579	430 058 116	1 044 748 463
1 11		Immobilisations incorporelles	12 000 000	12 601 946	0	12 601 946
1 12		Immobilisations corporelles	800 000 000	1 020 997 868	0	1 020 997 868
1 5		Provisions pour risques et charges d'exploitation	46 000 000	11 148 649	0	11 148 649
1 62		Provisions pour grosses réparations	0	0	0	0
1 74		Provisions pour clients douteux	200 000 000	430 058 116	430 058 116	0
7 5		Provisions pour risques et charges exceptionnels	10 000 000	0	0	0
69		IMPOT SUR LES BENEFICES	2 000 000	100 000	50 000	50 000
5		Impôt sur les sociétés	2 000 000	100 000	50 000	50 000
		Virement à la section 2	2 301 589 043			
		TOTAL DEPENSES Section 1	15 902 835 396	7 962 057 988	2 053 204 015	5 908 853 973

OPERATIONS BUDGETAIRES DE RECETTES SECTION DE FONCTIONNEMENT - CLASSE 7						
RECETTES				Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Titres de recettes émis
Chap.	Art.	Par.	Par.			
70				PRESTATIONS DIVERSES	1 134 504 400	1 243 710 069
	1	1		Vente fare commerciaux	104 504 400	0
	8	30		Locations diverses	840 000 000	1 038 171 492
	8	80		Autres produits	180 000 000	198 396 697
	8	82		Autres produits divers	10 000 000	7 141 880
72				PRESTATIONS DIVERSES	0	0
	2			Production immobilisée	0	0
74				SUBVENTIONS	12 900 165 710	6 019 464 415
						0
	1			Subvention du Pays (fare et AAI)	11 917 118 996	4 956 792 935
	4			Subvention du Pays (Exploitation)	600 000 000	600 000 000
	4			Subvention MOUS (Etat, Pays, communes)	88 046 714	37 332 895
	6			Dons et legs	0	0
	8			RMO	295 000 000	425 338 585
75				AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	297 554 953	147 850 965
	8			Participations fare	297 554 953	147 850 965
76				PRODUITS FINANCIERS	43 000 000	43 812 436
	1			Remboursement Intérêts Emprunt Défisicalisant	43 000 000	43 812 436
	4	00		Intérêts comptes à terme	0	0
77				PRODUITS EXCEPTIONNELS	705 000 000	1 634 757 896
	1	60		Recouvrement Sur Creances Admises En Non Valeur	0	0
	1	80		Produits except. sur gestion exercice	20 000 000	14 756 966
	2	00		Produits exceptionnels sur ex. antérieurs	30 000 000	25 853 521
	5	20		Produits cession éléments d'actif	5 000 000	0
	7	00		Quote-part des subv. virées au résultat	650 000 000	1 594 147 409
78				REPRISES SUR PROVISIONS	545 000 000	513 597 740
	1	5		Pour risques et charges d'exploitation	100 000 000	8 497 825
	1	62		Grosses réparations	280 000 000	472 772 886
	1	74		Pour créances douteuses	160 000 000	32 327 029
	7	5		Pour charges exceptionnelles	5 000 000	0
				Virement de la section 2	277 610 333	
				TOTAL RECETTES Section 1	15 902 835 396	9 603 193 521
						4 165 949 048
						5 437 244 473

OPERATIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES
SECTION D'INVESTISSEMENT - CLASSES 1 2 3

DEPENSES				Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Mandats Emis	Annulation de mandats	Dépenses nettes	Crédits à reporter
Chap.	Art.	Par.	Ana.						
13				SUBVENTIONS	650 000 000	5 264 699 988	4 614 699 988	650 000 000	0
	1			Subvention d'investissement	0	0	0	0	
	1	8		Subvention d'équipement- SCI 2T				0	
	9			Subvention d'invest.inscrite au compte de résultat	650 000 000	5 264 699 988	4 614 699 988	650 000 000	
15				PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	100 000 000	481 270 711	381 270 711	100 000 000	0
	1	1		Provisions pour litige	0	8 497 825	0	8 497 825	
	1	8		Autres provisions pour risques	100 000 000	0	0	0	
	7			Provisions pour Grosses Réparation	0	472 772 886	381 270 711	91 502 175	
16				EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	359 000 000	330 893 637	0	330 893 637	0
	4			Emprunts auprès des étab.de crédit	331 000 000	330 893 637	0	330 893 637	
	8			ICNE	28 000 000	0	0	0	
20				IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	65 619 167	22 050 605	881 400	21 169 205	44 449 962
	3			Frais d'études	46 096 625	8 723 600	881 400	7 842 200	38 254 425
	5			Brevets et licences	19 522 542	13 327 005	0	13 327 005	6 195 537
21				IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 204 449 970	913 139 394	365 150 000	547 989 394	1 656 460 576
	1	1		Achats de terrains nus	1 548 764 212	53 956 511	0	53 956 511	1 494 807 701
	1	2		Achats de terrains aménagés	0	0	0	0	0
	3	1		Batiments	458 000 000	828 310 996	365 000 000	463 310 996	-5 310 996
	3	5		Installations agencements aménagements	23 068 475	737 276	0	737 276	22 331 199
	5	30		Installationsà caractère spécifique sur sol propre	57 857 223	5 501 700	0	5 501 700	52 355 523
	5	31		Installationsà caractère spécifique sur sol propre	0	0	0	0	0
	5	40		Matériel et outillage	2 752 092	0	0	0	2 752 092
	8	10		Installations générales et agencements	28 477 085	1 440 464	0	1 440 464	27 036 621
	8	20		Matériel roulant	23 840 000	13 047 000	150 000	12 897 000	10 943 000
	8	30		Matériel informatique et de bureau	20 183 300	9 014 867	0	9 014 867	11 168 433
	8	40		Mobilier	38 525 854	1 130 580	0	1 130 580	37 395 274
	8	8		Matériel lourd	2 981 729	0	0	0	2 981 729
23				IMMOBILISATIONS EN COURS	17 161 848 096	2 649 292 860	78 712 855	2 570 580 005	14 591 268 091
26				PARTICIPATIONS	0	0	0	0	0
27				DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	1 000 000	0	0	0	1 000 000
	4	1		Prêts aux défiscalisants	0	0	0	0	0
	5	5		Cautionnements	1 000 000	0	0	0	1 000 000
				Virement à la section 1	0				
				Augmentation du fonds de roulement	2 053 458 350				
				TOTAL DEPENSES Section 2	22 595 375 583	9 661 347 195	5 440 714 954	4 220 632 241	16 293 178 629

OPERATIONS BUDGETAIRES DE RECETTES									
SECTION D'INVESTISSEMENT - CLASSES 1 2 3									
RECETTES				Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Titres de recettes émis	Réduction de titres	Recettes nettes	Crédits à reporter
Chap.	Art.	Par.	Par.						
13				SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	18 636 135 995	4 287 900 399	1 895 021 767	2 392 878 632	16 243 257 363
1				Subvention d'investissement	18 636 135 995	4 287 900 399	1 895 021 767	2 392 878 632	16 243 257 363
15				PROVISIONS POUR CHARGES D'EXPLOITATION	0	11 148 649	0	11 148 649	0
1 1				Provisions pour litiges	0	11 148 649	0	11 148 649	
7 20				Provisions charges exploitation	0	0	0	0	
8 2				Provisions congés payés	0	0	0	0	
16				EMPRUNTS	1 135 260 878	2 403 090 816	840 239 848	1 562 850 968	-427 590 090
4				Emprunts	277 260 878	1 731 222 416	825 195 695	906 026 721	-628 765 843
5 1				Dépôts	830 000 000	645 796 363	0	645 796 363	184 203 637
8 8				Intérêts courus	28 000 000	26 072 037	15 044 153	11 027 884	16 972 116
21				IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0	0	0	
1 1				Terrains nus	0	0	0	0	0
1 2				Terrains aménagés	0	0	0	0	0
3 1				Bâtiments	0	0	0	0	0
8 2				Matériel roulant	0	0	0	0	0
23				IMMOBILISATIONS EN COURS	0	0	0	0	0
27				DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	0	0	0	0	0
5 5				Cautionnements	0	0	0	0	
28				AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	800 000 000	1 035 874 737	2 274 923	1 033 599 814	
				Virement de la section 1	2 023 978 710				
				Contraction du fonds de roulement	0				
				TOTAL RECETTES Section 2	22 595 375 583	7 738 014 601	2 737 536 538	5 000 478 063	15 815 667 273

BALANCE

EXERCICE

2016

	Balance d'entrée		Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total des opérations		Balance de sortie	
Comptes	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
102	0	409 131 909	0	0	0	0	0	0	0	409 131 909
1061	0	2 235 947 416	0	0	0	0	0	0	0	2 235 947 416
10	0	2 645 079 325	0	0	0	0	0	0	0	2 645 079 325
110	0	4 610 163 641	0	0	5 939 256 185	3 463 563 154	5 939 256 185	3 463 563 154	0	2 134 470 610
119	1 922 045 220	0	0	0	0	1 922 045 220	0	1 922 045 220	0	0
11	1 922 045 220	4 610 163 641	0	0	5 939 256 185	5 385 608 374	5 939 256 185	5 385 608 374	0	2 134 470 610
120	0	23 032 332	0	0	23 032 332	0	23 032 332	0	0	0
129	0	1	0	0	1	0	1	0	0	0
12	0	23 032 333	0	0	23 032 333	0	23 032 333	0	0	0
131	0	25 882 158 500	1 895 021 767	4 287 900 399	77 551 086	38 775 543	1 972 572 853	4 326 675 942	0	28 236 261 589
139	11 026 825 981	0	5 034 678 230	4 384 678 230	38 775 543	77 551 086	5 073 453 773	4 462 229 316	11 638 050 438	0
13	11 026 825 981	25 882 158 500	6 929 699 997	8 672 578 629	116 326 629	116 326 629	7 046 026 626	8 788 905 258	11 638 050 438	28 236 261 589
1511	0	28 359 369	8 497 825	11 148 649	0	0	8 497 825	11 148 649	0	31 010 193
1518	0	21 000 000	0	0	0	0	0	0	0	21 000 000
1572	0	1 500 000 000	472 772 886	381 270 711	0	0	472 772 886	381 270 711	0	1 408 497 825
15	0	1 549 359 369	481 270 711	392 419 360	0	0	481 270 711	392 419 360	0	1 460 508 018
16402	0	3 079 127 543	1 115 796 395	906 026 721	0	0	1 115 796 395	906 026 721	0	2 869 357 869
16403	39 866 001	0	0	0	0	39 866 001	0	39 866 001	0	0
16404	0	39 866 001	0	0	39 866 001	0	39 866 001	0	0	0
16405	0	43 127 820	8 533 094	0	0	0	8 533 094	0	0	34 594 726
16406	0	6	0	0	0	0	0	0	0	6
16407	0	0	31 759 843	825 195 695	0	0	31 759 843	825 195 695	0	793 435 852
1651	0	0	0	645 796 363	0	0	0	645 796 363	0	645 796 363
1688	0	15 044 153	15 044 153	26 072 037	0	0	15 044 153	26 072 037	0	26 072 037
16	39 866 001	3 177 165 523	1 171 133 485	2 403 090 816	39 866 001	39 866 001	1 210 999 486	2 442 956 817	0	4 369 256 853
classe 1	12 988 737 202	37 886 958 691	8 582 104 193	11 468 088 805	6 118 481 148	5 541 801 004	14 700 585 341	17 009 889 809	11 638 050 438	38 845 576 395
203	102 384 342	0	8 723 600	881 400	0	0	8 723 600	881 400	110 226 542	0
203	102 384 342	0	8 723 600	881 400	0	0	8 723 600	881 400	110 226 542	0
205	55 415 172	0	13 327 005	0	0	0	13 327 005	0	68 742 177	0
205	55 415 172	0	13 327 005	0	0	0	13 327 005	0	68 742 177	0
2111	6 229 567 554	0	53 956 511	0	2 427 272	0	56 383 783	0	6 285 951 337	0
2112	1 216 804 405	0	0	0	0	2 427 272	0	2 427 272	1 214 377 133	0
211	7 446 371 959	0	53 956 511	0	2 427 272	2 427 272	56 383 783	2 427 272	7 500 328 470	0
2131	27 242 864 306	0	812 933 746	365 000 000	2 267 755 514	0	3 080 689 260	365 000 000	29 958 553 566	0
2131817	5 140 000	0	15 377 250	0	15 377 250	15 377 250	30 754 500	15 377 250	20 517 250	0
2135	501 170 579	0	737 276	0	0	0	737 276	0	501 907 855	0
213	27 749 174 885	0	829 048 272	365 000 000	2 283 132 764	15 377 250	3 112 181 036	380 377 250	30 480 978 671	0
21530	12 142 777	0	5 501 700	0	0	0	5 501 700	0	17 644 477	0
21531	824 984 143	0	0	0	177 630 570	0	177 630 570	0	1 002 614 713	0
2154	8 056 933	0	0	0	0	0	0	0	8 056 933	0
215	8 45 183 853	0	5 501 700	0	177 630 570	0	183 132 270	0	1 028 316 123	0
2181	59 157 591	0	1 440 464	0	0	0	1 440 464	0	60 598 055	0
2182	95 217 781	0	13 047 000	150 000	0	0	13 047 000	150 000	108 114 781	0
2183	68 491 238	0	9 014 867	0	0	0	9 014 867	0	77 506 105	0
2184	68 386 408	0	1 130 580	0	0	0	1 130 580	0	69 516 988	0
2188	15 703 710	0	0	0	0	0	0	0	15 703 710	0
218	306 956 728	0	24 632 911	150 000	0	0	24 632 911	150 000	331 439 639	0
231	3 060 286 400	0	2 649 292 860	78 712 855	15 377 250	2 460 763 334	2 664 670 110	2 539 476 189	3 185 480 321	0
23	3 060 286 400	0	2 649 292 860	78 712 855	15 377 250	2 460 763 334	2 664 670 110	2 539 476 189	3 185 480 321	0
261	150 400 000	0	0	0	0	0	0	0	150 400 000	0
26	150 400 000	0	0	0	0	0	0	0	150 400 000	0
2741	727 887 700	0	0	0	0	0	0	0	727 887 700	0
2755	4 058 781	0	0	0	0	0	0	0	4 058 781	0
27	731 946 481	0	0	0	0	0	0	0	731 946 481	0

Balance d'entrée		Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total des opérations		Balance de sortie		
Comptes	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2803	0	67 706 905	0	8 969 971	0	0	0	8 969 971	0	76 676 876
2805	0	48 801 521	0	3 631 975	0	0	0	3 631 975	0	52 433 496
28131	0	17 343 838 870	0	848 048 441	762 650 084	762 650 084	762 650 084	1 610 698 525	0	18 191 887 311
2813817	0	514 000	0	514 000	0	0	0	514 000	0	1 028 000
28135	0	218 774 617	2 274 923	44 597 705	0	0	2 274 923	44 597 705	0	261 097 399
281530	0	5 079	0	2 274 923	0	0	0	2 274 923	0	2 280 002
281531	0	82 498 414	0	117 877 907	0	0	0	117 877 907	0	200 376 321
28154	0	8 056 933	0	0	0	0	0	0	0	8 056 933
28181	0	47 192 712	0	1 899 688	0	0	0	1 899 688	0	49 092 400
28182	0	87 757 694	0	4 334 195	0	0	0	4 334 195	0	92 091 889
28183	0	53 819 643	0	2 627 540	0	0	0	2 627 540	0	56 447 183
28184	0	67 747 480	0	115 179	0	0	0	115 179	0	67 862 659
28188	0	8 459 294	0	983 213	0	0	0	983 213	0	9 442 507
28	0	18 035 173 162	2 274 923	1 035 874 737	762 650 084	762 650 084	764 925 007	1 798 524 821	0	19 068 772 976
classe 2	40 448 119 820	18 035 173 162	3 586 757 782	1 480 618 992	3 241 217 940	3 241 217 940	6 827 975 722	4 721 836 932	43 587 858 424	19 068 772 976
37	320 580 801	0			337 357 222	359 855 261	337 357 222	359 855 261	298 082 762	0
classe 3	320 580 801	0			337 357 222	359 855 261	337 357 222	359 855 261	298 082 762	0
4011	0	7 013 656			0	50 000	0	50 000	0	7 063 656
4012	0	16 281 649			4 034 785 924	4 075 079 894	4 034 785 924	4 075 079 894	0	56 575 619
4017	0	31 100 436			25 361 926	62 113 964	25 361 926	62 113 964	0	67 852 474
4041	0	1 412 715			3 760 026 593	3 759 273 910	3 760 026 593	3 759 273 910	0	660 032
4047	0	56 659 780			25 474 126	24 514 664	25 474 126	24 514 664	0	55 700 318
408	0	439 326 714			439 326 714	986 603 899	439 326 714	986 603 899	0	986 603 899
40	0	551 794 950			8 284 975 283	8 907 636 331	8 284 975 283	8 907 636 331	0	1 174 455 998
41110	266 397 660	0			0	13 180 727	0	13 180 727	253 216 933	0
41111	0	0			0	0	0	0	0	0
41120	0	0			6 595 796 166	6 591 274 227	6 595 796 166	6 591 274 227	4 521 939	0
41121	3 080 040 219	0			1 387 717 519	1 054 731 518	1 387 717 519	1 054 731 518	3 413 026 220	0
4117	0	0			245 704 213	245 704 213	245 704 213	245 704 213	0	0
41171	0	0			0	0	0	0	0	0
418	0	0			0	0	0	0	0	0
41	3 346 437 879	0			8 229 217 898	7 904 890 685	8 229 217 898	7 904 890 685	3 670 765 092	0
421	0	0			717 316 306	717 316 306	717 316 306	717 316 306	0	0
4282	0	67 835 009			1 701 085	9 271 243	1 701 085	9 271 243	0	75 405 167
4286	0	0			0	0	0	0	0	0
42911	0	0			0	0	0	0	0	0
42	0	67 835 009			719 017 391	726 587 549	719 017 391	726 587 549	0	75 405 167
431	0	24 235 728			306 514 324	307 952 837	306 514 324	307 952 837	0	25 674 241
437	0	0			0	0	0	0	0	0
4382	0	16 889 654			0	2 221 674	0	2 221 674	0	19 111 328
4387	0	0			0	0	0	0	0	0
43	0	41 125 382			306 514 324	310 174 511	306 514 324	310 174 511	0	44 785 569
4417	0	0			722 995 098	722 995 098	722 995 098	722 995 098	0	0
444	123 768	0			50 000	50 000	50 000	50 000	123 768	0
4455	437 241	0			0	437 241	0	437 241	0	0
44566	591 264	0			145 455	736 719	145 455	736 719	0	0
44567	4 068 790	0			145 455	3 462 576	145 455	3 462 576	751 669	0
4457	0	3 599 981			3 903 232	148 371	3 903 232	148 371	154 880	0
44	5 221 063	3 599 981			727 239 240	727 830 005	727 239 240	727 830 005	1 030 317	0

	Balance d'entrée		Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total des opérations		Balance de sortie			
Comptes	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4663	0	651 508			2 360 632	1 709 124	2 360 632	1 709 124	0	0		
4664	0	1 773 384			4 859 882	3 239 172	4 859 882	3 239 172	0	152 674		
467	0	174 438 522			104 056 060	100 045 222	104 056 060	100 045 222	0	170 427 684		
4682	0	2 955 705 627			9 369 879 332	11 847 323 155	9 369 879 332	11 847 323 155	0	5 433 149 450		
4684	3 409 370 488	0			13 474 361 446	11 996 742 512	13 474 361 446	11 996 742 512	4 886 989 422	0		
4686		825 195 695			825 195 695	0	825 195 695	0	0	0		
4687	1 222 197 040	0			1 926 390 524	1 830 349 700	1 926 390 524	1 830 349 700	1 318 237 864	0		
46	4 631 567 528	3 957 764 736			25 707 103 571	25 779 408 885	25 707 103 571	25 779 408 885	6 205 227 286	5 603 729 808		
4718	0	5 597 138			4 709 917 454	4 702 432 839	4 709 917 454	4 702 432 839	1 887 477	0		
47181	0	8 325 856			658 507	472 596	658 507	472 596	0	8 139 945		
47182	0	5 381 151			79 225 156	79 023 241	79 225 156	79 023 241	0	5 179 236		
47183	0	9 542 665			0	584 484	0	584 484	0	10 127 149		
4728	0	0			321 450	321 450	321 450	321 450	0	0		
47281	0	0			3 458 309	3 458 309	3 458 309	3 458 309	0	0		
478	0	0			13 079 503 678	13 079 503 678	13 079 503 678	13 079 503 678	0	0		
47	0	28 846 810			17 873 084 554	17 865 796 597	17 873 084 554	17 865 796 597	1 887 477	23 446 330		
486	254 152	0			254 152	508 304	254 152	508 304	0	0		
487	0	0			0	0	0	0	0	0		
48	254 152	0			254 152	508 304	254 152	508 304	0	0		
491	0	2 793 433 192			32 327 029	85 790 841	32 327 029	85 790 841	0	2 846 897 004		
49	0	2 793 433 192			32 327 029	85 790 841	32 327 029	85 790 841	0	2 846 897 004		
classe 4	7 983 480 622	7 444 400 060					61 879 733 442	62 308 623 708	61 879 733 442	62 308 623 708	9 878 910 172	9 768 719 876
507	0	0					0	0	0	0	0	0
515	1 622 570 034	0	9 772 064 969	9 590 165 756			9 772 064 969	9 590 165 756	1 804 469 247	0		
531	3 043 434	0	444 437 013	443 391 743			444 437 013	443 391 743	4 088 704	0		
58	0	0	1 635 789 934	1 635 789 934			1 635 789 934	1 635 789 934	0	0		
classe 5	1 625 613 468	0			11 852 291 916	11 669 347 433	11 852 291 916	11 669 347 433	1 808 557 951	0		
6037			359 855 261	337 357 222			359 855 261	337 357 222	22 498 039	0		
60610			132 489 793	17 615 895			132 489 793	17 615 895	114 873 898	0		
60611			77 416 152	12 711 388			77 416 152	12 711 388	64 704 764	0		
60612			6 902 452	1 125 787			6 902 452	1 125 787	5 776 665	0		
6063			8 266 417	650 928			8 266 417	650 928	7 615 489	0		
6064			9 189 549	1 730 717			9 189 549	1 730 717	7 458 832	0		
60641			1 125 265	46 880			1 125 265	46 880	1 078 385	0		
6065			2 265 900	17 648			2 265 900	17 648	2 248 252	0		
6068			2 015 154	353 714			2 015 154	353 714	1 661 440	0		
6071			1 029 212 447	182 811 187			1 029 212 447	182 811 187	846 401 260	0		
6072			810 106 533	152 557 140			810 106 533	152 557 140	657 549 393	0		
6073			11 618 257	10 862 860			11 618 257	10 862 860	755 397	0		
60			2 450 463 180	717 841 366			2 450 463 180	717 841 366	1 732 621 814	0		
6122			634 425	422 950			634 425	422 950	211 475	0		
6132			36 801 394	254 152			36 801 394	254 152	36 547 242	0		
6135			0	0			0	0	0	0		
614			82 641 709	3 436 253			82 641 709	3 436 253	79 205 456	0		
6152	12 974 590	2 931 841	12 974 590	2 931 841	10 042 749	0						
61530	250 597 296	23 801 887	250 597 296	23 801 887	226 795 409	0						
61531	180 715 418	3 480 733	180 715 418	3 480 733	177 234 685	0						
6155	4 132 657	675 210	4 132 657	675 210	3 457 447	0						
6156	9 818 333	2 370 953	9 818 333	2 370 953	7 447 380	0						
616	20 137 854	47 892	20 137 854	47 892	20 089 962	0						
6181	380 837	68 943	380 837	68 943	311 894	0						
61	598 834 513	37 490 814	598 834 513	37 490 814	561 343 699	0						

Balance d'entrée		Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total des opérations		Balance de sortie		
Comptes	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6226			11046627	5123915			11 046 627	5 123 915	5 922 712	0
6227			13 301 587	1 551 658			13 301 587	1 551 658	11 749 929	0
6231			7 522 080	463 563			7 522 080	463 563	7 058 517	0
62333			458 229	0			458 229	0	458 229	0
62338			7 855 993	23 730			7 855 993	23 730	7 832 263	0
6247			13 761 573	2 176 296			13 761 573	2 176 296	11 585 277	0
6248			38 655 066	3 156 968			38 655 066	3 156 968	35 498 098	0
6256			9 602 163	952 079			9 602 163	952 079	8 650 084	0
6257			3 862 809	90 162			3 862 809	90 162	3 772 647	0
626			13 186 741	1 656 362			13 186 741	1 656 362	11 530 379	0
6281			1 937 221	0			1 937 221	0	1 937 221	0
62820			78 462 669	15 741 510			78 462 669	15 741 510	62 721 159	0
62821			3 772 135	1 325 500			3 772 135	1 325 500	2 446 635	0
62825			1 098 493 122	114 312 861			1 098 493 122	114 312 861	984 180 261	0
62826			0	0			0	0	0	0
62			1 301 918 015	146 574 604			1 301 918 015	146 574 604	1 155 343 411	0
6378			24 095 089	0			24 095 089	0	24 095 089	0
63			24 095 089	0			24 095 089	0	24 095 089	0
6411			693 133 757	6 948 725			693 133 757	6 948 725	686 185 032	0
6412			17 760 492	581 164			17 760 492	581 164	17 179 328	0
642			21 275 996	45 157			21 275 996	45 157	21 230 839	0
645			361 522 993	47 699 245			361 522 993	47 699 245	313 823 748	0
6472			5 721 215	0			5 721 215	0	5 721 215	0
64			1 099 414 453	55 274 291			1 099 414 453	55 274 291	1 044 140 162	0
6511			2 191 709	0			2 191 709	0	2 191 709	0
65410			0	0			0	0	0	0
65440			85 790 841	85 790 841			85 790 841	85 790 841	0	0
658			0	0			0	0	0	0
65			87 982 550	85 790 841			87 982 550	85 790 841	2 191 709	0
661			200 449 019	40 113 271			200 449 019	40 113 271	160 335 748	0
66			200 449 019	40 113 271			200 449 019	40 113 271	160 335 748	0
6712			684 057 241	536 505 802			684 057 241	536 505 802	147 551 439	0
6715			0	0			0	0	0	0
67180	2 610 294	0	2 610 294	0	2 610 294	0				
67185	1 508 526	0	1 508 526	0	1 508 526	0				
672	35 818 529	0	35 818 529	0	35 818 529	0				
6752	0	0	0	0	0	0				
6788	0	3 504 910	0	3 504 910	0	3 504 910				
67	723 994 590	540 010 712	723 994 590	540 010 712	187 488 788	3 504 910				
68111	12 601 946	0	12 601 946	0	12 601 946	0				
68112	1 020 997 868	0	1 020 997 868	0	1 020 997 868	0				
6815	11 148 649	0	11 148 649	0	11 148 649	0				
68162	0	0	0	0	0	0				
68174	430 058 116	430 058 116	430 058 116	430 058 116	0	0				
6875	0	0	0	0	0	0				
68	1 474 806 579	430 058 116	1 474 806 579	430 058 116	1 044 748 463	0				
695	100 000	50 000	100 000	50 000	50 000	0				
69	100 000	50 000	100 000	50 000	50 000	0				
classe 6			7 962 057 988	2 053 204 015			7 962 057 988	2 053 204 015	5 912 358 883	3 504 910

Comptes	Balance d'entrée		Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total des opérations		Balance de sortie	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7011			0	0			0	0	0	0
7083			178 141 416	1 038 171 492			178 141 416	1 038 171 492	0	860 030 076
70880			43 313 166	198 396 697			43 313 166	198 396 697	0	155 083 531
70882			800 944	7 141 880			800 944	7 141 880	0	6 340 936
70			222 255 526	1 243 710 069			222 255 526	1 243 710 069	0	1 021 454 543
722			0	0			0	0	0	0
72			0	0			0	0	0	0
741			2 576 528 796	4 956 792 935			2 576 528 796	4 956 792 935	0	2 380 264 139
744			5 696 866	637 332 895			5 696 866	637 332 895	0	631 636 029
748			24 184 834	425 338 585			24 184 834	425 338 585	0	401 153 751
74			2 606 410 496	6 019 464 415			2 606 410 496	6 019 464 415	0	3 413 053 919
7584			11 197 804	147 850 965			11 197 804	147 850 965	0	136 653 161
75			11 197 804	147 850 965			11 197 804	147 850 965	0	136 653 161
761			0	43 812 436			0	43 812 436	0	43 812 436
76			0	43 812 436			0	43 812 436	0	43 812 436
7718			15 594	14 756 966			15 594	14 756 966	0	14 741 372
772			651 508	25 853 521			651 508	25 853 521	0	25 202 013
775			0	0			0	0	0	0
777			944 147 409	1 594 147 409			944 147 409	1 594 147 409	0	650 000 000
77			944 814 511	1 634 757 896			944 814 511	1 634 757 896	0	689 943 385
7815			0	8 497 825			0	8 497 825	0	8 497 825
78162			381 270 711	472 772 886			381 270 711	472 772 886	0	91 502 175
78174			0	32 327 029			0	32 327 029	0	32 327 029
78			381 270 711	513 597 740			381 270 711	513 597 740	0	132 327 029
classe 7			4 165 949 048	9 603 193 521			4 165 949 048	9 603 193 521	0	5 437 244 473
Affectation du résultat de l'exercice au compte 12					5 437 244 473	5 908 853 973	5 437 244 473	5 908 853 973	0	-471 609 500
Cumul	63 366 531 913	63 366 531 913	24 296 869 011	24 605 105 333	88 866 326 141	89 029 699 319	113 163 195 152	113 634 804 652	73 123 818 630	73 123 818 630

COMPTE DE RESULTAT

EXERCICE

2016

COMPTE DE RESULTAT

F 1002
Ind 1

CHARGES			
CHARGES (HT)	2015	2016	Variation
CHARGES D'EXPLOITATION	3 424 612 426	5 564 484 347	62,49%
<i>CONSOMMATION DE L'EXERCICE EN PROVENANCE DES TIERS</i>			
603 Variation de stock	-320 580 801	22 498 039	
606 Achats de biens non stockés	171 333 137	203 756 285	18,92%
<i>Charges habitat dispersé - ressources affectées</i>			
607 Achats matériaux habitat dispersé	429 485 185	1 506 367 490	250,74%
62825 Mise en œuvre FARE	485 296 008	984 180 261	102,80%
<i>SERVICES EXTERIEURS</i>			
612/3 Locations - Crdit bail	38 722 342	36 758 717	-5,07%
614 Charges de copropriété	33 130 553	79 205 456	139,07%
615 Travaux d'entretien et de réparations	252 467 533	424 977 670	68,33%
616 Primes d'assurance	19 621 150	20 089 962	2,39%
618 Documentation	299 323	311 894	4,20%
622 Rémunérations intermédiaires / honoraires	17 073 663	17 672 641	3,51%
623 Publicité, information, publication	10 394 540	15 349 009	47,66%
624 Transport de biens et transport collectif du personnel	12 472 409	47 083 375	277,50%
625 Déplacements, missions et réceptions	4 209 600	12 422 731	195,10%
626 Frais postaux et frais de télécommunication	12 999 864	11 530 379	-11,30%
628 Charges externes diverses (hors 62825)	59 586 316	67 105 015	12,62%
<i>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</i>			
635/7 Autres impôts, taxes et versements assimilés	23 763 104	24 095 089	1,40%
<i>CHARGES DE PERSONNEL</i>			
641/2 Rémunérations du personnel	679 048 175	724 595 199	6,71%
645 Charges de sécurité sociale	307 459 885	313 823 748	2,07%
647 Autres charges sociales	5 432 935	5 721 215	5,31%
<i>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS</i>			
681 Dotations aux amortissements (charges d'exploitation)	1 181 293 501	1 044 748 463	-11,56%
<i>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</i>			
651 Redevance logiciels	1 104 004	2 191 709	98,52%
CHARGES FINANCIERES	116 569 600	160 335 748	37,55%
661 Charges d'intérêts	116 569 600	160 335 748	37,55%
CHARGES EXCEPTIONNELLES	229 779 269	183 983 878	-19,93%
671 Charges exceptionnelles sur opérations de l'exercice	171 537 761	151 670 259	-11,58%
672 Autres charges sur exercices antérieurs	1 681 790	35 818 529	2029,79%
675 Valeur comptable des actifs cédés	17 208 675	0	
678 Autres charges exceptionnelles	18 351 043	-3 504 910	
687 Dotations aux amortissements (charges exceptionnelles)	21 000 000	0	
IMPOT SUR LES BENEFICES	100 000	50 000	-50,00%
SOUS TOTAL	3 771 061 295	5 908 853 973	56,69%
SOLDE CREDITEUR (bénéfice)	23 032 332	0	-100,00%
TOTAL GENERAL	3 794 093 627	5 908 853 973	55,74%

PRODUITS			
PRODUITS (HT)	2015	2016	Variation
PRODUITS D'EXPLOITATION	3 060 310 377	4 703 488 652	53,69%
<i>Produits des activités</i>			
701 Vente fare commerciaux	16 680 639	0	
708 Produits des activités (locations)	1 081 041 455	1 015 113 607	-6,10%
70882 Produits des activités commerciales	9 800 972	6 340 936	-35,30%
<i>Production immobilisée</i>			
72 Production immobilisée	0	0	
<i>Produits habitat dispersé - ressources affectées</i>			
741 Subventions habitat dispersé	587 655 872	2 380 264 139	305,04%
7584 Participations attributaires FARE	0	136 653 161	
<i>Subventions d'exploitation</i>			
744 Subventions d'exploitation	843 171 234	631 636 029	-25,09%
748 Rémunération maîtrise d'ouvrage	227 070 579	401 153 751	76,66%
<i>Reprises sur provisions</i>			
78 Reprises sur provisions pour risques et charges	294 889 626	132 327 029	-55,13%
<i>Autres produits</i>			
75 Autres produits de gestion courante	0	0	
PRODUITS FINANCIERS	47 657 395	43 812 436	-8,07%
76 Produits des placements	47 657 395	43 812 436	-8,07%
PRODUITS EXCEPTIONNELS	686 125 855	689 943 385	0,56%
<i>Sur opération de gestion</i>			
771 Produits exceptionnels sur opération de l'exercice	31 828 606	14 741 372	-53,69%
772 Produits exceptionnels sur op. des ex. antérieurs	8 375 020	25 202 013	200,92%
775 Produits des cessions des éléments d'actif	21 600 947	0	-100,00%
<i>Sur opération en capital</i>			
777 Subvention d'investissement virées au résultat	624 321 282	650 000 000	4,11%
SOUS TOTAL	3 794 093 627	5 437 244 473	43,31%
SOLDE DEBITEUR (perte)	0	471 609 500	
TOTAL GENERAL	3 794 093 627	5 908 853 973	55,74%

BILAN

EXERCICE

2016

ACTIF

F 1002
Ind 1

ACTIF	2015	2016		
	NET	BRUT	AMORT / PROV	NET
ACTIF IMMOBILISE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
203 Frais recherche	34 677 437	110 226 542	76 676 876	33 549 666
205 Licenses brevets	6 613 651	68 742 177	52 433 496	16 308 681
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
211 Terrains	7 446 371 959	7 500 328 470		7 500 328 470
213 Constructions	10 186 047 398	30 480 978 671	18 454 012 710	12 026 965 961
215 Install tech materiel outillage	754 623 427	1 028 316 123	210 713 256	817 602 867
218 Autres immobilisations	41 979 905	331 439 639	274 936 638	56 503 001
231 Immobilisations en cours	3 060 286 400	3 185 480 321		3 185 480 321
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
261 Immobilisations financières	150 400 000	150 400 000		150 400 000
27 Autres créances immobilisées	731 946 481	731 946 481		731 946 481
TOTAL (4)	22 412 946 658	43 587 858 424	19 068 772 976	24 519 085 448
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS ET EN-COURS				
37 Stocks	320 580 801	298 082 762		298 082 762
CREANCE D'EXPLOITATIONS				
40 Débiteurs divers	0	0	0	0
41/491 Créances	553 004 687	3 670 765 092	2 846 897 004	823 868 088
42 Personnels et comptes rattachés	0	0		0
43 Autres créances	0	0		0
44 Subvention et Impots à recevoir	5 221 063	1 030 317		1 030 317
46 Produits à recevoir	1 222 197 040	1 318 237 864		1 318 237 864
4 684 PAR sur ressources affectées	3 409 370 488	4 886 989 422		4 886 989 422
4718 Compte attente à régulariser	0	1 887 477		1 887 477
DISPONIBILITES				
51/53 disponibilités	1 625 613 468	1 808 557 951		1 808 557 951
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486 charges constatées d'avance	254 152	0		0
TOTAL (5)	7 136 241 699	11 985 550 885	2 846 897 004	9 138 653 881
TOTAL GENERAL	29 549 188 357	55 573 409 309	21 915 669 980	33 657 739 329

PASSIF

F 1002
Ind 1

PASSIF	2015	2016
CAPITAUX PROPRES		
102 Dotation	409 131 909	409 131 909
106 Réserves	2 235 947 416	2 235 947 416
11 Report à nouveau	2 688 118 421	2 134 470 610
12 Résultat net de l'exercice	23 032 333	-471 609 500
13 Subventions investissement	14 855 332 519	16 598 211 151
TOTAL (1)	20 211 562 598	20 906 151 586
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
15 Provisions	1 549 359 369	1 460 508 018
TOTAL (2)	1 549 359 369	1 460 508 018
DETTES		
DETTES FINANCIERES		
16 Emprunts (3)	3 137 299 522	4 369 256 853
DETTES D'EXPLOITATION		
40 Dettes fournisseurs	551 794 950	1 174 455 998
42/43 Dettes sociales	108 960 391	120 190 736
44 Impôts et taxes	3 599 981	0
46 Charges à payer	1 002 059 109	170 580 358
4682 CAP sur ressources affectées	2 955 705 627	5 433 149 450
47 Recettes à régulariser	28 846 810	23 446 330
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		
487 Produits constatés d'avance	0	0
TOTAL (3)	7 788 266 390	11 291 079 725
TOTAL PASSIF	29 549 188 357	33 657 739 329

fonds de roulement

2 485 274 831

2 216 831 009

(1)+(2)+(3)-(4)

(1)+(2)+(3)-(4)

L'agent comptable soussigné, affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte ; il affirme, en outre, et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de l'établissement pendant l'année 2016 et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

A Pirae, le
L'Agent Comptable

Sébastien MARCHAND

L'ordonnateur soussigné certifie l'exactitude du montant des titres de dépenses et des titres de recettes inscrits au présent compte financier.

A Pirae, le
Le Directeur par intérim

Moana BLANCHARD

Adopté par le Conseil d'Administration dans sa séance du 23 juin 2017

A Pirae, le
Le Président du Conseil d'Administration

Jean-Christophe BOUISSOU

ANNEXE

EXERCICE

2016

ANNEXE DU COMPTE FINANCIER 2016

I. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes présentés par l'Office Polynésien de l'Habitat ont été établis conformément à l'instruction comptable M9-5 dans le respect des principes généraux de prudence, de régularité et de sincérité, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Les principes retenus ci-dessus ainsi que les règles et méthodes appliquées sont identiques à ceux de l'exercice précédent.

Cependant, il a été décidé en conseil d'administration du 15 mars 2017, et en accord avec les commissaires aux comptes, KPMG, de déroger au principe de permanence des méthodes comptables appliquées jusqu'alors pour deux types d'opérations.

- Les reprises des subventions des biens non-amortissables.

Effectivement, suite au rapport des commissaires aux comptes 2015 (EDEC) concernant la réserve sur la comptabilisation des reprises des subventions des biens non-amortissables qui n'étaient pas effectuées, il a été décidé du fait des montants importants de ces corrections (3 440 530 821 F) de régulariser les reprises des années antérieures au crédit du compte 110 « report à nouveau créditeur » au lieu du compte 772 « produits exceptionnels sur exercice antérieur » afin de ne pas fausser le résultat 2016. Cependant, comme nous le verrons par la suite, cette dérogation n'a pas été employée faute de crédits budgétaires suffisants à l'EPRD pour régulariser ces écritures.

- La comptabilisation des parts acquises.

Par manque d'informations, les parts acquises étaient auparavant comptabilisées comme un loyer au compte 7083 « locations diverses » et non comme un dépôt de l'acquéreur au 165 « dépôts location accession ». De ce fait, les écritures de régularisations des prises en charges de la part acquise des années antérieures (576 680 144 F) ont été également passées au compte 110 « report à nouveau créditeur » au lieu d'être comptabilisées en charge au 6712 « annulation d'ordre de recette d'exercice antérieur »

Pour la gestion 2016, la part acquise a bien été passée sur le compte 165 « dépôts location accession » au lieu du 7083 « locations diverses ».

En outre, suite au rapport des commissaires aux comptes de l'exercice 2015, il a été décidé de suivre un nouveau schéma comptable pour la comptabilisation des ressources affectées. Ainsi contrairement aux années antérieures où les produits au 741 « subvention habitat dispersé » correspondaient aux subventions perçues, il a été décidé conformément à la M9-5 de neutraliser les dépenses correspondant aux ressources affectées de l'habitat dispersé (achats marchandises Fare et AAHI, mise en œuvre des FARE, transports et publicité) par des prises en charges de titre au compte 741 « subvention habitat dispersé ».

L'activité de l'office est définie par son statut et consiste essentiellement dans la construction et la gestion de logements sociaux. L'exercice social commence le 1^{er} janvier N et s'achève le 31 décembre N. L'exercice précédent avait également une durée de 12 mois.

Il est également à noter que le Progiciel, PREM, utilisé par l'établissement ne conçoit pas les états réglementaires obligatoires (bilan, compte de résultat et annexes) seule la balance est réutilisée afin d'établir « manuellement » ces états. Ce travail sur des centaines de lignes est la cause d'erreur de saisies les précédentes années qui ont été détectées par le Ministère du Budget.

II. EVENEMENTS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

A. CONVENTION DE REMBOURSEMENT DU PAYS

L'exercice 2016 a été marqué par la signature de la convention de remboursement à la Polynésie française de sa garantie accordée au prêt consenti par la Société de Financement Local (SFIL, ex-DEXIA) en 2006 à l'OPH pour le financement de 56 logements (lotissements TEUEUE et TEIATO).

En effet, pour mémoire, l'Office Polynésien de l'Habitat a lancé en 2005 deux projets de construction de logement en accession, avec un financement faisant appel à la défiscalisation métropolitaine : TEUEUE, rebaptisée par la suite VAIMARUIA (30 logements individuels sur Afaahiti) et TEIATO (26 logements individuels en bande sur Tiarei).

Le montant total de l'opération s'élevait à 1 346 MF.

En plus de la participation des investisseurs métropolitains (468 MF), l'OPH a souscrit un emprunt auprès de Dexia de 878 MF sur 8 ans au taux fixe de 4,35 %.

Le principe arrêté pour cette opération était de mettre en location l'ensemble des 56 logements pour une durée de 6 ans, avant de les proposer à la vente aux locataires. Les produits de la vente servant alors au remboursement du prêt contracté avec DEXIA.

Les caractéristiques de l'emprunt prévoyaient donc un remboursement du capital à la fin de la période, soit au 1^{er} décembre 2014, de 825 MF, augmenté des intérêts soit 834 MF.

Au 1^{er} décembre 2014, l'opération n'ayant pas encore atteint le seuil des six années de location de l'ensemble de ses 56 logements et donc les logements n'ayant pas été vendus aux familles y logeant dedans, l'OPH a dû rembourser les intérêts de la dernière échéance pour un montant de 8,97 MF mais n'a pas été en capacité de rembourser le capital restant dû pour un montant de 825 MF.

Le Pays a dû mettre en place sa garantie et s'est substitué à l'établissement pour assurer ce dernier remboursement.

Afin de rembourser le Pays et confirmer ainsi que la prise en charge de cette garantie par le Pays ne soit pas assimilée à une subvention, il a été mis en place une convention entre le Pays et l'OPH pour le remboursement de la somme avancée par le Pays. Les principales caractéristiques de cette convention sont les suivantes :

Taux d'intérêt : 4,10%

Durée : 18 ans, soit 36 semestrialités constantes de 32 MF.

Remboursement anticipé possible (en cas de mise en accession, par exemple ou de contractualisation d'un autre emprunt)

Première échéance : 1er février 2016

Parallèlement à cette convention, le Bureau des Agréments de la Direction Générale des Finances Publiques a été saisi à plusieurs reprises par l'OPH et par la Vice-présidence du Pays afin d'obtenir sa position au sujet du remboursement de cette garantie. Ces diverses sollicitations n'ont pas trouvé de réponse de la part de l'administration.

A ce sujet, une analyse du risque fiscal a été demandée aux cabinets I2F et FIPROMER, qui ont aidé l'OPH à mener cette opération de défiscalisation, ainsi qu'à un des avocats de l'établissement, Maître Froment-Meurice. Le risque de requalification de l'opération de défiscalisation, sans être nul, apparaît infime.

Il est à noter que l'exploitation de ces deux résidences sera déficitaire ces prochaines années puisque le quittance (54,6 MF annuel) ne pourra pas permettre de couvrir l'intégralité du remboursement du prêt ni l'entretien.

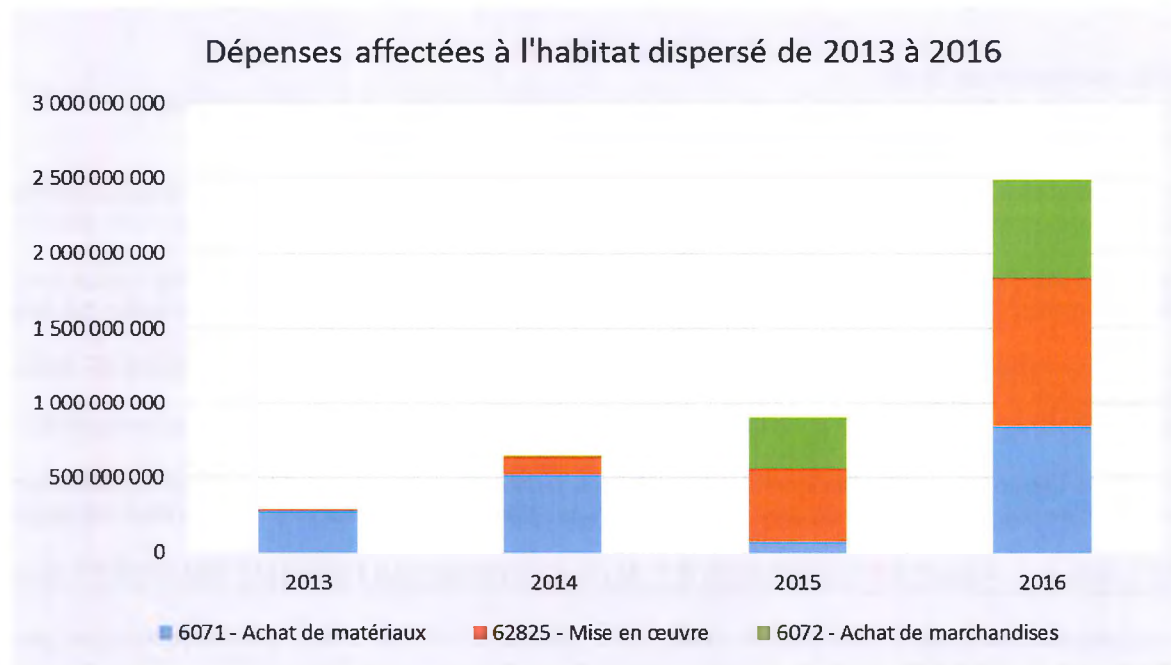
De plus, cette opération qui devait se déboucler en juillet 2016 avec la fin de la période minimum de location imposée par le dispositif, ne pourra être cédée avant fin 2019.

En effet, une dégradation précoce de la toiture nécessite l'évacuation de certaines familles pour y mener des travaux de sécurisation. De ce fait, la période de location des logements est suspendue et ne pourra reprendre qu'après la réalisation des travaux et le retour des familles dans les logements.

B. UNE ACTIVITE LIEE A L'HABITAT DISPERSE ET AUX AIDES EN MATERIAUX EN FORTE HAUSSE

Depuis 2014, date de la reprise des programmes d'habitat dispersé et d'aides en matériaux, l'OPH est très fortement sollicité par ces activités. Cette sollicitation se traduit en terme de moyens humains mis à disposition de cette activité, mais aussi comme le présente le tableau ci-dessous, en terme de mandatement des factures. En effet, on pourra constater une hausse entre 2015 et 2016 de plus de 2,5 fois le montant des mandats liés à cette activité. De manière générale, le montant de ces dépenses a été multiplié par 8,65 en quatre ans.

	2013	2014	2015	2016
Habitat Dispersé				
6071 - Achat de matériaux	282 824 558	519 967 013	75 824 441	846 401 260
62825 - Mise en œuvre	4 750 853	123 342 015	485 296 008	984 180 261
Aides en matériaux				
6072 - Achat de marchandises	0	1 385 632	343 474 658	657 549 393
TOTAL RESSOURCES AFFECTEES	287 575 411	644 694 660	904 595 107	2 488 130 914



III. NOTES SUR LE BILAN

A. PRESENTATION DE L'ACTIF DU BILAN

1. ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

a) INFORMATIONS COMPTABLES

(1) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées par les études et les logiciels. Leur durée d'amortissement est de 4 ans.

Il a été décidé lors du conseil d'administration du 3 mars 2009 d'amortir les frais d'études relatifs à des projets abandonnés sur la même durée.

(2) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont valorisées au bilan conformément à la règle du coût historique complet. Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire sur la durée de vie économique estimée des biens et autorisés par délibération du Conseil d'Administration.

Les taux utilisés sont les suivants :

Immobilisations corporelles	Taux	Durée des amortissements
Matériels et outillages	25%	4 ans
Installations techniques	20%	5 ans
Agencements installations	20%	5 ans
Matériel de transport	20%	5 ans
Matériel de bureau et informatique	25%	4 ans
Mobilier de bureau	25%	4 ans
Bâtiments	6.66 % ou 5%	15 ou 20 ans
Autres ensembles immobiliers	10%	10 ans
Agencements immeubles	25%	4 ans
Installations spécifiques et techniques	10%	10 ans

Il est à noter que les grosses réparations financées sur la section investissement dans le cadre de la rénovation du parc ancien de l'OPH sont comptabilisées au compte 2135 « installations, agencements, aménagements ».

Les immobilisations sur ce compte sont amorties sur 10 ans ce qui correspond à leur durée de vie estimée.

b) LES MOUVEMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISE CORPOREL EN 2016

L'état de l'actif figurant en annexe du compte financier mentionne les mouvements et la dotation des amortissements de l'exercice.

(1) Les transferts de compte à compte suite à mise en service

Livraison de 103 logements en 2016 pour un montant de 2 716 MF.

Dans la continuité de l'exercice 2015 au cours duquel 104 logements avaient été livrés, l'exercice 2016 a vu 103 nouvelles livraisons de logements groupés à travers trois opérations :

- Les Hauts de Teroma : 60 logements à Faa'a
- Vaitemanu 2 : 23 logements à Uturoa (Raiatea)
- Te Aroha : 20 logements à Toahotu.

(2) Les acquisitions

Acquisition d'un immeuble de 12 logements sur Faa'a pour un montant de 319 MF, ainsi que de son assise foncière pour un montant de 51 MF.

Acquisition d'un nouvel entrepôt de stockage sur Fare Ute pour un montant de 129 MF.
Ces deux acquisitions ont été financées à 100% par le Pays.

L'achat de 6 nouveaux véhicules DUSTER, et de 130 nouveaux PC sur 2016, explique l'augmentation de 25% des comptes 218.

(3) Les sorties

Aucune sortie de l'actif constatée sur 2016.
Quant à l'accession à la propriété, aucune vente de logement n'a été constatée.

c) IMMOBILISATIONS EN COURS

Le compte 231 « immobilisations en cours » concerne la valeur des immobilisations non terminées à la fin de chaque exercice. Au 31 décembre 2016, son montant s'élève à 3 186 MF.
Il correspond à plusieurs projets en cours dont les plus significatifs sont Domaine Labbé (1 822 MF) et Vaitupa 2 (499 MF).

2. STOCKS

a) MODALITÉS D'ÉVALUATION DES STOCKS ET MÉTHODE DE SUIVI D'INVENTAIRE

Le classement des marchandises retenu est celui par programme (voir point suivant), par type de FARE et par nature physique.

S'agissant de stocks de marchandises qui ont fait l'objet d'un contrat dont l'exécution interviendra ultérieurement, la valeur d'entrée est toujours retenue.
Ainsi les stocks sont valorisés au prix unitaire des marchés passés par programme sans tenir compte de la réévaluation des prix.

Pour suivre leur stock, les établissements ont le choix entre *l'inventaire intermittent* (dénombrement périodique et au moins annuel) et *l'inventaire permanent* (suivi continu des quantités détenues). La méthode de suivi d'inventaire choisie par l'OPH est l'inventaire intermittent, avec l'annulation du stock initial et la constatation du stock final en fin d'exercice.

b) INFORMATION SUR LE STOCK DE L'ETABLISSEMENT

Après avoir procédé à la fermeture de son stock en 2010 en sous-traitant le colisage et l'entreposage, l'OPH qui a dû intégrer en 2013 les agents de l'ex-FDA ainsi qu'une nouvelle mission de construction de fare sur Tahiti, Moorea et l'ensemble de la Polynésie jusqu'alors en sommeil s'est vu dans l'obligation de remettre en place une activité de stockage.

Comme il a été constaté plus haut, à travers l'évolution des mandatements entre 2013 et 2016, l'activité du stock aussi s'est accrue.

Le stock de l'OPH est composé des matériaux nécessaires à la construction de fare. Les matériaux des Aides à l'Amélioration de l'Habitat Individuel (AAHI) pour les îles ne sont pas comptabilisés dans le stock car ces matériaux ne font que transiter quelques jours dans nos locaux, avant expédition dans les îles. Une grande partie des matériaux des AAHI est directement stockée chez les fournisseurs.

Chaque programme fait l'objet de marchés différents. Les matériaux pour chaque kit sont donc sensiblement les mêmes, mais ont été achetés à des prix différents.

Au 31.12.2016, trois programmes restent actifs :

- 118 Fare Bois 2011, financé par l'Etat et le Pays à travers le Contrat de Projet.
- 90 Fare Bois 2015 Hors îles du Vent, financé par l'Etat et le Pays à travers le Contrat de Projet n°2.
- 25 Fare Bois – CAVC 2015, financé par le Pays.

Le programme 250 Fare Bois 2016 est très partiellement livré (livraison des clous). La livraison des autres matériaux étant prévue en avril 2017.

Suite au rattachement du stock à la Direction Financière (le stock étant auparavant rattaché à la Cellule Construction de l'établissement), un audit sur son fonctionnement et ses procédures a été mené. Celui-ci avait conclu, entre autre, à la nécessité de changer de logiciel de gestion. Le logiciel utilisé étant trop complexe et ne pouvant être utilisé dans l'entrepôt pendant la journée, plusieurs prestataires ont été approchés afin de trouver une solution informatique pour le suivi du stock. Aussi, à la date de l'inventaire (le 5 janvier 2017), le logiciel était toujours en développement et n'a pu être utilisé pour contrôler les quantités théoriques.

Le stock final constaté au 31/12/2016 est valorisé à hauteur de 298 082 762 F, comme suit :

	F3	F4	F5	TOTAL
25 Fare Bois CAVC	2 449 518	11 197 209	18 494 288	32 141 015
118 Fare Bois	22 337 241	5 190 821	0	27 528 062
90 Fare Bois 2015 CP2	2 369 595	83 773 827	134 973 825	221 117 247
Caisses	3 360 000			3 360 000
Hao	0	5 445 176	8 491 262	13 936 438
TOTAL GENERAL				298 082 762

Ce total de 298 Millions représente une centaine de Fare.

3. LES CREANCES D'EXPLOITATIONS

a) LES CREANCES CLIENTS

Les créances clients sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Les provisions ont été comptabilisées en couverture de 100% des créances à plus d'un an, 50% des créances de 6 mois à 1 an et 25% des créances inférieures à 6 mois.

Malgré une augmentation significative (32MF en 2016) des annulations de créances suite au passage en commission de surendettement de locataires, les créances clients nettes ont augmenté d'un tiers passant de 553MF à 823 MF. Elles sont basées essentiellement sur les loyers impayés. Les impayés de nos locataires se montent à presque 3 413 MF, tandis que la dette des clients hors loyers (entreprises en RJ-LJ, remboursement de subventions du pays...) est de 350 MF.

Comme depuis l'exercice 2011, l'exercice 2016 est marqué par l'absence d'admission en non-valeur des créances irrécouvrables ce qui explique le montant si important des provisions des créances douteuses.

L'analyse du risque de non recouvrement et des pertes probables qui pourraient en résulter doit être faite chaque année, pour comptabilisation en clôture d'exercice. Le montant de la provision est ajusté en fin d'exercice soit par une reprise si la dépréciation s'avère trop importante, soit par une dotation complémentaire si celle-ci, au contraire, s'avère insuffisante.

Pour 2016, les crédits budgétaires alloués au chapitre 68 étant insuffisants (consommés par l'augmentation des dotations aux amortissements), aucune dotation complémentaire pour créances douteuses n'a pu être comptabilisée alors qu'elles avaient été estimées à 574 MF (voir annexe 2- Etats des créances douteuses). Malgré la demande d'abonder ce chapitre, l'ordonnateur s'est vu refuser par le ministère du budget la modification de l'EPRD.

En outre, malgré des demandes effectuées au prestataire PREM, un problème informatique ne nous permet pas de régulariser une écriture comptable non budgétaire pour 86 MF qui doit être passée sur les comptes clients qui ont effectué des paiements sur des impayés passés en non-valeurs en 2011 : une intervention du prestataire externe est nécessaire.

b) AUTRES CREANCES

En 2016, le bilan a été impacté par la hausse à l'actif des produits à recevoir sur ressources affectées (+ 30% pour 1 477 MF) suite à la prise en compte de nouveaux programmes pour plus de 4 Milliards Fcfp (Fare bois Iles du vent 2016, Fare bois Archipels 2016, Fare bois Archipels CDP2 2016) compensée par le versement des subventions idoines et le paiement des participations.

De même, les produits à recevoir ont également augmenté au même titre que les charges à payer (factures non reçues) du fait de l'augmentation de l'activité (subventions à recevoir).

A noter qu'un apurement des comptes de tiers est en cours, notamment sur les comptes de TVA qui n'étaient pas apurés depuis 2011, ou des comptes de régularisation qui sont à ce jour bloqués du fait de problèmes informatiques qui doivent être résolus par notre prestataire externe. Ces opérations étant des recettes budgétaires (28MF) non exploitées pour l'établissement.

B. PRESENTATION DU PASSIF DU BILAN

1. LES CAPITAUX

Les capitaux propres ont augmenté de 4,87% en 2016.

a) LES REPORTS A NOUVEAU

Le compte « report à nouveau » a doublé. Comme indiqué en première partie (I), il était prévu la régularisation comptable sur l'exercice 2016 des reprises des subventions sur les biens non-amortissables mais de changer également la méthode comptable de la part acquisitive.

La régularisation des reprises des subventions devait être effectuée pour un montant de 3 440 MF au crédit du compte 110 « report à nouveau créditeur ». Cependant les crédits budgétaires pour passer cette écriture étaient très largement insuffisants. De ce fait, l'agent comptable n'a pas pu prendre en charge cette régularisation.

La régularisation de la part acquisitive qui était auparavant comptabilisée comme un produit au 7083 « locations diverses » au lieu du 165 « dépôts location accession » a été effectuée pour un montant de 576 MF au débit du compte 110 « report à nouveau créditeur ».

En outre le compte 119 « report à nouveau débiteur » a été soldé au débit du compte 110 « report à nouveau créditeur » pour 1 922 045 220 F, puisqu'un seul de ces comptes doit subsister.

b) AFFECTATION DU RESULTAT

Le conseil d'administration ayant statué sur les comptes de l'exercice 2015 a affecté le résultat en "Report à nouveau créditeur" pour sa totalité, soit 23 032 332 Fcfp.

c) LES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

(1) Les subventions reçues

Les dépenses d'investissement qui regroupent les immobilisations en cours ainsi que les acquisitions immobilières représentent 3 069 MF pour l'exercice 2016. Dans le même temps l'OPH a bénéficié de 2 354 MF de subventions pour ces investissements (les programmes d'investissements sur MOTIO, TEROMA 2.3, DOMAINE LABBE, VAITUPA PAEA, et l'immeuble de transit de TEROMA entre autres).

(2) Les reprises des subventions

- Les reprises des subventions des biens amortissables

Les subventions perçues sont amorties sur la même durée (voir tableau au point 3.5.1.2) que les immobilisations subventionnées.

- Les reprises des subventions finançant des immobilisations non amortissables

Selon le point 9.2.2. de l'instruction codificatrice M-95 « *La reprise de la subvention d'investissement qui finance une immobilisation non amortissable est étalée sur le nombre d'années pendant lequel l'immobilisation est inaliénable aux termes du contrat. A défaut de clause d'inaliénabilité, le montant de la reprise de chaque exercice est égal au dixième du montant de la subvention* ».

L'OPH n'appliquait pas cette méthode de comptabilisation de reprise de subvention d'investissement sur immobilisations non amortissables. Il a donc été décidé de rectifier et de reprendre les quotes-parts de subventions concernant les immobilisations subventionnées non amortissables à compter de l'exercice 2015 pour les terrains de moins de 10 ans.

Cette méthode a été appliquée en 2016 pour tous les biens.

Pour les biens de plus de 10 ans, une reprise intégrale de la subvention devait être réalisée et comptabilisée au compte 110 « report à nouveau » comme indiqué en première partie.

Ainsi la reprise des subventions à prendre en charge devait être d'un montant de 4 384 MF (3 440 MF de régularisation au 110 « report à nouveau » et 944 MF de reprises pour l'exercice 2016 au compte 777 « quote-part des subventions d'investissements virées au résultat ») au débit du compte 139 « subvention d'investissement inscrite au compte de résultat ».

A noter que dans la régularisation des 3 440 MF, 180 millions concernent des reprises de subventions qui ont déjà été sorties sur les exercices antérieurs (Débit 131 au Crédit du 139 « subvention d'investissement inscrite au compte de résultat ») suite à des ventes de parcelles et/ou logements, sans que les reprises correspondantes n'aient été effectuées.

Cependant les autorisations budgétaires pour le compte 139 « subvention d'investissement inscrite au compte de résultat » n'ont été votées que pour 650 MF. De ce fait, les écritures de régularisations des exercices antérieurs n'ont pas pu être effectuées (voir III B-1-a), et pour les reprises de l'exercice 2016, seuls 650 MF ont été passés au lieu de 944 MF.

2. LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions sont constituées des éléments suivants :

a) PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS

Au 31.12.2015, la Provision pour Grosses Réparations (PGR) est dotée de 1 500 000 000 F.

Faute de programmation pluriannuelle des travaux de réparation et d'entretien du parc, adossée à une gestion technique du patrimoine, la pratique jusqu'à présent était de doter chaque année cette provision d'un montant à 1% des valeurs des immobilisations comptabilisées au 2131 et 2135 (bâtiments et bâtiments aménagés). En 2016, cette gestion technique n'est toujours pas effective et le principe de doter à 1% du montant du compte 213 ne permet pas d'apprécier les objectifs que se donne l'établissement dans l'entretien et la rénovation de son parc. Toutefois, il est indéniable que la provision constituée à ce jour est très conséquente et couvre bien plus que les besoins en Grosses Réparations des 5 prochaines années. Ceci, d'autant plus que plusieurs programmes d'investissement, intégralement financés par le Pays ou par le Contrat de Projet (qui regroupe le Pays et l'Etat) permettent à l'établissement de prendre en charge une grande partie des travaux de rénovation et de sécurisation de son parc.

Ainsi pour l'exercice 2016, il a été une nouvelle fois décidé de ne pas augmenter la provision pour Grosses Réparations de l'établissement. Par contre, une reprise a été passée pour un montant de 91 MF, (puisque les autorisations sur le chapitre 15 n'étaient sur 2016 que de 100 MF). Afin de compenser les 177 MF de dépenses qui ont servi à mener des travaux sur le parc de l'OPH.

b) PROVISIONS POUR RISQUES

Le montant des dotations aux provisions 2016 présente une hausse par rapport à l'exercice précédent (31 MF contre 28,4 MF en 2015).

Cette augmentation est le résultat d'une augmentation de la provision de 11,1 MF pour l'accident survenu en 2012 dans le lotissement les balcons de Tepapa, ainsi que d'une reprise de 8,4 MF suite aux dernières conclusions d'un jugement qui vise un contentieux avec deux agents de l'OPH qui réclament une requalification de leur poste.

Ces dotations couvrent les risques raisonnablement encourus ou avérés dans le cadre de sept contentieux.

Année	Intitulé Litige	Déjà en cours	Nouveau litiges : montant à provisionner	Anciens litiges terminés : à solder	Fin de l'exercice
2012	Accident Balcons de Tepapa	- 5 369 928	- 11 148 649		- 16 518 577
2014	M3R	- 1 595 000			- 1 595 000
2011	Terou	- 100 000		100 000	-
2015	Madeleine Barsinas	- 1 681 790			- 1 681 790
2015	Tefaafana Utarii	- 9 397 825		8 397 825	- 1 000 000
2015	CPS Redressement	- 4 186 914			- 4 186 914
2015	Agents ex FDA	- 6 027 912			- 6 027 912
	Total provisions pour litiges	- 28 359 369	- 11 148 649	8 497 825	- 31 010 193

3. LES DETTES FINANCIERES

Les dettes financières ont augmenté de 1 232 MF en 2016.

a) EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Le tableau des créances et des dettes figurant en annexe mentionne les durées restant à courir des emprunts.

Comme mentionné au point II-1, l'établissement a finalisé en 2016 la convention de remboursement à la Polynésie française de sa garantie accordée au prêt consenti par la Société de Financement Local (SFIL, ex-DEXIA) en 2006 à l'OPH pour le financement de 56 logements (lotissements TEUEUE et TEIATO). Cela se traduit par une augmentation du capital souscrit de 825 195 701 F auxquels viennent s'ajouter 80 831 026 F qui correspondent au tirage de la dernière tranche de la convention de crédit n° CPF1397 01 A contractée auprès de l'Agence Française de Développement (AFD) afin de financer l'opération Fariipiti, inscrite au Contrat de Projet.

Au final, la convention de crédit n° CPF1397 01 A aura permis le financement de quatre opérations, dont Domaine Labbé, Teroma Extension et Vaitupa 2 en plus de Fariipiti.

L'endettement de l'OPH s'élève à 3 697 388 453 F et est réalisé auprès de trois entités différentes :

- L'AFD pour 78%,
- Le Pays pour 21%
- La Banque de Tahiti pour 1%.

Les intérêts courus non échus ont été comptabilisés pour 26 072 037 F.

Les emprunts contractés par l'OPH sont garantis par le Pays.

A ce titre, l'OPH paye chaque année 1% du capital restant dû garanti soit 18,6 MF en 2016 sur 160,3 MF d'intérêts versés.

Le tableau des emprunts figurant en annexe du compte financier mentionne les mouvements de l'exercice.

b) DEPOT ET CAUTIONNEMENT

Ce compte a été créé en 2016 afin d'avoir un suivi comptable de la part acquisitive. Cette part étant versée par les locataires en contrat de location-vente afin de devenir propriétaire au terme de ce contrat passé avec l'OPH si celui-ci a été respecté, il convenait donc de ne pas comptabiliser cette part comme un loyer normal puisqu'il s'agissait d'une « avance » sur le paiement du logement.

Comme indiqué dans la première partie, la part acquisitive des années antérieures a été régularisée pour 576 MF au compte 1651 en contrepartie du compte 110 « report à nouveau ». La part acquisitive quittancée en 2016 a été passée au compte 1651 « dépôts location accession » pour 69 MF.

4. LES DETTES D'EXPLOITATIONS

a) LES DETTES FOURNISSEURS

Au 31 décembre 2016, les dettes fournisseurs ont doublé par rapport à l'exercice 2015.

Elles sont caractérisées par les factures non reçues ainsi que les factures reçues fin 2016 et payées début 2017 qui ont été multipliées par 2,3 (456 MF en 2015, 1 043 MF en 2016), et une hausse significative des retenues de garanties qui illustre la hausse de l'activité de l'OPH en cette fin d'année 2016.

b) LES DETTES SOCIALES ET FISCALES

Les provisions pour congés payés ont augmenté de 10% par rapport à 2015.

c) AUTRES DETTES

En 2016, le bilan a été impacté par la hausse (+ 83% pour 2 477 MF) au Passif des charges à payer sur ressources affectées suite à la prise en compte de nouveaux programmes pour plus de 4 000 MF (Fare bois Iles du vent 2016, Fare bois Archipels 2016, Fare bois Archipels CDP2 2016) compensée par la prise en charge des subventions idoines.

Cette hausse s'accompagne également par la régularisation du compte des charges à payer sur les ressources affectées, avec la mise en place sur le dernier trimestre 2016 d'un nouveau schéma comptable.

Ainsi contrairement aux années antérieures où les produits au 741 « subvention habitat dispersé » correspondaient aux subventions perçues, il a été décidé d'appliquer le schéma prévu par la M9-5 et de neutraliser les dépenses affectées en habitat dispersé (achats marchandises Fare et AAHI, mise en œuvre des FARE, transports et publicité, et RMO) par des prises en charges de titre au compte 741 « subvention habitat dispersé » et au 7584 « participations Fare Bois » au franc près.

Les écritures de régularisation ont été très nombreuses. Cependant, les crédits budgétaires étaient insuffisants pour régulariser toutes les écritures au chapitre 67 (voir IV C 1). Cette régularisation se poursuivra sur l'année 2017.

En outre, 51 MF sur ce compte des ressources affectées pour des programmes soldés concernent un trop perçu pour l'OPH. Ce reliquat de programmes devra être restitué au Pays ou être acquis définitivement (comme un produit exceptionnel) à l'OPH selon les conventions signées.

Les charges à payer de 2015 concernaient l'emprunt DEXIA non remboursé de 825 MF qui a été soldé par la convention passée avec le Pays pour le remboursement de l'emprunt.

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

A. ELEMENTS RELATIFS AU RESULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation est une perte de 860 MF sur l'exercice 2016. Cette perte était de 364 MF en 2015.

1. LES CHARGES D'EXPLOITATION (+62.5%)

Les variations les plus significatives des dépenses de l'exercice concernent principalement le développement exponentiel de l'activité liée à la construction des fare et à la distribution des aides en matériaux (dites AAHI) comme il a déjà été constaté au point 2, ainsi qu'à l'entretien du parc locatif de l'établissement.

En complément des premiers éléments présentés sur la mise en œuvre des programmes d'habitat dispersé et d'aide en matériaux, il faut noter que cette activité impacte également les dépenses de personnel (+6,71 % voir point 5) et surtout les dépenses de transport de marchandises ainsi que les frais de mission dont les consommations augmentent respectivement de 277,5% et 195,1% entre 2015 et 2016.

Par ailleurs, l'entretien des lotissements et la réalisation de Grosses Réparations augmentent de 68,3%, ce qui traduit un effort supplémentaire de suivi des réparations du parc locatif. L'engagement de dépenses importantes sur le lotissement Teiato pour le remplacement des toitures impacte la dotation à hauteur de 116MF.

Les charges liées aux achats non stockés (eau, électricité...) augmentent de 19% en 2016.

Les charges de copropriété ont augmenté de 139 % sur 2016 et s'explique par la facturation des syndicats de copropriété qui n'est pas toujours annuelle et la régularisation des années 2014 et 2015 notamment pour l'eau d'ERIMA.

Les charges de personnel ont augmenté de 5,26% en 2016. Cette augmentation s'explique par l'embauche nécessaire pour faire face à l'augmentation de l'activité, de 8 agents supplémentaires, dont 5 CC1, et de l'emploi de 6,89 collaborateurs en CDD sur l'année 2016. La répartition des effectifs en CDI par catégorie est la suivante :

Année	2012	2013	2014	2015	2016
Hors grille	7	6	7	7	7
CC1	11	10	10	10	15
CC2	35	45	45	49	54
CC3	34	43	43	43	46
CC4	8	11	11	10	9
CC5	29	31	31	30	26
Total	124	146	147	149	157

Ci-dessous un tableau représentant l'évolution de la masse salariale de l'OPH depuis 2013 :

Année	2013	2014	2015	2016	Variation 2015/2016
Personnel permanent	666 474 878	647 941 257	667 255 513	686 185 032	2,84%
dont Charges CST	17 580 549	22 231 038	22 930 886	28 009 544	22,15%
Indemnité de départ volontaire	277 400 600	0	0	0	0
Congés payés	2 672 851	0	4 559 070	17 179 328	276,82%
Personnel temporaire	3 110 955	5 264 203	7 233 592	21 230 839	193,50%
Charges sociales	294 941 551	288 610 469	307 459 885	313 823 748	2,07%
Comité d'entreprise	3 747 145	3 319 697	5 432 935	5 721 215	5,31%
Total	1 265 928 529	967 366 664	1 014 871 881	1 072 149 706	5,64%

Evolution des charges de personnel et du nombre d'agents depuis 2013



Les dotations aux amortissements et provisions ont diminué sur 2016 de 11,5% malgré la hausse des dotations aux amortissements de l'actif immobilisé sur 2016 (+11%, +100 MF) due à la mise en service de nouveaux bâtiments (voir tableau des amortissements). Cette augmentation au compte 6811 « dotations aux amortissements d'immobilisations » a consommé les crédits budgétaires votés au chapitre 68. Ainsi la dotation pour la dépréciation des créances clients de l'exercice 2016 (à provisionner au hauteur de 3 335 MF) qui s'élevait au 31 décembre 2016 à 574 MF (sur l'annexe 2 « état des créances douteuses ») n'a pu être prise en charge par l'agent comptable du fait de l'insuffisance de crédits budgétaires sur le chapitre 68(voir III.A.3.a). Malgré la demande d'abonder ce chapitre, l'ordonnateur s'est vu refuser par le ministère du budget la proposition de modification de l'EPRD grevant ainsi le résultat d'une charge significative de 574 MF.

2. LES PRODUITS D'EXPLOITATIONS (+53.69%)

L'augmentation de l'activité constatée dans les dépenses de l'établissement se traduit aussi par des augmentations très fortes des recettes. Ainsi les subventions relatives à ces programmes passent de 588 MF à 2 380 MF. De même la RMO (Rémunération de Maîtrise d'Ouvrage) de l'établissement passe de 227 MF à 401MF (avec l'activité de construction groupée), soit une augmentation de 76,7% et compense ainsi la subvention d'exploitation versée par le Pays qui a diminué de 200 MF sur 2016.

Comme vu au point III.B.4.c), des régularisations d'écritures sur les ressources affectées avaient été prévues pour près de 536 MF en charge et 518 MF en produit, faute de crédits budgétaires suffisants au chapitre 67, il a été convenu avec les commissaires aux comptes KPMG de ne pas passer l'écriture en produits exceptionnels.

Les produits liés aux locations ont diminué de 6% (860 MF 2016 / 878 MF en 2015) cette baisse s'explique par la prise en charge de la part acquisitive (69 MF) sur le compte 1651 « dépôt accession », mais aussi d'une baisse des régularisations des charges. Effectivement en 2015, 202 MF de charges ont été refacturées en 2015 pour 155 MF en 2016.

L'activité commerciale concernant la vente de Fare a été nulle sur 2016.

Les reprises sur provisions pour risques et charges ont diminué de 162 MF (- 55%) en 2016.

B. ELEMENTS RELATIFS AU RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier se traduit par une perte de 116MF alors qu'il était de 69 MF en 2015.

1. LES CHARGES FINANCIERES

Les charges financières d'un montant de 160 MF (relatives aux emprunts bancaires pour 81 MF et 35 MF au titre des commissions d'aval et divers frais) ont augmenté de 37,5% sur 2016.

Cette hausse s'explique par le paiement des intérêts (53MF) du prêt consenti par le pays.

2. LES PRODUITS FINANCIERS

Ils se composent notamment de produits financiers relatifs à l'opération de défiscalisation avec la SCI2T pour 43 MF (47 MF en 2015), dont la baisse s'explique par les logements non loués à TEIATO.

C. ELEMENTS RELATIFS AU RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel est un bénéfice de 505 MF alors qu'il était de 456 MF en 2015.

1. LES CHARGES EXCEPTIONNELLES (-19.9%)

Les charges exceptionnelles ont baissé entre 2015 et 2016 de 46 millions. Cette baisse s'explique par une absence de vente de biens (17 MF en 2015), et une diminution des charges exceptionnelles sur 2016. A noter des annulations de loyers pour 32 MF suite à la prise en compte des dossiers en surendettement.

Cependant, comme déjà indiqué au point III.B.4.c) des écritures de régularisations des comptes des ressources affectées (au compte 4682 suivi par programme) pour 536 MF auraient dû être passées sur 2016 en contrepartie du compte 6712 « annulation de titre d'exercices antérieurs ». Cette écriture budgétaire n'a pu être prise en charge par l'agent comptable du fait de l'insuffisance de crédits budgétaires sur le chapitre 67.

Malgré la demande d'abonder ce chapitre, l'ordonnateur s'est vu refuser par le ministère du budget la proposition de modification de l'EPRD grevant ainsi le résultat d'une charge significative. Cependant celle-ci est compensée par la non prise en charge des titres de régularisations au compte du 7718 (voir point suivant).

Ces rectifications seront donc effectuées sur l'exercice 2017 si les crédits budgétaires sont abondés.

2. LES PRODUITS EXCEPTIONNELS (+0.56%)

Les produits exceptionnels sont essentiellement constitués de la quote-part des subventions virées au compte de résultat. De 624 MF en 2015, cette quote-part est passée à 650 MF en 2016.

Cependant la mise en service de biens immobiliers fin 2015 (+182 MF) et la prise en compte des subventions accordées pour les terrains (212MF) aurait dû augmenter significativement ce poste et le faire passer à 944 MF comme il était prévu sur l'annexe de « l'état des subventions ». Mais comme nous l'avons vu au point III.B.1.c)(2), les crédits budgétaires au compte 139 « subvention d'investissement inscrite au compte de résultat » étaient insuffisants, grevant ainsi l'OPH d'une recette de fonctionnement de 294 MF.

De même et comme indiqué précédemment des écritures de régularisation sur les ressources affectées auraient dû être passées en charges et en produits. Etant donné que le chapitre 67 avait des crédits budgétaires insuffisants, les écritures en charges n'ont pu être prises en charge. De ce fait, il a été décidé en accord avec les commissaires aux comptes de ne pas passer les écritures (518 MF) de régularisation de produits au chapitre 77, également.

Ces écritures de régularisations seront passées sur 2017.

V. CONCLUSION

L'exercice 2016 a donc été marqué par une forte augmentation de son activité et les dépenses de fonctionnement de l'OPH ont donc logiquement suivi celle-ci sans qu'elles n'aient été compensées par une véritable hausse des produits de l'établissement.

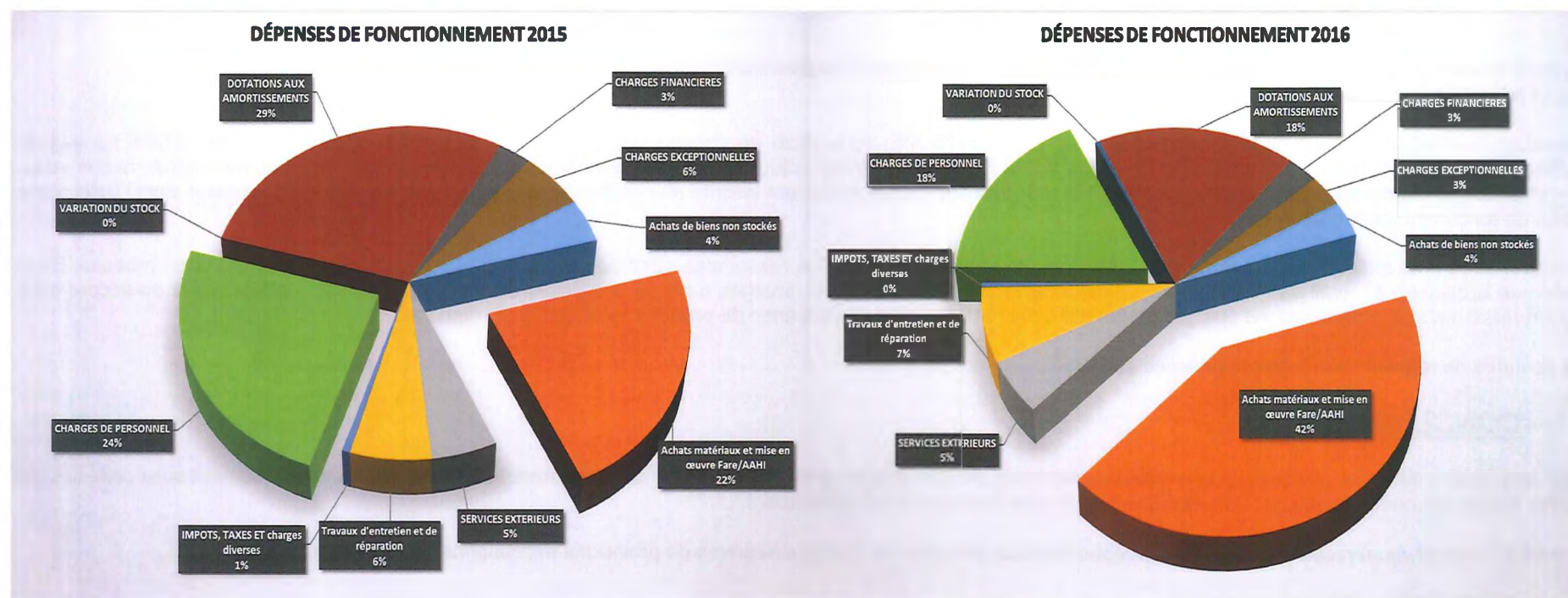
L'année 2015 avait vu un résultat bénéficiaire exceptionnel pour des raisons multiples (reprises de provisions exceptionnelles, variation du stock ...)

La perte de 471 MF pour 2016 s'explique par :

- Une hausse des dépenses de fonctionnement de l'établissement lui-même, et de tous les postes de dépenses de la gestion locative (charges, entretiens et réparations...)
- Une forte augmentation des charges financières (remboursement du prêt du Pays)
- Une baisse des produits hors habitat dispersé (chute de l'activité commerciale...)
- Une diminution de l'aide du pays (-200 MF de subvention d'exploitation) non compensée par la RMO malgré l'augmentation de son indice de calcul.
- La régularisation de la comptabilité de l'OPH (parts acquises, subventions des biens non amortissables, ressources affectées, apurement des comptes de tiers...), qui devrait se poursuivre sur 2017 (insuffisance de crédits budgétaires sur 2016)

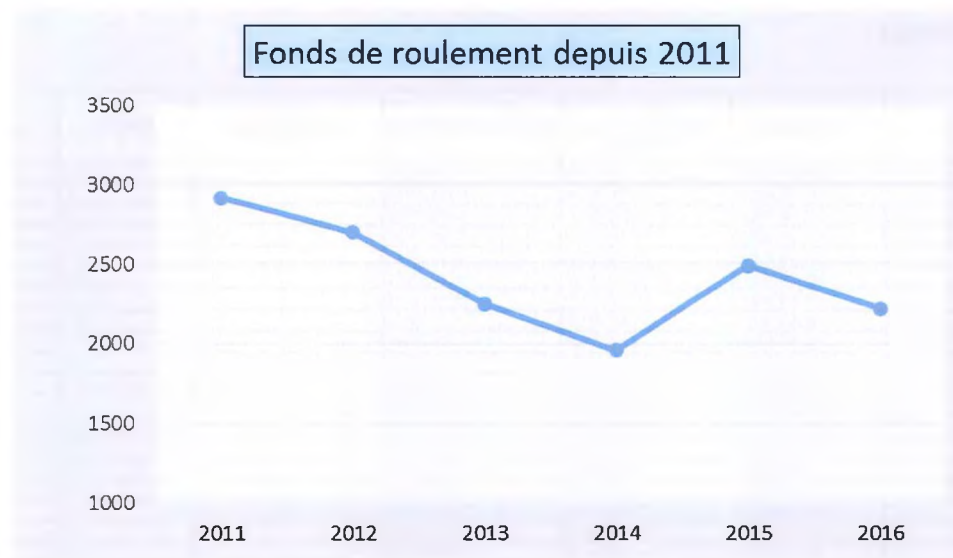
Les dotations aux amortissements et des charges du personnel qui étaient les principaux foyers de dépenses de l'OPH en 2015 ne représentent plus en 2016 que 18% des dépenses de fonctionnement. La gestion de l'habitat dispersé (AAHI et surtout la construction de Fare) représente en 2016 plus de 42% des dépenses totales de l'OPH.

Si on ne tient pas compte des dépenses de l'habitat dispersé, les charges de personnel qui représentaient en 2015, 31% des dépenses, représentent sur 2016, 30% des charges totales.



Enfin, il est à noter que le fonds de roulement a diminué sur 2016 (-268 MF) malgré l'augmentation des capitaux propres (+694 MF) et de la dette financière (+1 231MF). Cette baisse s'explique par la diminution des provisions (-88MF) et l'augmentation des biens immobilisés (+2 106 MF).

Le fonds de roulement est un indicateur financier qui permet de vérifier un certain équilibre financier et notamment que les actifs immobilisés peuvent être financés par des ressources de long terme. Le fonds de roulement diminue, mais reste toujours largement excédentaire avec un montant de 2 216 MF, ce qui démontre une bonne santé financière de l'OPH.



ANNEXES CI-JOINTES

Annexe 1 :	Récapitulatif des amortissements par compte
Annexe 2 :	Etat des créances douteuses au 31/12/2016
Annexe 3 :	Etat des provisions pour grosses réparations
Annexe 4 :	Situation des emprunts au 31/12/2016
Annexe 5 :	Suivi des dépenses et recettes des ressources affectées
Annexe 6 :	Etat des crédits reportés
Annexe 6 bis	Etat détaillé des crédits reportés
Annexe 7 :	Etat des subventions au 31/12/2016
Annexe 8 :	Résultat de l'OPH sur les 5 derniers exercices

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS ET REPRISES

au 31/12/2016

N° FICHE	DÉSIGNATION	VALEUR BRUTE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS ANTÉRIEURS	DOTATION DE L'EXERCICE	DONT DOTATION EXCEPTIONNELLE	REPRISE	DONT REPRISE EXCEPTIONNELLE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS	V.N.C.
60	VAITAVATA 2 - CONSTRUCTION	295 764 391,00	247 709 594,42	14 789 208,06	0,00	0,00	0,00	262 498 802,48	33 265 588,52
61	VAITAVATA 3 - CONSTRUCTION	364 707 565,00	255 295 297,95	18 235 377,85	0,00	0,00	0,00	273 530 675,80	91 176 889,20
86	ATIMAONO 1 - CONSTRUCTION	165 646 602,00	132 517 284,15	8 282 329,45	0,00	0,00	0,00	140 799 613,60	24 846 988,40
87	ATIMAONO 2 - CONSTRUCTION	219 793 566,00	175 834 850,74	10 989 678,82	0,00	0,00	0,00	186 824 529,56	32 969 036,44
88	ATIMAONO 3 - CONSTRUCTION de PARCELLES	41 625 494,00	27 056 582,49	2 081 273,07	0,00	0,00	0,00	29 137 855,56	12 487 638,44
90	COTEAUX DE HAMUTA - CONSTRUCTION	629 864 951,00	445 501 760,20	31 607 592,60	0,00	0,00	0,00	477 109 352,80	152 755 598,20
92	BALCONS DE TEPAPA - CONSTRUCTION	780 080 686,00	590 022 678,41	39 016 407,63	0,00	0,00	0,00	629 039 086,04	151 041 599,96
93	RAIMANUTEA 6 FARE - CONSTRUCTION	34 932 263,00	27 076 872,65	1 747 237,95	0,00	0,00	0,00	28 824 110,60	6 108 152,40
95	MAISON CHANTEAU - CONSTRUCTION	13 701 800,00	9 250 175,27	685 298,61	0,00	0,00	0,00	9 935 473,88	3 766 326,12
96	VAITAVATA VIABILISATION - CONSTRUCTION	132 574 868,00	123 736 543,84	8 838 324,16	0,00	0,00	0,00	132 574 868,00	0,00
98	RHI LAGARDE - CONSTRUCTION	178 498 632,00	116 024 116,97	8 924 930,71	0,00	0,00	0,00	124 949 047,68	53 549 584,32
99	RHI LAGARDE 2 - CONSTRUCTION	302 616 701,00	138 702 039,04	15 131 221,96	0,00	0,00	0,00	153 833 261,00	148 783 440,00
101	HAUTS DE VALLONS - CONSTRUCTION	961 712 995,00	617 218 574,33	48 102 702,19	0,00	0,00	0,00	665 321 276,52	296 391 718,48
102	GABI - CONSTRUCTION	81 007 192,00	45 905 725,93	4 050 595,99	0,00	0,00	0,00	49 956 321,92	31 050 870,08
103	MAHITIHI EXTENSION - CONSTRUCTION	164 761 791,00	92 686 025,33	8 239 165,19	0,00	0,00	0,00	100 925 190,52	63 836 600,48
104	HAUTS DU TIRA EXTENSION - CONSTRUCTION	407 104 316,00	210 345 026,66	20 356 332,38	0,00	0,00	0,00	230 701 359,04	176 402 956,96
105	TAAPUNA TRANSIT - CONSTRUCTION	47 829 362,00	26 105 196,57	2 391 230,51	0,00	0,00	0,00	28 496 427,08	19 332 934,92
106	TEROMA 2.1 - CONSTRUCTION	1 299 146 310,00	682 165 124,57	64 973 494,72	0,00	0,00	0,00	747 138 619,29	552 007 690,71
108	TIMONA 1 - CONSTRUCTION	208 210 239,00	104 105 112,47	10 410 512,66	0,00	0,00	0,00	114 515 625,13	93 694 613,87
1409	VAITEMANU - TAURAA - CONSTRUCTION	689 390 060,00	310 225 527,00	34 469 503,00	0,00	0,00	0,00	344 695 030,00	344 695 030,00
1770	AMOEE LOING 27 LGTS - CONSTRUCTION	383 181 790,00	122 894 936,50	19 249 760,39	0,00	0,00	0,00	142 144 696,89	241 037 093,11
1772	TITAAVIRI - CONSTRUCTION	448 893 461,00	157 112 711,35	22 444 673,05	0,00	0,00	0,00	179 557 384,40	269 336 076,60
1774	TADE - CONSTRUCTION	270 320 438,00	114 907 207,83	13 519 025,03	0,00	0,00	0,00	128 426 232,86	141 894 205,14
1779	MAMAO AH FAT 2 - 33 LGT - CONSTRUCTION	567 186 362,00	193 931 117,75	28 359 318,10	0,00	0,00	0,00	222 290 435,85	344 895 926,15
1780	MOTIO - CONSTRUCTION	1 753 964 098,00	28 956 268,19	88 054 761,36	0,00	0,00	0,00	117 011 029,55	1 636 953 068,45
1782	PERETUNA - CONSTRUCTION	297 991 323,00	38 534 768,35	14 899 566,15	0,00	0,00	0,00	53 434 334,50	244 556 988,50
1783	POFATU - CONSTRUCTION	301 929 248,00	61 668 014,90	15 096 462,40	0,00	0,00	0,00	76 764 477,30	225 164 770,70
1784	MAMAO AH FAT 1 - 22 LGT - CONSTRUCTION	335 785 189,00	173 495 457,77	16 790 179,11	0,00	0,00	0,00	190 285 636,88	145 499 552,12
1786	PUNA NUI - CONSTRUCTION	955 356 073,00	310 687 029,73	47 767 803,65	0,00	0,00	0,00	358 454 833,38	596 901 239,62
1787	PUNAVAI NUI EMISSAIRE - CONSTRUCTION	15 844 487,00	4 586 562,03	625 440,28	0,00	0,00	0,00	5 212 002,31	10 632 484,69
1788	EXTENSION SIEGE OPH - CONSTRUCTION	43 233 584,00	19 100 079,11	2 162 181,95	0,00	0,00	0,00	21 262 261,06	21 971 322,94
1797	RHI TIMONA 2 - CONSTRUCTION	484 455 292,00	86 868 032,04	24 222 892,65	0,00	0,00	0,00	111 090 924,69	373 364 367,31
1799	VAIHI - CONSTRUCTION	691 827 178,00	204 610 257,16	34 591 358,90	0,00	0,00	0,00	239 201 616,06	452 625 561,94
1800	TEROMA 2.2 - CONSTRUCTION	460 182 117,00	183 518 030,88	21 286 338,84	0,00	0,00	0,00	204 804 369,72	255 377 747,28
1803	TEROMA 2.3 - CONSTRUCTION	1 231 761 576,00	0,00	168 734,46	0,00	0,00	0,00	168 734,46	1 231 592 841,54
1820	ATIMA SOCIAL - CONSTRUCTION	81 827 857,37	51 151 647,01	4 092 417,13	0,00	0,00	0,00	55 244 064,14	26 583 893,23
1835	STATION EPURATION HAMUTA - CONSTRUCTION	32 506 607,00	22 817 136,83	1 614 911,69	0,00	0,00	0,00	24 432 048,52	8 074 558,48
1836	SIEGE OPH - CONSTRUCTION	241 286 626,00	180 964 968,94	12 064 331,42	0,00	0,00	0,00	193 029 300,36	48 257 325,64
1838	TEIRIRI - CONSTRUCTION	362 710 663,00	163 219 798,19	18 135 533,17	0,00	0,00	0,00	181 355 331,36	181 355 331,64
1851	TRANSIT BEL AIR - PUNAAUIA	31 557 671,00	0,00	1 577 883,55	0,00	0,00	0,00	1 577 883,55	29 979 787,45
1853	LUINE	50 282 038,00	7 542 305,70	2 514 101,80	0,00	0,00	0,00	10 056 407,60	40 225 630,40
1856	CHAUFFE-EAU SOLAIRES	421 588 026,00	177 759 992,33	42 158 802,60	0,00	0,00	0,00	219 918 794,93	201 669 231,07
1859	REHABILITATION MAHINATEA	19 554 559,00	7 832 538,43	3 910 911,80	0,00	0,00	0,00	11 743 450,23	7 811 108,77
1864	TEIROA - NINA PEATA - ETUDES	316 851 233,00	16 276 604,43	15 842 561,65	0,00	0,00	0,00	32 119 166,08	284 732 066,92
1866	ACHAT DE CONTAINER - PARUTION DANS LA PRESSE	21 735,00	14 172,41	2 173,50	0,00	0,00	0,00	16 345,91	5 389,09
1881	HAMUTA VAL - REHABILITATION - ETUDES	25 186 707,00	4 623 313,34	1 259 335,35	0,00	0,00	0,00	5 882 648,69	19 304 058,31

TABEAU DES AMORTISSEMENTS ET REPRISES
au 31/12/2016

N° FICHE	DÉSIGNATION	VALEUR BRUTE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS ANTÉRIEURS	DOTATION DE L'EXERCICE	DONT DOTATION EXCEPTIONNELLE	REPRISE	DONT REPRISE EXCEPTIONNELLE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS	V.N.C.
1916	ACHAT DE 15 CONTENAIRES 20 PIEDS	3 645 000,00	2 368 750,68	364 500,00	0,00	0,00	0,00	2 733 250,68	911 749,32
1917	REPRISE ÉTANCHÉITÉ CONTAINER - BUREAUX MOBILES	11 275,00	7 039,92	1 127,50	0,00	0,00	0,00	8 167,42	3 107,58
1918	GRILLES DE PROTECTION POUR CONTAINER - BUREAU MOBI	147 455,00	92 997,65	14 745,50	0,00	0,00	0,00	107 743,15	39 711,85
1919	MONTAGE CONTAINER TYPE YK-100 - HAMUTA VAL	126 500,00	78 608,36	12 650,00	0,00	0,00	0,00	92 258,36	34 241,64
1920	HAMUTA VAL-REHAB LOCATION GRUE/TRANSPORT CONTAIN	11 840,00	7 496,50	1 184,00	0,00	0,00	0,00	8 680,50	3 159,50
1921	ACHAT 6 CONTAINERS 40' HIGH CUBE + LIVRAISON	1 948 800,00	1 251 503,34	194 880,00	0,00	0,00	0,00	1 446 383,34	502 416,66
1922	ACHAT 6 CONTAINERS 40' HIGH CUBE + LIVRAISON	165 000,00	105 961,64	16 500,00	0,00	0,00	0,00	122 461,64	42 538,36
1923	ACHAT D'UN CONTAINER (TYPE YK-100)	580 000,00	373 742,47	58 000,00	0,00	0,00	0,00	431 742,47	148 257,53
1926	HAMUTA VAL - INTEGRATION DE 2 NOUVEAUX FARE	6 473 639,00	1 942 091,70	323 681,95	0,00	0,00	0,00	2 265 773,65	4 207 865,35
1931	HAMUTA VAL - REHAB - TRAVAUX	266 269 182,00	48 876 808,75	13 313 459,10	0,00	0,00	0,00	62 190 267,85	204 078 914,15
1934	VAITEMANU 2 - TRAVAUX	454 439 086,00	0,00	1 929 809,82	0,00	0,00	0,00	1 929 809,82	452 509 276,18
1938	ACHAT DE 7 CONTENEURS	1 888 000,00	1 132 800,00	188 800,00	0,00	0,00	0,00	1 321 600,00	566 400,00
1940	VAIRAI - ETUDES	45 592 800,00	761 961,86	2 279 640,00	0,00	0,00	0,00	3 041 601,86	42 551 198,14
1941	CONTAINER TYPE YK-100 + FORFAIT MONTA	1 143 528,00	686 116,80	114 352,80	0,00	0,00	0,00	800 469,60	343 058,40
1942	CONTAINER TYPE YK-100 + FORFAIT MONTA	143 000,00	85 800,00	14 300,00	0,00	0,00	0,00	100 100,00	42 900,00
1952	TEPAPA 3 - 12 LGTS	243 100 296,00	27 373 759,36	12 155 014,80	0,00	0,00	0,00	39 528 774,16	203 571 521,84
1962	VAITEMANU 2 - ETUDES	48 165 832,00	0,00	204 539,83	0,00	0,00	0,00	204 539,83	47 961 292,17
1990	PUNA NUI - AIRE DE JEUX PANNEAUX D INFORMATION -	1 593 543,00	159 572,59	79 677,15	0,00	0,00	0,00	239 249,74	1 354 293,26
1996	MOTIO - ETUDES	22 094 044,00	278 445,49	1 104 702,20	0,00	0,00	0,00	1 383 147,69	20 710 896,31
1999	TOAHOTU - ETUDES & CONSTRUCTION	446 931 107,00	0,00	13 101 816,01	0,00	0,00	0,00	13 101 816,01	433 829 290,99
2000	TRANSIT VAITUPA - ETUDES	21 684 782,00	8 685 008,55	4 337 218,74	0,00	0,00	0,00	13 022 227,29	8 662 554,71
2007	SCOOTER PEUGEOT LXR 125	450 000,00	409 068,49	40 931,51	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00
2008	SCOOTER PEUGEOT LXR 125	450 000,00	409 068,49	40 931,51	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00
2009	SCOOTER PEUGEOT LXR 125	450 000,00	409 068,49	40 931,51	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00
2011	VAIHIRIA - CONSTRUCTION D'UN F3 SUPPLEMENTAIRE	8 604 520,00	861 630,70	430 226,00	0,00	0,00	0,00	1 291 856,70	7 312 663,30
2012	PAPAROA TRANSIT - TRAVAUX DE REHABILITATION	8 057 974,00	1 616 010,13	1 611 594,80	0,00	0,00	0,00	3 227 604,93	4 830 369,07
2013	HITIMAHANA - FARE MOUS + AMENAGEMENTS EXT	11 356 964,00	0,00	567 848,20	0,00	0,00	0,00	567 848,20	10 789 115,80
2019	SIEGE - LICENCE 07-2012 ASSURANCE 1 AN + JESPA 500	229 075,00	171 806,25	57 268,75	0,00	0,00	0,00	229 075,00	0,00
2029	CREATION D'UN SIG POUR LA CMPL	1 056 000,00	792 000,00	264 000,00	0,00	0,00	0,00	1 056 000,00	0,00
5012	GROSSES REPARATIONS 2013	209 840 938,00	20 984 093,90	20 984 093,90	0,00	0,00	0,00	41 968 187,80	167 872 750,20
5019	IMPRIMANTE HP2055DN	53 360,00	36,55	13 340,00	0,00	0,00	0,00	13 376,55	39 983,45
5022	10 ECRANS LCD 19" LENOVO WIDE HYBRID TFT LCD POUR	221 119,00	151,45	55 279,75	0,00	0,00	0,00	55 431,20	165 687,80
5029	VAIHIRIA - LOCAL ASSOCIATIF	10 554 642,00	1 056 910,04	527 732,10	0,00	0,00	0,00	1 584 642,14	8 969 999,86
5034	RHI OUTUMAORO - Etudes pré-op	1 838 872,00	1 259,50	459 718,00	0,00	0,00	0,00	460 977,50	1 377 894,50
5038	MAHITIHI - FARE supplémentaire	9 882 446,00	989 598,36	494 122,30	0,00	0,00	0,00	1 483 720,66	8 398 725,34
10001	SERVEUR BULL R460F3 FACT.13622 - BC1310022	832 472,00	416 236,00	208 118,00	0,00	0,00	0,00	624 354,00	208 118,00
10003	TIPAERUI GRAND - INDIVIDUALIS* DE 38 CPTES D'EAU	1 011 304,00	554,14	202 260,80	0,00	0,00	0,00	202 814,94	808 489,06
10004	TEVIROA - NINA PEATA - TRAVAUX	355 731 621,00	18 273 884,64	17 786 581,05	0,00	0,00	0,00	36 060 465,69	319 671 155,31
10005	VAIRAI - CONSTRUCTION	459 472 528,00	22 973 626,40	22 973 626,40	0,00	0,00	0,00	45 947 252,80	413 525 275,20
10007	COTEAUX DE HAMUTA - GR	447 148,00	0,00	44 714,80	0,00	0,00	0,00	44 714,80	402 433,20
10009	NAOHATA - GR	166 380,00	0,00	16 638,00	0,00	0,00	0,00	16 638,00	149 742,00
10010	HAMUTA - GR	852 699,00	0,00	85 269,90	0,00	0,00	0,00	85 269,90	767 429,10
10015	SECURISATION DES TALUS	380 561 754,00	29 601 351,90	46 510 998,90	0,00	0,00	0,00	76 112 350,80	304 449 403,20
10016	SECURISATION ELECTRIQUE	330 981 240,00	27 763 932,50	38 432 315,50	0,00	0,00	0,00	66 196 248,00	264 784 992,00
10042	GROSSES REPARATIONS 2014 - TR 1 (200 MF)	79 764 557,00	4 149 036,00	11 803 875,40	0,00	0,00	0,00	15 952 911,40	63 811 645,60
10043	LES HAUTS DU TIRA 2 - INDIVIDUALISAT* DE 30 COMPTE	2 407 857,00	1 319,37	481 571,40	0,00	0,00	0,00	482 890,77	1 924 966,23

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS ET REPRISES

au 31/12/2016

N° FICHE	DÉSIGNATION	VALEUR BRUTE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS ANTÉRIEURS	DOTATION DE L'EXERCICE	DONT DOTATION EXCEPTIONNELLE	REPRISE	DONT REPRISE EXCEPTIONNELLE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS	V.N.C.
10044	FAUTAU VAL - INDIVIDUALISAT* DE 66 COMPTEURS AVE	1 484 535,00	813,44	296 907,00	0,00	0,00	0,00	297 720,44	1 186 814,56
10045	PIRAE UTA - POSE DE DISPOSITIF DE COMPTAGE+FNITURE	1 462 554,00	801,40	292 510,80	0,00	0,00	0,00	293 312,20	1 169 241,80
10046	TAOE - INDIVIDUALISATION DE 20 CPTEURS AVEC DISPOS	476 129,00	260,88	95 225,80	0,00	0,00	0,00	95 486,69	380 642,31
10047	HAMUTA VAL - HAUT - INDIVIDUALISAT* DE 65 CPTEURS	1 462 554,00	801,40	292 510,80	0,00	0,00	0,00	293 312,20	1 169 241,80
10048	CHALET DE PATER - INDIVIDUALISAT* DE 42 CPTEURS	953 778,00	528,10	192 755,60	0,00	0,00	0,00	193 283,70	770 494,30
10050	ACHATS DE CONTAINERS	5 140 000,00	514 000,00	514 000,00	0,00	0,00	0,00	1 028 000,00	4 112 000,00
10055	10 PC + ACCESSOIRES ASUS	930 668,00	232 667,00	232 667,00	0,00	0,00	0,00	465 334,00	465 334,00
10072	COPIEUR NUMERIQUE IRA 2030I CANON FACT.12	1 015 000,00	695,21	253 750,00	0,00	0,00	0,00	254 445,21	760 554,79
10078	COPIEUR NUMERIQUE SHARP MX-M 264 N	874 640,00	437 320,00	218 660,00	0,00	0,00	0,00	655 980,00	218 660,00
10079	ARMOIRE POUR SERVEUR - BAIE TECHNIQUE	241 280,00	120 640,00	60 320,00	0,00	0,00	0,00	180 960,00	60 320,00
10081	MACHINE A AFRANCHIR ET ACCESSOIRES	224 344,00	112 172,00	56 086,00	0,00	0,00	0,00	168 258,00	56 086,00
10082	CARTE FC 1 PORT 8G HBA SC LPE12000 + CART	261 480,00	130 740,00	65 370,00	0,00	0,00	0,00	196 110,00	65 370,00
10083	CONTROLEUR BAIE STOCKAGE OPTIMA	344 620,00	172 310,00	86 155,00	0,00	0,00	0,00	258 465,00	86 155,00
10090	DACIA - DUSTER	2 090 000,00	210 717,81	418 000,00	0,00	0,00	0,00	628 717,81	1 461 282,19
10091	DACIA - DUSTER	2 090 000,00	210 717,81	418 000,00	0,00	0,00	0,00	628 717,81	1 461 282,19
10092	DACIA - STEPWAY	1 990 000,00	200 635,62	398 000,00	0,00	0,00	0,00	598 635,62	1 391 364,38
10093	DACIA - STEPWAY	1 990 000,00	200 635,62	398 000,00	0,00	0,00	0,00	598 635,62	1 391 364,38
10095	MOTIO - TRAVAUX REGUL	21 925 842,00	0,00	1 096 292,10	0,00	0,00	0,00	1 096 292,10	20 829 549,90
10096	DACIA DUSTER 4X2 GRIS	2 090 000,00	0,00	418 000,00	0,00	0,00	0,00	418 000,00	1 672 000,00
10097	DACIA - DUSTER 4X2 GRIS PLATINE	2 090 000,00	0,00	418 000,00	0,00	0,00	0,00	418 000,00	1 672 000,00
10098	SCOOTER PEUGEOT TWEET 125+1 TOPC	357 000,00	0,00	71 400,00	0,00	0,00	0,00	71 400,00	285 600,00
10099	DACIA - DUSTER GENRE VP - ESSENCE	2 090 000,00	0,00	418 000,00	0,00	0,00	0,00	418 000,00	1 672 000,00
10100	DACIA - DUSTER EO ESSENCE - BC 160	2 090 000,00	0,00	418 000,00	0,00	0,00	0,00	418 000,00	1 672 000,00
10101	DACIA - DUSTER	2 090 000,00	0,00	418 000,00	0,00	0,00	0,00	418 000,00	1 672 000,00
10102	DACIA - DUSTER EO ESSENCE	2 090 000,00	0,00	418 000,00	0,00	0,00	0,00	418 000,00	1 672 000,00
10103	GPS POUR EQUIPER LES VEHICULES DE L'OFFICE	1 478 595,00	0,00	369 648,75	0,00	0,00	0,00	369 648,75	1 108 946,25
10104	SIEGE - ACHAT DE 4 COPIEUR NUMERIQUE SHARP MX-M 26	6 005 072,00	0,00	880 195,48	0,00	0,00	0,00	880 195,48	5 124 876,52
10109	LICENCE AUTOCAD	4 091 391,00	0,00	1 022 847,75	0,00	0,00	0,00	1 022 847,75	3 068 543,25
10110	LICENCE FORTIGATE	296 964,00	0,00	74 241,00	0,00	0,00	0,00	74 241,00	222 723,00
10111	KASPERSKY ANTIVIRUS	521 721,00	0,00	130 430,25	0,00	0,00	0,00	130 430,25	391 290,75
10112	LICENCE WARE VSPHERE	647 066,00	0,00	161 766,50	0,00	0,00	0,00	161 766,50	485 299,50
10113	ODOQ	84 411,00	0,00	57,82	0,00	0,00	0,00	57,82	84 353,18
10114	4 LICENCES ARC	1 145 820,00	0,00	286 455,00	0,00	0,00	0,00	286 455,00	859 365,00
10115	LICENCE SITE MAGENTA	2 914 340,00	0,00	728 585,00	0,00	0,00	0,00	728 585,00	2 185 755,00
10116	LICENCE BACKUP SERVEURS DISTANTS	76 840,00	0,00	19 210,00	0,00	0,00	0,00	19 210,00	57 630,00
10117	4 LICENCES ARC+X9 EDITION	763 880,00	0,00	190 970,00	0,00	0,00	0,00	190 970,00	572 910,00
10118	LICENCE RH PLATINIUM	278 796,00	0,00	69 699,00	0,00	0,00	0,00	69 699,00	209 097,00
10119	PROGICIEL RH	278 796,00	0,00	69 699,00	0,00	0,00	0,00	69 699,00	209 097,00
10120	MS WINRMTDSKTPSRVSCAL	411 885,00	0,00	102 971,25	0,00	0,00	0,00	102 971,25	308 913,75
10121	QUOTE PART PREM HABITAT 3.0	1 815 095,00	0,00	453 773,75	0,00	0,00	0,00	453 773,75	1 361 321,25
10122	CLIMATISEUR MIDEA 18 000 BTU	109 650,00	0,00	21 930,00	0,00	0,00	0,00	21 930,00	87 720,00
10123	CLIMATISEUR MIDEA 18 000 BTU	38 160,00	0,00	7 232,00	0,00	0,00	0,00	7 232,00	28 928,00
10124	CLIMATISEUR SALLE SERVEUR 1ER	815 202,00	0,00	163 040,40	0,00	0,00	0,00	163 040,40	652 161,60
10125	CLIMATISEUR RUE DES REMPARTS	190 042,00	0,00	38 008,40	0,00	0,00	0,00	38 008,40	152 033,60
10126	CLIMATISEUR RUE DES REMPARTS	289 410,00	0,00	57 882,00	0,00	0,00	0,00	57 882,00	231 528,00
10128	HANGAR FARE UTE	129 077 496,00	0,00	17 681,85	0,00	0,00	0,00	17 681,85	129 059 814,15

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS ET REPRISES

au 31/12/2016

N° FICHE	DÉSIGNATION	VALEUR BRUTE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS ANTÉRIEURS	DOTATION DE L'EXERCICE	DONT DOTATION EXCEPTIONNELLE	REPRISE	DONT REPRISE EXCEPTIONNELLE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS	V.N.C.
10129	REMPLACEMENT DU CONDENSEUR DEFECTUEUX	655 916,00	0,00	163 979,00	0,00	0,00	0,00	163 979,00	491 937,00
10131	3 ARMOIRES - LOT 6 - TRANSIT BEL AIR	180 580,00	0,00	45 145,00	0,00	0,00	0,00	45 145,00	135 435,00
10132	PIROGUE 6 PLACES (NBX2)	800 000,00	0,00	66 849,32	0,00	0,00	0,00	66 849,32	733 150,68
10145	LES COTEAUX DE HAMUTA - INDIVIDUALISAT° DE 53 CPTÉ	1 198 776,00	0,00	119 877,60	0,00	0,00	0,00	119 877,60	1 078 898,40
10146	ATIMARO - INDIVIDUALISATION DE 51 COMPTEURS AVEC D	1 154 813,00	0,00	115 481,30	0,00	0,00	0,00	115 481,30	1 039 331,70
10147	HAMUTA PLATEAU-INDIVIDUALISAT° DE 83 COMPTEURS AVE	1 858 221,00	0,00	185 822,10	0,00	0,00	0,00	185 822,10	1 672 398,90
10149	ACHATS DE 60 PC TERRA BUSINESS	1 531 200,00	0,00	127 949,59	0,00	0,00	0,00	127 949,59	1 403 250,41
10153	RAMES POUR LE VAA	150 000,00	0,00	3 184,93	0,00	0,00	0,00	3 184,93	146 815,07
10154	PLAN STRATEGIQUE DU PATRIMOINE	7 842 200,00	0,00	262 122,85	0,00	0,00	0,00	262 122,85	7 580 077,15
TOTAL GÉNÉRAL		20 510 250 764,37	6 938 253 625,45	1 033 599 812,46	0,00	0,00	0,00	7 971 853 437,91	12 538 397 326,46

ETAT DES CREANCES DOUTEUSES AU 31/12/2016

CLIENTS	CREANCES	PROVISIONS				
	Créances fin 2016	Provisions 2015 nettes des reprises	Dotations de l' exercice	Reprises de l' exercice	Provisions fin de l' exercice	Taux de Provision Cumulé
Créances à plus d'un an (100%)	2 740 610 794	2 548 256 235	224 681 588	32 327 029	2 740 610 794	100%
Créances de plus de 6 mois à moins d'un an (50%)	317 320 829	91 976 257	66 684 158		158 660 415	50%
Créances de moins de 6 mois (25%)	355 094 597	51 049 609	37 724 040		88 773 649	25%
Total des créances locatives	3 413 026 220	2 691 282 101	329 089 786	32 327 029	2 988 044 858	
Créances à plus d'un an (100%)	346 331 368	102 151 091	244 180 277		346 331 368	100%
Créances de plus de 6 mois à - d'un an (50%)	1 036 531	0	518 266		518 266	50%
Créances de moins de 6 mois (25%)	3 065 489	0	766 372		766 372	25%
Créances hors Gestion Locative	350 433 388	102 151 091	245 464 915	0	347 616 006	
TOTAL DES CREANCES DOUTEUSES	3 763 459 608	2 793 433 192	574 554 701	32 327 029	3 335 660 864	

ETAT DES PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS AU 31/12/2016

Valeur Parc Immobilier	Provisions début exercice nette des reprises	Dotations de l' exercice	Reprises de l' exercice	Provisions fin de l' exercice nette des reprises	Taux de Provision Cumulé
27 744 034 881	1 500 000 000	0	381 270 711	1 118 729 289	4,0%

Vues les provisions importantes jusqu'alors constituées par des dotations annuelles estimées à 1% de la valeur du parc immobilier jusqu'en 2011 (de l'ordre de 230 MF annuel), et au regard des faibles montants de reprises annuelles, effectuées principalement sur le parc nouveau, il est proposé cette année de ne pas doter de provisions pour grosses réparations.

Des programmes de sécurisation des lotissements et de sécurisation électrique sont inscrits au Contrat de Projet et devraient être menés à terme au cours de ces prochaines années. Au cas où ces programmes ne seraient pas renouvelés, il conviendra de pouvoir présenter un plan d'actions pluriannuel pour l'intervention de l'établissement en matière de grosses réparations qui puisse asseoir une enveloppe de provisions basée sur une gestion technique du patrimoine.

SITUATION DES EMPRUNTS AU 31/12/2016

BANQUE	Capital dû au 31/12/2015	Capital souscrit en 2016	Versements échus au cours de l'exercice			Durée de remboursement du capital restant dû à la clôture de l'exercice			
			Total	Capital	Intérêts	Total	A - 1 an	A + 1 an et - 5 ans	A + 5 ans
Banque de Tahiti	43 127 820	0	8 748 373	8 533 094	215 279	34 594 726	8 580 957	26 013 769	0
Agence Française de Dvlpt	3 079 127 543	80 831 026	367 864 616	290 600 700	77 263 916	2 869 357 869	348 295 961	1 462 793 681	1 058 268 227
Pays	0	825 195 701	0	31 759 843	53 246 718	793 435 858	33 075 343	146 580 562	613 779 950
TOTAL	3 122 255 363	906 026 727	376 612 989	330 893 637	130 725 913	3 697 388 453	389 952 261	1 635 388 012	1 672 048 177

Les intérêts courus non échus sont comptabilisés à hauteur de 26 072 037 F CFP.

Le remboursement du prêt Dexia qui a été réalisé par le Pays en 2014 à hauteur de 825 195 697 F cfp ne se traduit par une nouvelle convention de remboursement qu'à partir de 2016.

Les commissions d'aval relatives à la garantie apportée par le Pays sur les emprunts contractés par l'établissement sont comptabilisées à hauteur de 18 581 951 F CFP.

SUIVI DES PRODUITS A RECOUVRER ET CHARGES A PAYER

PROGRAMME	OPERATION	4682 Charges à payer DEPENSES	4234 Produits à recouvrer RECETTES
		DEBIT	CREDIT
SOLDE	CONVENTION		
Année 2002			9 201 680
Année 2003			7 160 860
Année 2004			4 177 480
Année 2005			-9 809 050
Année 2006			8 827 040
Année 2007			-4 660 870
Année 2008			6 637 960
Année 2009			4 052 680
Année 2010			6 641 870
Année 2011			-3 582 900
	Total DEBIT	0	Total CREDIT 28 646 750
	Solde (Débit-Crédoeur)	0	28 646 750
		DEBIT	CREDIT
	CONVENTION		
	REALISATION 2006	27 944 770	279 000 000
	REALISATION 2007	164 177 431	
	REALISATION 2008	62 353 045	
	REALISATION 2009	4 488 537	
	REALISATION 2010	1 664 196	
	REALISATION 2011	1 135 622	
	ENCAISSEMENT 2006		99 744 700
	ENCAISSEMENT 2007		87 924 600
	ENCAISSEMENT 2008		2 734 200
	ENCAISSEMENT 2009		0
	ENCAISSEMENT 2010		71 145 000
	Total DEBIT	261 763 601	Total CREDIT 261 548 500
	Solde (Débit-Crédoeur)	17 236 399	17 451 500
		DEBIT	CREDIT
	CONVENTION		
	REALISATION 2007	8 372 013	287 000 000
	REALISATION 2008	153 380 720	
	REALISATION 2009	33 456 483	
	REALISATION 2010	49 949 709	
	REALISATION 2011	429 699	
	REALISATION 2012	14 807 399	
	REALISATION 2013	328 212	
	ENCAISSEMENT 2007		22 749 500
	ENCAISSEMENT 2008		130 686 500
	ENCAISSEMENT 2009		30 107 787
	ENCAISSEMENT 2010		0
	ENCAISSEMENT 2011		0
	ENCAISSEMENT 2012		0
	ENCAISSEMENT 2013		72 852 149
	Total DEBIT	260 724 235	Total CREDIT 256 395 936
	Solde (Débit-Crédoeur)	26 275 765	30 604 064

30 FARE
DUR
2006

30 FARE
DUR
2007

SUIVI DES PRODUITS A RECOUVRER ET CHARGES A PAYER

PROGRAMME	OPERATION	4682 Charges à payer DEPENSES	4684 Produits à recevoir RECETTES
		DEBITCREDIT	DEBITCREDIT
250 FARE BOIS 2007	CONVENTION	1 572 000 000	1 572 000 000
	REALISATION 2007	526 299 067	
	REALISATION 2008	797 188 314	
	REALISATION 2009	137 933 172	
	REALISATION 2010	35 151 688	
	REALISATION 2011	59 016	
	ENCAISSEMENT 2007		64 072 490
	ENCAISSEMENT 2008		778 185 600
	ENCAISSEMENT 2009		566 655 913
	ENCAISSEMENT 2010		0
	ENCAISSEMENT 2011		84 253 437
	Total DEBIT	1 496 631 257	Total CREDIT 1 493 167 440
	Soide (Débit-Crédtieur)	75 368 743	78 832 560
AAHI TERRITOIRE 2007	CONVENTION	100 000 000	100 000 000
	REALISATION 2007	321 485	
	REALISATION 2008	81 044 126	
	REALISATION 2009	4 258 451	
	REALISATION 2010	26 814	
	ENCAISSEMENT 2008		75 843 554
	ENCAISSEMENT 2009		0
	ENCAISSEMENT 2010		0
	ENCAISSEMENT 2011		9 807 321
	Total DEBIT	85 650 876	Total CREDIT 85 650 875
	Soide (Débit-Crédtieur)	14 349 124	14 349 125
465 FARE BOIS 2008	CONVENTION	2 992 000 000	2 992 000 000
	REALISATION 2008	430 105 049	
	REALISATION 2009	1 135 808 424	
	REALISATION 2010	866 392 575	
	REALISATION 2011	479 556 839	
	REALISATION 2012	81 685 969	
	REALISATION 2013	6 579 811	
	REALISATION 2014	5 204 796	
	REALISATION 2015	1 873 086	
	ENCAISSEMENT 2008		15 809 050
	ENCAISSEMENT 2009		898 483 618
	ENCAISSEMENT 2010		895 542 804
	ENCAISSEMENT 2011		739 049 793
	ENCAISSEMENT 2012		488 052 559
	ENCAISSEMENT 2013		69 075
	ENCAISSEMENT 2014		0
	ENCAISSEMENT 2015		620 220
	Total DEBIT	3 007 206 649	Total CREDIT 3 037 627 119
	Soide (Débit-Crédtieur)	-15 206 649	-45 627 119

SUIVI DES PRODUITS A RECOUVRER ET CHARGES A PAYER					
PROGRAMME	OPERATION	4682 Charges à payer DEPENSES		4683 Produits à recouvrer RECETTES	
	CONVENTION	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
118 FARE BOIS 2013	REALISATION 2013	319 449 740			
	REALISATION 2014	514 631 432			
	REALISATION 2015	5 801 019			
	REALISATION 2016	145 467 539			
	ENCAISSEMENT 2014				141 550 636
	ENCAISSEMENT 2015				222 257 461
	ENCAISSEMENT 2016				282 310 226
Total DEBIT		985 349 730		Total CREDIT	
Solde (Débit-Créditeur)			-114 093 754		
				225 137 653	
150 FARE BOIS 2014	CONVENTION		1 160 000 000		1 160 000 000
	REALISATION 2014	502 974 817			
	REALISATION 2015	84 151 923			
	REALISATION 2016	206 920 078			
	ENCAISSEMENT 2015				515 836 379
	ENCAISSEMENT 2016				414 072 935
Total DEBIT		794 046 818		Total CREDIT	
Solde (Débit-Créditeur)			365 953 182		
				929 909 314	
34 FARE EX-FDA 2013 (60FBDA)	CONVENTION		193 733 608		193 733 608
	REALISATION 2013	1 083 454			
	REALISATION 2014	69 681			
	REALISATION 2015	128 130 189			
	REALISATION 2016	21 527 305			
	ENCAISSEMENT 2015				96 866 804
	ENCAISSEMENT 2016				31 333 067
Total DEBIT		150 810 629		Total CREDIT	
Solde (Débit-Créditeur)			42 922 979		
				65 535 734	
FARE BOIS ILES DU VENT 2015	CONVENTION		1 060 000 000		1 060 000 000
	REALISATION 2015	0			
	REALISATION 2016	674 018 372			
	ENCAISSEMENT 2015				165 853 588
	ENCAISSEMENT 2016				570 437 962
Total DEBIT		674 018 372		Total CREDIT	
Solde (Débit-Créditeur)			385 981 628		
				736 291 550	
				323 708 450	

SUIVI DES PRODUITS A RECOUVRER ET CHARGES A PAYER					
PROGRAMME	OPERATION	4682 Charges à payer DEPENSES		4684 Produits à recevoir RECETTES	
FARE BOIS ARCHIPELS 2015	CONVENTION	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	REALISATION 2015	-13 779 439	1 120 000 000	1 120 000 000	
	REALISATION 2016	557 243 968			
	ENCAISSEMENT 2015				392 620
	ENCAISSEMENT 2016				358 698 589
	Total DEBIT	543 464 530		Total CREDIT	359 091 209
		Solde (Débit-Créditeur)		760 908 791	
FARE BOIS ILES DU VENT 2016	CONVENTION	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	REALISATION 2016	124 821 052	1 530 612 245	1 530 612 245	
	ENCAISSEMENT 2016				819 422 046
	Total DEBIT	124 821 052		Total CREDIT	819 422 046
		Solde (Débit-Créditeur)		711 190 199	
FARE BOIS ARCHIPELS 2016	CONVENTION	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	REALISATION 2016	19 425 538	2 040 816 326	2 040 816 326	
	ENCAISSEMENT 2016				269 226 315
	Total DEBIT	19 425 538		Total CREDIT	269 226 315
		Solde (Débit-Créditeur)		1 771 590 011	
FARE BOIS ARCHIPELS Cdp2 2016	CONVENTION	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
			563 797 233	563 797 233	
	Total DEBIT	0		Total CREDIT	0
		Solde (Débit-Créditeur)		563 797 233	
FARE BOIS ARCHIPELS Cdp2 2015	CONVENTION	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	REALISATION 2015	79 601 521	287 695 077	287 695 077	
	REALISATION 2016	-89 089			
	ENCAISSEMENT 2016				201 750 000
	Total DEBIT	79 512 432		Total CREDIT	201 750 000
		Solde (Débit-Créditeur)		85 945 077	

SUIVI DES PRODUITS A RECOUVRER ET CHARGES A PAYER

PROGRAMME	OPERATION	4682 Charges à payer DEPENSES		4684 Produits à recevoir RECETTES	
AAHI 2013	CONVENTION	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	REALISATION 2013	0	0	0	
	REALISATION 2015	-88 704 070			
	REALISATION 2016	17 527 604			
	ENCAISSEMENT 2016				55 654 910
	Total DEBIT	-71 176 466		Total CREDIT	55 654 910
	Solde (Débit-Créditeur)	-71 176 466		55 654 910	
FARE BOIS CAVC 2015	CONVENTION	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	REALISATION 2016	133 069 980	393 549 792	393 549 792	
	ENCAISSEMENT 2016				196 774 897
	Total DEBIT	133 069 980		Total CREDIT	196 774 897
	Solde (Débit-Créditeur)	260 479 812		196 774 897	
FARE BOIS EX-FDA 5 KITS (HAO)	CONVENTION	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	REALISATION 2015	-23 767 534	33 744 797	33 744 797	
	Total DEBIT	-23 767 534		Total CREDIT	0
	Solde (Débit-Créditeur)	57 512 331		33 744 797	
AAHI IDV 2015	CONVENTION	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	REALISATION 2015	1 320 911	0	0	
	REALISATION 2016	170 318 401			
	ENCAISSEMENT 2016				25 295 255
	Total DEBIT	171 639 312		Total CREDIT	25 295 255
Solde (Débit-Créditeur)	171 639 312		25 295 255		
AAHI HIDV 2015	CONVENTION	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	REALISATION 2015	125 153	0	0	
	REALISATION 2016	130 216 664			
	ENCAISSEMENT 2016				9 787 826
	Total DEBIT	130 341 817		Total CREDIT	9 787 826
Solde (Débit-Créditeur)	130 341 817		9 787 826		

SUIVI DES PRODUITS A RECOUVRER ET CHARGES A PAYER					
PROGRAMME	OPERATION	46B2 Charges à payer DEPENSES		46B2 Produits à recouvrer RECETTES	
	CONVENTION	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
AAHI IDV 2016	REALISATION 2016	84 592 806	0	0	
	ENCAISSEMENT 2016				
	Total DEBIT	84 592 806		Total CREDIT	0
		Solde (Débit-Créditeur) 84 592 806		0	
AAHI HIDV 2016	REALISATION 2016	5 537 757	0	0	
	ENCAISSEMENT 2016				
	Total DEBIT	5 537 757		Total CREDIT	0
		Solde (Débit-Créditeur) 5 537 757		0	
PLANCHERS FARE EX- FDA	REALISATION 2015	8 139 677	0	0	
	ENCAISSEMENT 2016				13 511 611
	Total DEBIT	8 139 677		Total CREDIT	13 511 611
		Solde (Débit-Créditeur) 8 139 677		13 511 611	
AAHICE 2015	REALISATION 2016	130 232 053	0	0	
	ENCAISSEMENT 2016				44 145 885
	Total DEBIT	130 232 053		Total CREDIT	44 145 885
		Solde (Débit-Créditeur) 130 232 053		44 145 885	
AAHI TUBUAI	REALISATION 2015	20 483	0	0	
	Total DEBIT	20 483		Total CREDIT	0
		Solde (Débit-Créditeur) 20 483		0	

SUIVI DES PRODUITS A RECOUVRER ET CHARGES A PAYER

PROGRAMME	OPERATION	4682 Charges à payer DEPENSES	4684 Produits à recouvrer RECETTES
-----------	-----------	----------------------------------	---------------------------------------

SYNTHESE

	cpte 4682		cpte 4684	
	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
TOTAL	9 052 055 604	14 485 205 054	14 485 205 054	9 598 215 632
SOLDE TABLEAU au 31/12/2016		5 433 149 450		4 886 989 422
BALANCE au 31/12/2016		5 433 149 450		4 886 989 422
Ecart constaté		0		0

ETAT DE REPORT DE CREDITS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE 2016 SUR L'EXERCICE 2017

N°COMPTE	LIBELLES	CREDITS OUVERTS (B.P +D.M.)	MONTANT DES MANDATEMENTS	CREDITS REPORTEES
203	Frais de recherche et de développement	46 096 625	7 842 200	38 254 425
205	Brevets et licences	19 522 542	13 327 005	6 195 537
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	65 619 167	21 169 205	44 449 962
211	Terrains	1 622 262 712	53 956 511	1 568 306 201
213	Constructions	481 068 475	448 671 022	32 397 453
215	Instal.techniques,mat. et outil.industriels	60 609 315	5 501 700	55 107 615
218	Autres immobilisations corporelles	114 007 968	24 482 911	89 525 057
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 277 948 470	532 612 144	1 745 336 326
231	Immobilisations corporelles en cours	17 161 848 097	2 570 580 006	14 591 268 091
23	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	17 161 848 097	2 570 580 006	14 591 268 091
26	Titres de participations	0	0	0
26	PARTICIPATIONS	0	0	0
274	Autres prêts	0	0	0
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000 000	0	1 000 000
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	1 000 000	0	1 000 000
	TOTAL	19 506 415 734	3 124 361 355	16 382 054 379

L'agent comptable

Le Directeur Général

Sébastien MARCHAND

Moana BLANCHARD

ETAT DETAILLE DES CREDITS REPORTES AU 31/12/2016

N° COMPTE	LIBELLES	CREDITS OUVERTS (B.P+D.M)	MONTANT DES MANDATEMENTS	CREDITS REPORTES
203	Frais d'études	14 636 225	0	14 636 225
203	Etudes programmation / Schéma directeur	1 460 400	0	1 460 400
203	Plan Stratégique du Patrimoine	30 000 000	7 842 200	22 157 800
205	Brevets et licences	19 522 542	13 327 005	6 195 537
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	65 619 167	21 169 205	44 449 962
211	Divers terrains	0	2 956 511	-2 956 511
211	DOMAINE AHNNE	66 201 360	0	66 201 360
211	TOAHOTU (Transfert Pays)	59 999 862	0	59 999 862
211	AHONU	60 000 000	0	60 000 000
211	ATIMA 2	90 316 000	0	90 316 000
211	VAITEMANU 2	200 745 490	0	200 745 490
211	TEMAHAME	87 000 000	0	87 000 000
211	Les Hauts de Tahiti Village	240 000 000	0	240 000 000
211	BROWN	97 000 000	0	97 000 000
211	TEMEHO	670 000 000	0	670 000 000
211	IMMEUBLE TEROMA TRANSIT	51 000 000	51 000 000	0
211	TERRAINS	1 622 262 712	53 956 511	1 568 306 201
2131	Immeuble de transit TEROMA (bâti)	329 000 000	318 856 250	10 143 750
2131	Entrepôt de Fare Ute	129 000 000	129 077 496	-77 496
2135	Install. Agenc. Aménag.	23 068 475	737 276	22 331 199
213	CONSTRUCTIONS	481 068 475	448 671 022	32 397 453
2153	Installations à caractère spécifique	57 857 223	5 501 700	52 355 523
2154	Matériel et outillage	2 752 092	0	2 752 092
215	INSTALL. TECHNIQUES MATERIEL ET OUTILLAGE	60 609 315	5 501 700	55 107 615
2181	Installations générales et agencements	28 477 085	1 440 464	27 036 621
2182	Matériel roulant	23 840 000	12 897 000	10 943 000
2183	Matériel bureau et informatique	20 183 300	9 014 867	11 168 433
2184	Achat de mobilier pour cités de transit	17 262 927	0	17 262 927
2184	Mobilier	21 262 927	1 130 580	20 132 347
2188	Matériel lourd	2 981 729	0	2 981 729
218	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	114 007 968	24 482 911	89 525 057
21	IMMOBILISATIONS	2 277 948 470	532 612 144	1 745 336 326

N° COMPTE	LIBELLES	CREDITS OUVERTS (B.P+D.M)	MONTANT DES MANDATEMENTS	CREDITS REPORTES
231	DIVERS (Immobilisations en cours)	6 578 711	327 700	6 251 011
231	MOTIO	49 226 457	11 022 842	38 203 615
231	LES HAUTS DE TEROMA (TEROMA 2.3)	658 627 484	408 624 127	250 003 357
231	TOAHOTU	153 066 727	128 077 359	24 989 368
231	VAITEMANU 2	206 203 880	148 518 601	57 685 279
231	Domaine LABBE	2 014 045 446	1 047 049 334	966 996 112
231	TEROMA Extension	342 638 916	74 961 868	267 677 048
231	VAITUPA Paea	1 181 597 121	433 517 960	748 079 161
231	Sécurisation des lotissements (CdP)	577 202 043	53 341 915	523 860 128
231	Rénovation des Stations d'épuration	200 000 000		200 000 000
231	Rénovation Voiries	200 000 000		200 000 000
231	Grosses Réparations 2014	467 264 489	100 955 803	366 308 686
231	Aménagements plateau VAIHIRIA	125 000 000		125 000 000
231	Les hauts de Tahiti Village	72 590 000	81 360	72 508 640
231	TEFATUFATU	404 548 246	5 143 388	399 404 858
231	TEFAAO	519 620 050	20 365 889	499 254 161
231	Domaine AHNNE	504 111 676	16 101 118	488 010 558
231	AHONU	1 278 873 883		1 278 873 883
231	ELZEA	94 517 177	16 743 300	77 773 877
231	ATIMA 2	406 968 400	6 704 373	400 264 027
231	PAHANI	378 250 080	2 961 315	375 288 765
231	ATIHIVA	1 001 540 000	8 245 446	993 294 554
231	RHI TIMIONA 2.2	61 457 450	208 250	61 249 200
231	FARIIPITI	488 476 282	19 544	488 456 738
231	Acquisition de containers aménagés	24 860 000	16 738 900	8 121 100
231	Sécurisation des lotissements 2015	100 000 000		100 000 000
231	Réhabilitation MANIHI	237 199 152		237 199 152
231	Réhabilitation VAIHIRIA	545 361 431	16 967	545 344 464
231	Réhabilitation PAPATEA	273 081 593		273 081 593
231	Réhabilitation TEOTUU	178 667 352	662 830	178 004 522
231	Réhabilitation TENIUPUPURE	168 469 283	771 120	167 698 163
231	Réhabilitation HAMUTA	770 184 228		770 184 228
231	Réhabilitation TETAUUAU	7 575 620		7 575 620
231	Réhabilitation TEIVIHONU	24 202 009		24 202 009
231	Réhabilitation Immeuble TIPAERUI	13 100 051		13 100 051
231	Réhabilitation TEPAPA	27 702 120		27 702 120
231	Réhabilitation TIPAERUI GRAND	16 925 370		16 925 370
231	Réhabilitation TAUPEAHOTU	16 925 370		16 925 370
231	NUUMEHA - RHI HOTUAREA	598 000 000	14 075 834	583 924 166
231	Viabilisation de parcelles domaniales	120 000 000	13 107 429	106 892 571
231	Sécurisation électrique (Etudes - CdP 2)	40 000 000	10 558 550	29 441 450
231	Travaux de sécurisation (CdP 2)	360 000 000	990 861	359 009 139
231	Aire de jeu PUNA NUI	34 000 000	508 500	33 491 500
231	Maison de quartier	40 000 000		40 000 000
231	TE ANA MAO NUUTERE - RHI HOTUAREA	40 000 000		40 000 000
231	TEMAHAME	28 560 000		28 560 000
231	AMOE 1	55 930 000	171 795	55 758 205
231	TERRE EUGENIE	170 000 000	827 050	169 172 950
231	TUTUAPARE	30 000 000	172 550	29 827 450
231	Rénovation MARIANNI	30 000 000		30 000 000
231	Rénovation Cité Grand	30 000 000		30 000 000

N° COMPTE	LIBELLES	CREDITS OUVERTS (B.P+D.M)	MONTANT DES MANDATEMENTS	CREDITS REPORTES
231	Parcelles domaniales - Viabilisation	200 000 000		200 000 000
231	Viabilisation Farehotu	48 000 000	1 904 768	46 095 232
231	Sécurisation des lotissements - 2016	100 000 000	26 779 309	73 220 691
231	Grosses réparations - 2016	150 000 000		150 000 000
231	Construction de maisons de quartier	100 000 000		100 000 000
231	Lotissements OPH - Aires de jeu	200 000 000		200 000 000
231	MOTIO - Maison de quartier - Cellier	50 000 000		50 000 000
231	BROWN	35 700 000		35 700 000
231	POUHO	45 000 000		45 000 000
231	Immeuble de transit TEROMA	50 000 000	169 500	49 830 500
231	RHI MAMAO - Logements définitifs	100 000 000		100 000 000
231	RHI MAMAO - Logements de transit	100 000 000		100 000 000
231	TE MEHO	170 000 000	152 550	169 847 450
231	VAIMARUIA - Aire de jeu	40 000 000		40 000 000
231	Viabilisation de parcelles Faaroa	200 000 000		200 000 000
231	Viabilisation de parcelles Bachelier	200 000 000		200 000 000
23	IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	17 161 848 097	2 570 580 006	14 591 268 091
261	TITRES DE PARTICIPATION	0	0	0
26	PARTICIPATIONS	0	0	0
274	PRÊT AUX DEFISCALISANTS	0	0	0
275	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	1 000 000	0	1 000 000
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	1 000 000	0	1 000 000
	TOTAL	19 506 415 734	3 124 361 355	16 382 054 379

Le Directeur Général

Moana BLANCHARD

ETAT DES SUBVENTIONS

au 31/12/2016

LIBELLÉ	DATE DE SIGNATURE	DATE DÉBUT	VALEUR BRUTE 2015	AUGMENTATION 2016	DIMINUTION 2016	SORTIE 2016	VALEUR BRUTE 2016	REPRISE 2016 au 777	REGULARISATION REPRISE EXERCICES ANTERIEURS	TOTAL REPRISE au 139	CUMUL REPRISE	VNC
AMURIAVAI - CONSTRUCTION	01/01/1995	01/01/1995	196 945 057	0	0	0	196 945 057	0	0	0	196 945 057	0
AMURIAVAI - TERRAIN	01/01/1995	01/01/2016	8 274 500	0	0	0	8 274 500	0	8 274 500	8 274 500	8 274 500	0
TAAPUNA 1 ET 2 - TERRAIN	01/01/1986	01/01/2016	431 198 641	0	0	0	431 198 641	0	431 198 641	431 198 641	431 198 641	0
TAAPUNA 1 ET 2 - CONSTRUCTION	01/01/1986	01/01/1986	43 592 378	0	0	0	43 592 378	0	0	0	43 592 378	0
HAMUTA - CONSTRUCTION	01/01/1987	01/01/1987	803 057 343	0	0	0	803 057 343	0	0	0	803 057 343	0
TIPAERUI - CONSTRUCTION	01/01/1988	01/01/1989	46 921 635	0	0	0	46 921 635	0	0	0	46 921 635	0
MANIHI - TERRAIN	01/01/1988	01/01/2016	7 820 800	0	0	0	7 820 800	0	7 820 800	7 820 800	7 820 800	0
MANIHI - CONSTRUCTION	01/01/1988	01/01/1988	59 570 097	0	0	0	59 570 097	0	0	0	59 570 097	0
PAPEAVA - CONSTRUCTION	01/01/1990	01/01/1990	251 759 909	0	0	0	251 759 909	0	0	0	251 759 909	0
AUEHI - CONSTRUCTION	01/01/1991	01/01/1991	168 526 791	0	0	0	168 526 791	0	0	0	168 526 791	0
VAITERUPE - CONSTRUCTION	01/01/1991	01/01/1991	109 171 203	0	0	0	109 171 203	0	0	0	109 171 203	0
TETAUAI - TERRAIN	01/01/1994	01/01/2016	65 450 000	0	0	0	65 450 000	0	65 450 000	65 450 000	65 450 000	0
TETAUAI - CONSTRUCTION	01/01/1994	01/01/1994	111 883 974	0	0	0	111 883 974	0	0	0	111 883 974	0
VAIOPU 2 - TERRAIN	01/01/1997	01/01/2016	138 349 879	0	0	0	138 349 879	0	138 349 879	138 349 879	138 349 879	0
VAIOPU 2 - CONSTRUCTION	01/01/1997	01/01/1997	111 265 696	0	0	0	111 265 696	0	0	0	111 265 696	0
OREMU 3 - TERRAIN	01/01/1997	01/01/2016	38 000 000	0	0	0	38 000 000	0	38 000 000	38 000 000	38 000 000	0
OREMU 3 - CONSTRUCTION	01/01/1997	01/01/1997	64 366 570	0	0	0	64 366 570	0	0	0	64 366 570	0
MAHITHITI - CONSTRUCTION	01/01/1996	01/01/1996	76 582 000	0	0	0	76 582 000	0	0	0	76 582 000	0
SOUKY - TERRAIN	01/01/1999	01/01/2016	20 232 500	0	0	0	20 232 500	0	20 232 500	20 232 500	20 232 500	0
VAIHIRIA - CONSTRUCTION	01/01/1993	01/01/1993	376 497 217	0	0	0	376 497 217	0	0	0	376 497 217	0
TEIVIHONU - CONSTRUCTION	01/01/1993	01/01/1993	235 188 955	0	0	0	235 188 955	0	0	0	235 188 955	0
TITIORO 1 - CONSTRUCTION	01/01/1992	01/01/1992	221 291 171	0	0	0	221 291 171	0	0	0	221 291 171	0
TITIORO 2 - CONSTRUCTION	01/01/1995	01/01/1995	197 499 479	0	0	0	197 499 479	0	0	0	197 499 479	0
TE OTUU - TERRAIN	01/01/1989	01/01/2016	9 841 650	0	0	0	9 841 650	0	9 841 650	9 841 650	9 841 650	0
TE OTUU - CONSTRUCTION	01/01/1989	01/01/1989	107 164 708	0	0	0	107 164 708	0	0	0	107 164 708	0
TIAMAO - CONSTRUCTION	01/01/1989	01/01/1989	107 070 673	0	0	0	107 070 673	0	0	0	107 070 673	0
TENIUPUPURE - CONSTRUCTION	01/01/1995	01/01/1995	136 523 189	0	0	0	136 523 189	0	0	0	136 523 189	0
LES HAUTS DU TIRA - TERRAIN	01/01/1990	01/01/1990	80 000 000	0	0	0	80 000 000	0	0	0	80 000 000	0
HAUTS DU TIRA - CONSTRUCTION	01/01/1990	01/01/1990	734 886 873	0	0	0	734 886 873	0	0	0	734 886 873	0
TEMAURI - CONSTRUCTION	01/01/1993	01/01/1993	932 356 927	0	0	0	932 356 927	0	0	0	932 356 927	0
ERIMA 3 - CONSTRUCTION	01/01/1989	01/01/1989	250 436 676	0	0	0	250 436 676	0	0	0	250 436 676	0
TIPAERUI GRAND - CONSTRUCTION	01/01/1993	01/01/1993	338 781 310	0	0	0	338 781 310	0	0	0	338 781 310	0
VAITAVATAVA 2 - CONSTRUCTION	01/01/1999	02/04/1999	295 764 391	0	0	0	295 764 391	14 789 208	0	14 789 208	262 498 802	33 265 589
VAITAVATAVA 3 - CONSTRUCTION	01/01/2002	01/01/2002	364 707 565	0	0	0	364 707 565	18 235 378	0	18 235 378	273 530 677	91 176 888
VAITAVATAVA 1 - CONSTRUCTION	01/01/1995	01/01/1995	320 164 213	0	0	0	320 164 213	0	0	0	320 164 213	0
TEPAPA - CONSTRUCTION	01/01/1989	01/01/1989	225 612 134	0	0	0	225 612 134	0	0	0	225 612 134	0
TEROMA - TERRAIN	01/01/1982	01/01/2016	37 302 199	0	0	0	37 302 199	0	37 302 199	37 302 199	37 302 199	0
TEROMA - CONSTRUCTION	01/01/1982	01/01/1982	46 317	0	0	0	46 317	0	0	0	46 317	0
MAIRE NUI - TERRAIN	01/01/1980	01/01/2016	8 018 000	0	0	0	8 018 000	0	8 018 000	8 018 000	8 018 000	0
NAHOATA - TERRAIN	01/01/1978	01/01/2016	69 882 169	0	0	0	69 882 169	0	69 882 169	69 882 169	69 882 169	0
TAHINA - TERRAIN	01/01/1982	01/01/2016	210 000	0	0	0	210 000	0	210 000	210 000	210 000	0
FAUTAU 3 - CONSTRUCTION	01/01/1990	01/01/1990	112 215 257	0	0	0	112 215 257	0	0	0	112 215 257	0
PETEA - TERRAIN	01/01/1976	01/01/2016	145 715 803	0	0	0	145 715 803	0	145 715 803	145 715 803	145 715 803	0
ATIMAONO 1 - TERRAIN	01/01/2000	01/01/2016	27 000 000	0	0	0	27 000 000	0	27 000 000	27 000 000	27 000 000	0
ATIMAONO 2 - TERRAIN	01/01/2000	01/01/2016	33 000 000	0	0	0	33 000 000	0	33 000 000	33 000 000	33 000 000	0

ETAT DES SUBVENTIONS

au 31/12/2016

LIBELLÉ	DATE DE SIGNATURE	DATE DÉBUT	VALEUR BRUTE 2015	AUGMENTATION 2016	DIMINUTION 2016	SORTIE 2016	VALEUR BRUTE 2016	REPRISE 2016 au 777	REGULARISATION REPRISE EXERCICES ANTERIEURS	TOTAL REPRISE au 139	CUMUL REPRISE	VNC
ATIMAONO 3 - TERRAIN	01/01/2003	01/01/2016	23 227 500	0	0	0	23 227 500		23 227 500	23 227 500	23 227 500	0
ATIMAONO 1 - CONSTRUCTION	01/01/2000	01/01/2000	102 901 914	0	0	0	102 901 914	5 145 095		5 145 095	87 466 630	15 435 284
ATIMAONO 2 - CONSTRUCTION	01/01/2000	01/01/2000	115 532 782	0	0	0	115 532 782	5 776 639		5 776 639	98 202 866	17 329 916
ATIMAONO 3 - CONSTRUCTION	01/01/2003	01/01/2003	10 962 698	0	0	0	10 962 698	549 848		549 848	7 663 607	3 299 091
LES COTEAUX DE HAMUTA - TERRAIN	01/01/2001	01/01/2016	65 623 380	0	0	0	65 623 380		65 623 380	65 623 380	65 623 380	0
LES COTEAUX DE HAMUTA - CONSTRUCTION	01/01/2001	01/11/2001	255 650 000	0	0	0	255 650 000	12 881 216		12 881 216	163 396 670	62 253 330
LES BALCONS DE TEPAPA - TERRAIN	01/01/2001	01/01/2016	43 314 300	0	0	0	43 314 300		43 314 300	43 314 300	43 314 300	0
LES BALCONS DE TEPAPA - CONSTRUCTION	01/09/2000	01/06/2002	555 150 627	0	0	0	555 150 627	28 277 454		28 277 454	445 682 018	108 468 609
MAISON CHANTEAU - TERRAIN	01/01/2002	01/01/2016	12 263 788	0	0	0	12 263 788		12 263 788	12 263 788	12 263 788	0
MAISON CHANTEAU - CONSTRUCTION	01/01/2002	01/07/2002	13 701 800	0	0	0	13 701 800	685 090		685 090	9 936 620	3 765 180
RHI LAGARDE 2 - CONSTRUCTION	01/01/2006	01/11/2006	163 626 459	0	0	0	163 626 459	8 181 532		8 181 532	83 178 459	80 448 000
LES HAUTS DE VALLONS - CONSTRUCTION	01/01/2003	01/03/2003	751 322 322	0	0	0	751 322 322	39 220 561		39 220 561	509 659 195	241 663 127
GABI - CONSTRUCTION	01/01/2004	01/09/2004	68 030 902	0	0	0	68 030 902	3 401 891		3 401 891	41 852 846	26 078 056
MAHITIHI EXTENSION - CONSTRUCTION	01/10/2001	01/10/2004	96 200 000	0	0	0	96 200 000	4 810 628		4 810 628	58 927 521	37 272 479
TEROMA 2.1 - CONSTRUCTION	01/01/2005	01/07/2005	653 901 432	0	0	0	653 901 432	32 703 219		32 703 219	376 058 469	277 842 963
TIMIONA 1 - TERRAIN	01/01/2006	01/01/2016	35 049 572	0	0	0	35 049 572		35 049 572	35 049 572	35 049 572	0
TIMIONA 1 - CONSTRUCTION	01/01/2006	01/01/2006	101 754 462	0	0	0	101 754 462	5 087 723		5 087 723	55 964 956	45 789 506
RHI LAGARDE - CONSTRUCTION	01/01/2003	01/01/2003	100 918 046	0	0	0	100 918 046	5 045 902		5 045 902	70 642 631	30 275 415
CHALET DE PATER - TERRAIN	01/01/1998	01/01/2016	38 418 813	0	0	0	38 418 813		38 418 813	38 418 813	38 418 813	0
CHALET DE PATER - CONSTRUCTION	01/01/1998	15/07/1998	282 396 092	0	0	0	282 396 092	0		0	282 396 092	0
VAITEMANU - TAURAA - CONSTRUCTION	01/01/2007	01/01/2007	275 850 000	0	0	0	275 850 000	13 790 620		13 790 620	137 943 804	137 906 196
VAITEMANU - TAURAA - TERRAIN	01/01/2007	01/01/2015	6 465 000	0	0	0	6 465 000	646 500	5 172 000	5 818 500	6 465 000	0
HITIMAHANA - TERRAIN	01/01/2008	01/01/2015	355 776 000	0	0	0	355 776 000	35 577 600	249 043 200	284 620 800	320 198 400	35 577 600
AHINNE (DOMAINE) - TERRAIN	01/01/2007	01/01/2015	66 201 360	0	0	0	66 201 360	6 620 136	52 961 088	59 581 224	66 201 360	0
AHONU - CONSTRUCTION	01/01/2007		6 548 507	0	0	0	6 548 507	0		0	0	6 548 507
AMOE LOING 27 LGTS - CONSTRUCTION	31/12/2008	01/08/2009	245 648 066	0	0	0	245 648 066	12 282 403		12 282 403	91 125 337	154 522 729
TITAAVIRI - CONSTRUCTION	31/12/2008	01/01/2009	310 408 174	0	0	0	310 408 174	15 520 409		15 520 409	124 163 270	186 244 904
TITAAVIRI - TERRAIN	31/12/2008		106 833 632	0	0	0	106 833 632	10 683 363	85 466 906	96 150 269	106 833 632	0
TAOE - CONSTRUCTION	01/01/2007	01/07/2007	200 143 780	0	0	0	200 143 780	10 009 413		10 009 413	95 086 083	105 057 697
FAREHOTU - TERRAIN	01/01/2007	01/01/2016	40 783 005	0	0	0	40 783 005	4 078 301	36 704 705	40 783 005	40 783 005	0
RHI HOTUAREA - JURY	01/01/2008		10 193 472	0	0	0	10 193 472	0		0	0	10 193 472
MAMAO AH FAT 1 - 22 LGT - CONSTRUCTION	01/01/2005	01/09/2005	284 809 696	0	0	0	284 809 696	14 326 549		14 326 549	160 659 358	124 150 338
MAMAO AH FAT 22 S1 - TERRAIN	01/01/2005	01/01/2015	40 928 957	0	0	0	40 928 957		0	0	40 928 957	0
MAMAO AH FAT 33 S2 - TERRAIN	01/01/2005	01/01/2015	61 393 436	0	0	0	61 393 436		55 254 092	55 254 092	61 393 436	0
MAMAO AH FAT 2 - 33 LGT - CONSTRUCTION	01/01/2005	01/03/2009	291 327 056	0	0	0	291 327 056	14 566 353		14 566 353	114 176 261	177 150 795
MOTO - TERRAIN	01/01/2003	01/01/2015	193 018 500	0	0	0	193 018 500		173 716 650	173 716 650	193 018 500	0
MOTO - CONSTRUCTION	01/01/2007	01/09/2015	218 385 000	0	0	0	218 385 000	10 919 250		10 919 250	14 568 972	203 816 028
PAHANI - TERRAIN	01/01/1998	01/01/2016	86 088 880	0	0	0	86 088 880		86 088 880	86 088 880	86 088 880	0
PAHANI - CONSTRUCTION	01/01/2001		94 300 000	0	0	0	94 300 000	0		0	0	94 300 000
PERETUNA - TERRAIN	01/01/2008	01/01/2015	102 545 437	0	0	0	102 545 437	10 254 544	71 781 806	82 036 350	92 290 893	10 254 544
POFATU - CONSTRUCTION	01/01/2002	01/12/2011	181 414 664	19 683 888	0	0	201 098 572	14 075 295		14 075 295	51 128 623	149 969 949
PUNA NUI 60 LGTS - TERRAIN	01/01/2004	01/01/2015	185 000 000	0	0	0	185 000 000		166 500 000	166 500 000	185 000 000	0
PUNA NUI - CONSTRUCTION	01/01/2002	01/07/2009	541 400 000	0	0	0	541 400 000	27 070 000		27 070 000	203 136 247	338 263 753
RHI TIMIONA 2 - CONSTRUCTION	01/01/2006	31/12/2012	496 388 676	0	0	0	496 388 676	24 819 434		24 819 434	113 829 403	382 559 273
VAIHI - TERRAIN	01/01/2002	01/01/2015	20 908 000	0	0	0	20 908 000		18 817 200	18 817 200	20 908 000	0

ETAT DES SUBVENTIONS

au 31/12/2016

LIBELLÉ	DATE DE SIGNATURE	DATE DÉBUT	VALEUR BRUTE 2015	AUGMENTATION 2016	DIMINUTION 2016	SORTIE 2016	VALEUR BRUTE 2016	REPRISE 2016 au 777	REGULARISATION REPRISE EXERCICES ANTERIEURS	TOTAL REPRISE au 139	CUMUL REPRISE	VNC
VAIHI - CONSTRUCTION	01/01/2002	01/02/2010	328 142 000	0	0	0	328 142 000	16 407 100		16 407 100	113 456 220	214 685 780
TEROMA 2.1 - TERRAIN	01/01/2005	01/01/2016	2 851 725	0	0	0	2 851 725		2 851 725	2 851 725	2 851 725	0
TEROMA 2.2 - TERRAIN	01/01/2005	01/01/2015	1 140 690	0	0	0	1 140 690		1 026 621	1 026 621	1 140 690	0
TEROMA 2.2 - CONSTRUCTION	01/01/2003	31/12/2008	198 218 600	0	0	0	198 218 600	9 076 354		9 076 354	87 327 224	108 891 376
TEROMA 2.3 - TERRAIN	01/01/2004	01/01/2015	2 281 380	0	0	0	2 281 380		2 053 242	2 053 242	2 281 380	0
TEROMA 2.3 - CONSTRUCTION - OPERAT' ANNULEE	01/01/2004	31/12/2016	1 230 292	0	0	0	1 230 292	169		169	169	1 230 123
TEROMA 2.4 - TERRAIN	01/01/2008	01/01/2016	3 726 205	0	0	0	3 726 205		3 726 205	3 726 205	3 726 205	0
ATIHIVA - TERRAIN	01/01/2008	01/01/2015	299 504 767	0	0	0	299 504 767	29 950 477	209 653 337	239 603 814	269 554 290	29 950 477
VAIHIRIA - TERRAIN AIRE DE JEU	01/01/2008	01/01/2016	40 976 000	0	0	0	40 976 000	4 097 600	32 780 800	36 878 400	36 878 400	4 097 600
TERRÉ PAPETAREIA - TERRAIN	01/01/2008	01/01/2015	5 571 500	0	0	0	5 571 500	557 150	3 900 050	4 457 200	5 014 350	557 150
TEIRIRI - TERRAIN	01/01/2008	01/01/2015	40 301 185	0	0	0	40 301 185	4 030 119	28 210 830	32 240 948	36 271 067	4 030 119
MARATEUA - TERRAIN	01/01/2008	01/01/2016	64 358 000	0	0	0	64 358 000	6 435 800	51 486 400	57 922 200	57 922 200	6 435 800
PAPAROA HITAA - TERRAIN	01/01/2008	01/01/2016	64 357 622	0	0	0	64 357 622	6 435 762	51 486 098	57 921 860	57 921 860	6 435 762
OUTUOFA - TERRAIN	01/01/2008	01/01/2016	66 592 547	0	0	0	66 592 547	6 659 295	53 274 358	59 933 652	59 933 652	6 659 295
FANATEA - TERRAIN	01/01/2008	01/01/2016	122 679 442	0	0	0	122 679 442	12 267 944	98 143 554	110 411 498	110 411 498	12 267 944
PUNA ITI - TERRAIN	01/01/2008	01/01/2016	267 118 161	0	0	0	267 118 161	26 711 816	213 694 529	240 406 345	240 406 345	26 711 816
ATIMA SOCIAL - CONSTRUCTION	01/01/2003	01/07/2003	35 026 855	0	0	0	35 026 855	0		0	35 026 855	0
BALCONS BELVEDERE - TERRAIN	01/01/1997	01/01/2016	48 461 800	0	0	0	48 461 800		48 461 800	48 461 800	48 461 800	0
BONNEFIN - TERRAIN	01/01/1999	01/01/2016	128 457 612	0	0	0	128 457 612		128 457 612	128 457 612	128 457 612	0
TEIRIRI - CONSTRUCTION	01/01/2007	01/01/2007	362 710 663	0	0	0	362 710 663	18 135 533		18 135 533	181 355 331	181 355 331
DOMAINE SUZANNE RELIQUAT - TERRAIN	01/01/2005	01/01/2016	24 249 550	0	0	0	24 249 550		24 249 550	24 249 550	24 249 550	0
HAUTS DU TIRA EXTENSION - CONSTRUCTION	01/01/2005	01/09/2005	242 124 292	0	0	0	242 124 292	12 106 878		12 106 878	137 209 075	104 915 217
FAUTAU 3 - CONSTRUCTION	01/01/1990	01/01/1990	172 740	0	0	0	172 740	0		0	172 740	0
RAIMANUTEA 6 FARE - CONSTRUCTION	01/01/2000	01/07/2000	32 896 946	0	0	0	32 896 946	1 645 435		1 645 435	27 144 684	5 752 262
VAIHIRIA - AMENAGEMENT PLATEAU	01/01/2009		2 716 926	0	0	0	2 716 926	0		0	0	2 716 926
FAREHOTU - ETUDES	31/12/2009		6 028 145	0	0	0	6 028 145	0		0	0	6 028 145
PERETUNA - ETUDES	01/01/2009	01/06/2013	6 053 049	0	0	0	6 053 049	302 652		302 652	1 085 403	4 967 646
VAITEA (Cité de transit) - ETUDES	01/01/2009		6 662 540	0	0	0	6 662 540	0		0	0	6 662 540
TEPAPA - REHABILITATION - ETUDES	01/01/2009		9 907 117	0	0	0	9 907 117	0		0	0	9 907 117
RHI HOTUAREA - ETUDES	01/01/2009		75 063 002	0	0	0	75 063 002	0		0	0	75 063 002
TEAA - ETUDES	01/01/2009	01/01/2015	2 454 545	0	0	0	2 454 545	613 636		613 636	1 227 273	1 227 273
HAMUTA VAL - REHABILITATION - ETUDES + TRAVAI	01/01/2009	31/12/2013	69 682 231	0	0	0	69 682 231	3 494 112		3 494 112	16 321 809	53 560 422
UTUFARA - ETUDES	01/01/2009	01/01/2015	2 331 819	0	0	0	2 331 819	0		0	2 331 819	0
TEAHATEA - ETUDES	01/01/2010	01/01/2015	5 876 973	0	0	0	5 876 973	0		0	5 876 973	0
VAITUPA - ETUDES	01/01/2010	31/12/2013	15 483 636	0	0	0	15 483 636	3 096 727		3 096 727	9 298 666	6 184 970
CHAUFFE-EAU SOLAIRES	01/01/2010	14/10/2011	421 674 656	0	0	0	421 674 656	42 167 466		42 167 466	219 963 985	201 710 671
OUTUMAORO - NINA PEATA - ETUDES	01/01/2010	01/01/2015	14 619 384	0	0	0	14 619 384	769 441		769 441	1 538 883	13 080 501
TEHAU - ETUDES	01/01/2010	01/01/2015	2 665 636	0	0	0	2 665 636	0		0	2 665 636	0
DOMAINE LABBE - ETUDES	17/12/2010		132 741 913	0	0	0	132 741 913	0		0	0	132 741 913
FAARIPITI - ETUDES	05/09/2011		17 763 303	0	0	0	17 763 303	0		0	0	17 763 303
HAMUTA VAL REHAB TRAVAUX	08/06/2010	01/01/2013	178 122 965	0	0	0	178 122 965	8 906 148		8 906 148	41 602 693	136 520 272
TEVIROA - NINA PEATA - ETUDES	08/06/2010	22/12/2014	8 044 252	0	0	0	8 044 252	402 213		402 213	815 445	7 228 807
PERETUNA TRAVAUX	29/11/2011	01/06/2013	233 775 626	0	0	0	233 775 626	11 688 781		11 688 781	41 919 492	191 856 134
TIMICONA 2 2 ETUDES	14/12/2010		11 867 848	0	0	0	11 867 848	0		0	0	11 867 848
VAIRAI - ETUDES	14/12/2010	01/09/2015	23 461 986	0	0	0	23 461 986	1 173 099		1 173 099	1 565 204	21 896 782

ETAT DES SUBVENTIONS

au 31/12/2016

LIBELLÉ	DATE DE SIGNATURE	DATE DÉBUT	VALEUR BRUTE 2015	AUGMENTATION 2016	DIMINUTION 2016	SORTIE 2016	VALEUR BRUTE 2016	REPRISE 2016 au 777	REGULARISATION REPRISE EXERCICES ANTERIEURS	TOTAL REPRISE au 139	CUMUL REPRISE	VNC
VAITEMANU - ETUDES	14/12/2010	01/12/2016	15 307 044	0	0	0	15 307 044	65 003		65 003	65 003	15 242 041
SUBVENTION ETUDES POUR REHABILITATION	01/12/2011	31/12/2013	15 980 375	0	0	0	15 980 375	3 196 075		3 196 075	9 596 981	6 383 394
SUBVENTION HITIMAHANA	11/05/2012	01/01/2016	6 828 000	0	0	0	6 828 000	341 400		341 400	341 400	6 486 600
SUBVENTION TEPAPA 3	22/03/2012	01/10/2013	202 403 771	0	0	0	202 403 771	10 120 189		10 120 189	32 911 408	169 492 363
SUBVENTION VAITUPA PAEA	17/11/2011		54 768 000	0	0	0	54 768 000	0		0	0	54 768 000
SUBVENTION GROSSES REPARATIONS	05/10/2012		200 000 000	0	0	0	200 000 000	0		0	0	200 000 000
SUBVENTION MOBILIER POUR CITE DE TRANSIT	18/04/2012		12 000 000	0	0	0	12 000 000	0		0	0	12 000 000
TEIVIROA - NINA PEATA - TRAVAUX	16/01/2013	22/12/2014	463 422 051	0	0	0	463 422 051	23 171 103		23 171 103	46 977 030	416 445 021
ETUDES PRELIMINAIRES OUTUMAORO	16/01/2013		6 042 000	0	0	0	6 042 000	0		0	0	6 042 000
CUCS - ETUDES PRELIMINAIRES OUTUMAORO	04/05/2012		3 306 000	0	0	0	3 306 000	0		0	0	3 306 000
MOTO	07/01/2013	01/09/2015	1 387 356 215	215 214 212	0	0	1 602 570 427	83 725 252		83 725 252	106 911 205	1 495 659 222
PAPAROA TRANSIT - REMISE EN ETAT	04/05/2012		4 924 562	0	0	0	4 924 562	0		0	0	4 924 562
VAIHIRIA - AMENAGEMENT PLATEAU	27/12/2012		7 081 538	0	0	0	7 081 538	0		0	0	7 081 538
RHI OUTUMAORO - Etudes pré-op	08/01/2013	31/12/2015	7 182 000	0	0	0	7 182 000	1 795 500		1 795 500	1 800 419	5 381 581
VAITEMANU 2 - TRAVAUX	14/03/2014	01/12/2016	214 884 917	86 871 477	0	0	281 756 394	1 196 500		1 196 500	1 196 500	280 559 894
VAIRAI - CONSTRUCTION	19/02/2014	01/09/2015	459 535 586	0	0	0	459 535 586	22 976 779		22 976 779	30 656 689	428 878 897
DOMAINE LABBE - Pont et travaux	05/09/2011		35 985 246	0	0	0	35 985 246	0		0	0	35 985 246
Vaihiria Fare associatif	26/06/2009		3 286 104	0	0	0	3 286 104	0		0	0	3 286 104
TOAHOTU - ETUDES & CONSTRUCTION	10/03/2014	01/06/2016	222 297 195	139 070 740	0	0	361 367 935	10 593 526		10 593 526	10 593 526	350 774 409
TEROMA 2.3 - CONSTRUCTION	07/11/2013	31/12/2016	487 477 242	392 516 714	0	0	879 993 956	120 547		120 547	879 873 409	
SECURISATION ELECTRIQUE	20/06/2014	01/01/2015	208 095 178	107 444 685	0	0	315 539 863	42 298 455		42 298 455	63 107 973	252 431 890
SECURISATION DES TALUS	10/12/2014	15/04/2015	276 726 653	102 737 653	0	0	379 464 306	48 220 196		48 220 196	75 892 861	303 571 445
GRAND DOMAINE AMOE - TERRAIN	16/11/2015	01/01/2016	192 752 335	0	0	0	192 752 335	19 275 234	19 275 234	38 550 467	38 550 467	154 201 868
TEFATUFATU - TERRAIN	01/01/2015	01/01/2016	60 000 000	0	0	0	60 000 000	6 000 000	6 000 000	12 000 000	12 000 000	48 000 000
TEFATUFATU - ETUDES	05/05/2015		5 355 000	0	0	0	5 355 000	0		0	0	5 355 000
TEFAAO - TERRAIN	16/11/2015	01/01/2016	44 868 000	0	0	0	44 868 000	4 486 800	4 486 800	8 973 600	8 973 600	35 894 400
TEFAAO - ETUDES	05/05/2015		8 925 000	11 577 739	0	0	20 502 739	0		0	0	20 502 739
ELZEA - ETUDES	06/05/2015		28 560 000	0	0	0	28 560 000	0		0	0	28 560 000
AHONU - ETUDES	11/05/2015		3 570 000	5 950 000	0	0	9 520 000	0		0	0	9 520 000
TEROMA EXTENSION	30/12/2014		97 360 944	0	0	0	97 360 944	0		0	0	97 360 944
DOMAINE LABBE - TRAVAUX	23/12/2014		637 264 800	394 736 680	0	0	1 032 001 480	0		0	0	1 032 001 480
GROSSES REPARATIONS 2014 - TR 1 (200 MF)	05/10/2012	31/03/2015	100 000 000	0	0	0	100 000 000	10 000 000		10 000 000	20 000 000	80 000 000
GROSSES REPARATIONS 2014 - TR 2 (127 MF)	28/09/2015		63 500 000	0	0	0	63 500 000	0		0	0	63 500 000
ETUDES DE DEFINITION	07/08/2015		1 039 600	0	0	0	1 039 600	0		0	0	1 039 600
PAHANI - ETUDES	05/05/2015		1 452 990	1 941 485	0	0	3 394 475	0		0	0	3 394 475
ATIMA 2 - ETUDES	05/05/2015		7 140 000	0	0	0	7 140 000	0		0	0	7 140 000
DOMAINE AHNNE - ETUDES	06/05/2015		8 211 000	11 537 599	0	0	19 748 599	0		0	0	19 748 599
ATIHIVA - ETUDES	06/05/2015		16 422 000	0	0	0	16 422 000	0		0	0	16 422 000
RHI TIMIONA 2.2 - ETUDES	04/06/2015		19 500 000	0	0	0	19 500 000	0		0	0	19 500 000
CONTAINERS AMENAGES	17/07/2015	16/12/2015	9 000 000	0	0	0	9 000 000	900 000		900 000	1 800 000	7 200 000
HAMUTA - REHAB	13/05/2015		10 279 331	0	0	0	10 279 331	0		0	0	10 279 331
TE OTUU - REHAB	06/05/2015		5 785 055	0	0	0	5 785 055	0		0	0	5 785 055
MANIHI - REHAB	06/05/2015		2 156 077	0	0	0	2 156 077	0		0	0	2 156 077
TENIUPUPURE - REHAB	06/05/2015		2 403 615	0	0	0	2 403 615	0		0	0	2 403 615
PAPATEA - REHAB	22/05/2015		3 765 401	0	0	0	3 765 401	0		0	0	3 765 401

ETAT DES SUBVENTIONS

au 31/12/2016

LIBELLÉ	DATE DE SIGNATURE	DATE DÉBUT	VALEUR BRUTE 2015	AUGMENTATION 2016	DIMINUTION 2016	SORTIE 2016	VALEUR BRUTE 2016	REPRISE 2016 au 777	RÉGULARISATION REPRISE EXERCICES ANTERIEURS	TOTAL REPRISE au 139	CUMUL REPRISE	VNC
VAIHRIA - REHAB	05/05/2015		81 804 212	0	0	0	81 804 212	0		0	0	81 804 212
NUUMEHA-ETUDES (RHI HOTUAREA)	07/12/2015		6 655 462	0	0	0	6 655 462	0		0	0	6 655 462
VAITUPA PAEA	07/12/2015		195 762 600	157 203 300	0	0	352 965 900	0		0	0	352 965 900
FAARIPITI - TRAVAUX	07/12/2015		81 615 240	65 539 510	0	0	147 154 750	0		0	0	147 154 750
DOMAINE LABBE - TERRAIN	01/06/2015	01/01/2016	56 606 563	0	0	0	56 606 563	5 660 656	5 660 656	11 321 313	11 321 313	45 285 250
PUKA PUKA	06/09/2015		3 692 000	0	0	0	3 692 000	0		0	0	3 692 000
TEIVIROA - TERRAIN	01/01/2015	01/01/2015	110 258 800	0	0	0	110 258 800	11 025 880	11 025 880	22 051 760	22 051 760	88 207 040
HANGAR FARE UTE	17/11/2016	31/12/2016	0	129 077 496	0	0	129 077 496	17 682		17 682	17 682	129 059 814
AMOE 1	10/11/2016		0	16 779 000	0	0	16 779 000	0		0	0	16 779 000
FAREHOTU - ETUDES	08/07/2016		0	4 165 000	0	0	4 165 000	0		0	0	4 165 000
VIABILISAT - 8 PARCELLES	27/07/2016		0	24 150 000	0	0	24 150 000	0		0	0	24 150 000
NUUMEHA - ETUDES	07/12/2015		0	12 000 000	0	0	12 000 000	0		0	0	12 000 000
REHAB - CITE GRAND - ETUDES	16/06/2016		0	4 993 860	0	0	4 993 860	0		0	0	4 993 860
TERRE EUGENIE - ETUDES	21/07/2016		0	5 576 340	0	0	5 576 340	0		0	0	5 576 340
TUTUAPARE - ETUDES	06/10/2016		0	8 835 750	0	0	8 835 750	0		0	0	8 835 750
PUKA PUKA - VIABILISATION	16/06/2016		0	1 839 722	0	0	1 839 722	0		0	0	1 839 722
TRAVAUX DE SECURISATION (CdP 2)	29/04/2016		0	108 000 000	0	0	108 000 000	0		0	0	108 000 000
PLAN STRATEGIQUE DU PATRIMOINE	06/06/2016	30/12/2016	0	8 626 420	0	0	8 626 420	288 335		288 335	288 335	8 338 085
GROSSES REPARATIONS 2016 - TR 1	04/08/2016		0	7 437 500	0	0	7 437 500	0		0	0	7 437 500
SECURISATION 2016 (MUR MOTIO)	04/08/2016		0	7 199 500	0	0	7 199 500	0		0	0	7 199 500
ETUDES DE SECURISATION (CdP 2)	25/04/2016		0	12 000 000	0	0	12 000 000	0		0	0	12 000 000
IMMEUBLE DE TRANSIT TEROMA - BATI	15/09/2016		0	318 856 250	0	0	318 856 250	0		0	0	318 856 250
IMMEUBLE TEROMA TRANSIT - TERRAIN	15/09/2016	15/09/2016	0	51 000 000	0	0	51 000 000	1 509 041	0	1 509 041	1 509 041	49 490 959
TOTAL GÉNÉRAL			25 823 796 283	2 412 562 520	0	0	28 236 358 803	944 147 409	3 259 605 299	4 203 752 708	15 372 728 668	12 863 630 135

RESULTAT DE L'OFFICE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	2012	2013	2014	2015	2016
Opérations & résultats de l'exercice					
- Chiffre d'affaires	12 566 772	9 419 134	8 476 960	18 335 683	1 683 312
- Résultat avant charges et produits calculés (amortissements, dépréciations & provisions)	782 716 069	454 807 814	930 436 207	930 536 207	775 662 833
- Résultat après charges et produits calculés (amortissements, dépréciations & provisions)	(34 763 400)	(472 519 418)	(147 343 204)	23 032 332	(471 609 500)
RMO	39 316 294	103 610 064	197 471 933	227 070 579	401 153 751
Personnel					
- Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	124	146	147	149	157
- Montant de la masse salariale de l'exercice	587 306 934	949 659 284	653 205 460	671 814 583	703 364 360
- Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	252 223 675	294 941 551	291 930 166	312 892 820	319 544 963

